



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.109/PV.1328
11 septembre 1987

FRANCAIS

COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE
L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA 1328^e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le vendredi 14 août 1987, à 15 heures

Président : M. TADESSE (Ethiopie)

SOMMAIRE

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux
peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes
internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Question de la Nouvelle-Calédonie

Clôture de la Session de 1987

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail, de
préférence dans la même langue que le texte auquel elles sont apportées. Elles
doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un
exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard
à compter de la date du présent document, au Chef de la Section d'édition des
documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750,
2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles au présent compte rendu et à ceux des autres
séances seront publiées dans un rectificatif.

La séance est ouverte à 15 h 30.

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/AC.109/L.1641/Rev.2, L.1645) (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je désire attirer l'attention du Comité sur le projet de résolution révisé publié sous la cote A/AC.109/L.1641/Rev.2 et les amendements présentés par la Suède et faisant l'objet du document A/AC/109/L.1645.

M. GARVALOV (Bulgarie) (interprétation de l'anglais) : Je désire vous remercier, Monsieur le Président, de la compréhension, de la patience et de la détermination dont vous avez fait preuve en nous encourageant à rechercher un consensus sur le projet de résolution dont le Comité est saisi. Je remercie également mes collègues ici présents; je sais que chacun d'eux est parfaitement conscient des négociations qui se tiennent depuis plusieurs jours.

Je suis heureux de faire savoir au Comité que les consultations ont été suivies d'effet : nous nous sommes mis d'accord sur un texte de consensus dont je donnerai lecture dans quelques instants. Nous nous réjouissons de ce que le Comité, dans sa sagesse, continue d'adopter le projet de résolution par consensus, sans qu'il soit mis aux voix.

J'aimerais remercier vivement le représentant de la Suède pour sa contribution constructive et sa participation active aux efforts intensifs que nous avons déployés pour parvenir à un consensus. Je tiens aussi à remercier les auteurs du projet de résolution et nos autres collègues qui ont manifesté un intérêt particulier lors des consultations et qui étaient prêts à nous aider à parvenir à ce consensus.

Quels sont les changements que l'on est convenu d'apporter au document A/AC.109/L.1641/Rev.2?

Je me fonde sur le texte anglais étant donné qu'il s'agit de la version originale. Il n'y a aucun changement aux pages 1, 2 et 3.

Au 18e alinéa du préambule, page 4, il faudrait remplacer le mot "liens" par le mot "coopération".

A l'alinéa suivant, il faudrait remplacer les mots "la collaboration entre le" par les mots "l'appui financier du"; puis, après le mot "Fonds monétaire international", il faudrait remplacer le mot "et le" par le mot "au". L'alinéa se lirait alors comme suit :

M. Garvalov (Bulgarie)

"Vivement préoccupé par le maintien de l'appui financier du Fonds monétaire international au Gouvernement sud-africain au mépris des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment de la résolution 37/2 du 21 octobre 1982,".

Il faudrait remplacer le libellé du paragraphe 10 du dispositif par le suivant :

"Déploire la collaboration financière et autre et condamne l'appui financier du Fonds monétaire international à l'Afrique du Sud au mépris des résolutions répétées de l'Assemblée générale, et demande au Fonds de mettre fin à cette collaboration, étant donné que le système d'apartheid crée une grave instabilité dans l'économie sud-africaine, y compris dans sa balance des paiements, et, en conséquence, le Fonds monétaire international ne devrait pas, conformément à son règlement, aussi longtemps que l'apartheid et l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud existeront, fournir de crédits à l'Afrique du Sud;".

M. Garvalov (Bulgarie)

Au paragraphe 17 du dispositif, insérer un point virgule après le mot "Pretoria" et éliminer le reste de la phrase : "avec l'aide de certains pays occidentaux".

Comme je l'ai dit au début, le projet de résolution tel qu'il vient d'être amendé et révisé est le résultat de consultations intenses entre ses auteurs, le représentant de la Suède et d'autres collègues.

Je ne voudrais pas parler du document A/AC.109/L.1645 au nom du représentant de la Suède, car je suis certain qu'il dira lui-même au Comité ce qu'il en est.

J'espère que le Comité respectera notre désir de voir ce projet de résolution adopté par consensus.

M. BJURNER (Suède) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous remercier bien sincèrement pour la façon dont vous avez encouragé les efforts en vue d'une solution acceptable qui nous permettrait d'adopter le projet de résolution sans vote.

Je voudrais moi aussi reprendre les aimables paroles de l'Ambassadeur Garvalov, de la Bulgarie, et le remercier des efforts inlassables qu'il a déployés pour rapprocher les auteurs et trouver une solution de compromis.

Je voudrais par ailleurs confirmer ce que vient de dire l'Ambassadeur Garvalov. Ma délégation est très heureuse en effet de constater que les auteurs du projet de résolution ont pu en définitive accepter dans certains cas d'exprimer en d'autres termes certains libellés, ce qui a permis à ma délégation d'accepter d'adopter le texte sans vote. Je retire par conséquent les amendements officiels que j'avais présentés et qui avaient été distribués sous la cote A/AC.109/L.1645.

Je remercie également très sincèrement les nombreux autres membres du Comité qui ont participé à ces efforts, et à ceux qui ont appuyé les points de vue présentés dans mes amendements.

Le Comité va prendre très prochainement une décision sur une question de grande importance; par cette action, on ne se contentera pas d'exprimer par de simples paroles l'appui apporté à la décolonisation, mais on encouragera effectivement les moyens matériels d'appui aux peuples coloniaux, en particulier pour la lutte de libération en Namibie.

La Suède demeure l'un des principaux contributeurs aux institutions spécialisées et, avec les autres pays nordiques, elle est, par exemple, le contributeur le plus important au Fonds des Nations Unies pour la Namibie. Par

M. Bjurner (Suède)

conséquent, la Suède accorde une importance toute particulière à ce projet de résolution qui devrait avoir pour objectif d'augmenter le plus efficacement possible cette assistance. Je dois avouer - à mon grand regret - que le projet de résolution n'a pas encore atteint cet objectif. Nous avons espéré depuis le début que les auteurs auraient été à même d'avoir des consultations encore plus étendues avec tous les membres du Comité, pour trouver des formules que nous aurions tous pu appuyer, car il s'agit là d'une question à laquelle chacun de nous s'intéresse beaucoup.

D'ailleurs, comme je l'ai dit au cours des consultations, ma délégation ne comprend pas bien pourquoi on a procédé ainsi pour cette question - un projet de résolution séparé présenté par quelques membres du Comité seulement et non, comme nous l'aurions pensé, par le truchement du Sous-Comité des pétitions, de l'assistance et de l'information, qui est la voie appropriée et habituelle, et dont le rapport contiendrait un projet de résolution qui serait soumis à l'Assemblée générale. Pourquoi donner à tort l'impression que six membres seulement du Comité s'intéressent activement à la question des institutions spécialisées et de l'aide qu'elles apportent aux peuples coloniaux? Ma délégation espère sincèrement que l'année prochaine le projet de résolution sur ce point sera soumis par le Sous-Comité pertinent.

Voilà les réserves que ma délégation voulait formuler au sujet de la procédure suivie pour le projet de résolution.

Il y a quelques années, le projet de résolution sur ce point a reçu un appui presque unanime à l'Assemblée générale; mais depuis un certain temps, cet appui s'est effrité, du fait, à notre avis que de nouvelles formules ont été introduites, qui sont soit de nature très idéologique, soit sans grand rapport avec la question, soit sources de controverses inutiles.

Ce sont les raisons pour lesquelles ma délégation a voulu suggérer certaines modifications qui renforceraient l'appui à apporter à l'objectif recherché par le projet de résolution, qui est d'accroître et d'encourager l'assistance que les institutions spécialisées fournissent aux peuples coloniaux et aux mouvements de libération en Afrique australe.

M. Bjurner (Suède)

Je vais maintenant citer quelques-unes de nos réserves qui portent sur le fond.

Premièrement, une réserve générale sur la rédaction, par trop généralisée, qui, à notre avis, dans certaines formules, manque d'exactitude et qui, dans d'autres - par exemple, aux alinéas 8 et 18 du préambule - n'est pas conforme au langage des Nations Unies.

Deuxièmement, et c'est encore plus important, aux alinéas 18 et 19 du dispositif et aux paragraphes 9 et 10 du dispositif, le libellé du texte actuel pourrait nous laisser croire que le Fonds monétaire international, en particulier, collabore étroitement et de façon continue avec l'Afrique du Sud. Ce n'est pas le cas, à notre avis; et puisque nous sommes membres de cette institution, nous aimerions que tout le monde soit tenu au courant avec exactitude de la situation. C'est là exactement le genre de libellé par trop général, exagéré, que mon gouvernement et d'autres pays membres du FMI ne sauraient appuyer.

Je voudrais insister sur le fait que cette position ne doit pas - je répète "ne doit pas" - être interprétée comme un appui de notre part aux prêts et crédits que le FMI consent à l'Afrique du Sud, bien au contraire; dans la législation suédoise, il est stipulé que les prêts consentis à l'Afrique du Sud par le FMI ne doivent pas être appuyés, tant que l'apartheid et ses effets économiques négatifs subsisteront en Afrique du Sud.

Troisièmement, nous trouvons déplorable de désigner nommément des pays ou groupes de pays comme étant implicitement responsables du système odieux de l'apartheid, étant donné surtout que mon pays se trouve appartenir à l'un de ces groupes géographiques mentionnés.

Compte tenu de ces considérations, ma délégation se voit obligée, à regret, de présenter officiellement des réserves sur le texte dont le Comité est saisi.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais exprimer mes remerciements et ma reconnaissance aux représentants de la Bulgarie et de la Suède pour les consultations extensives qu'ils ont entreprises et pour l'esprit de compréhension dont ils ont fait preuve dans l'examen de cette question.

M. DAMM (Chili) (interprétation de l'espagnol) : Avant d'exprimer nos vues sur le projet de résolution dont le Comité est saisi, je voudrais - dans ce qui sera je crois ma dernière intervention au cours de cette session - vous féliciter, Monsieur le Président, de la façon conséquente dont vous avez dirigé nos délibérations, et remercier tous les membres du Bureau et tous les fonctionnaires du Secrétariat de leur coopération et des efforts qu'ils ont déployés pour assurer le succès de nos travaux.

M. Damm (Chili)

Pour ce qui est du projet de résolution, notre délégation a toujours pleinement appuyé la résolution 1514 (XV) et toutes les autres décisions visant à garantir l'indépendance de la Namibie. Cependant, en dépit des efforts déployés, que nous reconnaissons et dont nous nous félicitons - en particulier, ceux de la délégation de la Suède -, nous sommes saisis, cette année encore, d'un projet de résolution qui, à notre avis, par son libellé, son contenu idéologique et le nombre de problèmes connexes qu'il englobe, affaiblit plutôt qu'il ne renforce la question primordiale qui nous préoccupe tous.

Compte tenu de ce qui précède, tout en soulignant notre position de principe en faveur de l'indépendance de la Namibie et de l'application fondamentale et appropriée de la résolution 1514 (XV), nous ne participerons pas à la prise de décision sur ce projet de résolution.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre que, grâce aux modifications qui viennent d'être apportées, les membres sont prêts à adopter le projet de résolution révisé sans qu'il soit mis aux voix.

M. DAMODARAN (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, Monsieur le Président, obtenir quelques éclaircissements. Est-ce que les représentants des institutions spécialisées ou des autres organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies ont été invités à cette séance?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Oui, ils l'ont été.

M. DAMODARAN (interprétation de l'anglais) : Dans ce cas, c'est avec un profond regret que je souhaite proposer un nouvel amendement à ce projet de résolution, qui serait à insérer après le paragraphe 16 du dispositif. Il se lirait comme suit :

"Regrette que les représentants des institutions spécialisées et des organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies invités à participer aux délibérations du Comité spécial sur la question n'aient pas assisté aux réunions;."

M. AMARI (Tunisie) : Après la déclaration qui a été faite par notre collègue de l'Inde, je souhaiterais attirer l'attention des membres du Comité sur le rapport contenu dans le document A/AC.109/L.1616 relatif à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, qui a été adopté à notre séance d'hier. Dans l'introduction à ce rapport, il est dit que :

M. Amari (Tunisie)

"A ses 432e, 433e et 436e séances, le Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance s'est entretenu avec des représentants des organismes suivants : le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)."

C'est à la suite d'une invitation qui leur a été adressée que ces institutions et organismes ont participé aux travaux du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance au cours de l'examen de ce point de l'ordre du jour.

Je souhaite simplement attirer l'attention de mon collègue de l'Inde sur cette participation active. D'ailleurs, le Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance s'est félicité de la participation des institutions spécialisées et des autres organismes et les a félicités pour leur contribution et le rôle qu'ils continuent de jouer dans l'application de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV).

Aussi, il ne me semble pas qu'il soit opportun d'insérer dans le projet de résolution une expression de regret au sujet de la non-participation des institutions spécialisées, étant donné qu'elles ont participé effectivement aux travaux du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance, lors de l'examen de ce point de l'ordre du jour, et que le rapport sur ce point, qui a été présenté par le Président du Sous-Comité, a été adopté par consensus à la séance d'hier.

M. BJURNER (Suède) (interprétation de l'anglais) : Si ma délégation souscrit d'une manière générale au point de vue exprimé par mon collègue indien, à savoir que les institutions spécialisées devraient s'efforcer d'assister à nos réunions lorsque nous y traitons de cette question, je voudrais néanmoins rappeler ce que j'ai dit à propos de l'aspect procédural du projet de résolution. Ma délégation est d'avis que cette question doit être traitée par le Sous-Comité pertinent. Ce fut d'ailleurs le cas, comme vient de le mentionner le représentant de la Tunisie. Pour autant que je me souvienne - ce point peut-être vérifié - elles étaient présentes également lorsque nous avons adopté le rapport les concernant.

Depuis - et il se pourrait que ce soit notre faute - c'est l'examen du projet de résolution, et non pas du rapport, qui a traîné, en effet, n'était-il pas prévu pour ce matin, à l'origine? Il me paraîtrait donc pour le moins injuste d'inclure cette mention - simplement parce qu'elles ne sont pas présentes maintenant - dans un projet de résolution qui sera transmis à l'Assemblée générale.

Je demande donc instamment à mon collègue indien de ne pas insister sur son amendement, même si je partage ses préoccupations quant à la participation des institutions spécialisées.

M. KULAWIEC (Tchécoslovaquie) (interprétation du russe) : Notre délégation comprend les préoccupations de la délégation de l'Inde à propos de la coopération des représentants des institutions spécialisées avec le Comité spécial de la décolonisation. Elles sont dues, pensons-nous, au fait que les représentants de ces institutions n'assistent pas à notre réunion d'aujourd'hui, mais également à la façon dont ces institutions réagissent aux requêtes et aux directives de l'Assemblée générale, organe suprême de l'Organisation. C'est un processus qui, en fin de compte, conditionne la coopération avec les différents organes des Nations Unies.

Cette année, le Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance a procédé à des consultations assez prolongées avec les représentants de ces institutions. Il convient de dire que presque toutes ont eu une attitude constructive et ont coopéré avec le Comité spécial. Comme nous le soulignons dans le rapport du Sous-Comité, elles ont su s'acquitter de leurs responsabilités en matière de décolonisation. Je suis à cet égard tout à fait d'accord avec le représentant de la Tunisie.

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

Mais il y a eu d'autres institutions spécialisées, comme le Fonds monétaire international (FMI), par exemple, dont le représentant a participé aux travaux de l'Organisation. On peut voir, par son intervention dont on peut trouver le résumé dans le document A/AC.109/1593/Add.1, que cette institution refuse depuis longtemps d'accéder aux requêtes de l'Assemblée générale.

Chaque année nous demandons qu'on aide les peuples de l'Afrique australe, et notamment le peuple namibien, à résoudre les problèmes découlant de l'existence de l'apartheid en Afrique du Sud. Mais, justement, le FMI ne s'intéresse pas à la question. Il n'a même pas étudié les questions relatives à l'aide aux peuples de l'Afrique australe, et plus particulièrement la question de la cessation de l'aide apportée au régime raciste d'Afrique du Sud, et pas seulement sur le plan financier - en effet, nous savons tous très bien que c'est une aide qui entraîne des conséquences matérielles.

Je comprends très bien, dans ces conditions, les préoccupations du représentant de l'Inde, qui a dit que nous ne pouvions pas être satisfaits de la manière dont certaines institutions coopèrent avec l'Organisation. Il serait utile de le consigner dans nos rapports et dans les comptes rendus de nos réunions. Mais il ne serait pas juste, à mon avis, de dire que ces institutions n'ont pas coopéré simplement parce que leurs représentants ne sont pas parmi nous aujourd'hui.

Je suis donc d'accord pour que la proposition de la délégation de l'Inde soit reflétée dans le compte rendu de notre séance, mais je suis aussi d'accord avec les délégations qui disent qu'il ne serait pas juste que cette proposition soit reflétée dans le projet de résolution que nous entendons présenter à l'Assemblée générale.

M. GARVALOV (Bulgarie) (interprétation de l'anglais) : Je comprends les préoccupations du représentant de l'Inde et en d'autres circonstances, je l'aurais volontiers soutenu. Toutefois, puis-je lui lancer un appel et le prier de considérer que sa proposition reflète pleinement sa position - que nombre d'entre nous partagent - mais de ne pas insister pour qu'elle soit incorporée dans le projet de résolution?

Pourquoi? Premièrement parce que chacun aura déjà compris qu'elle ne peut pas faire partie du texte de consensus auquel nous avons eu tant de mal à arriver aujourd'hui. Deuxièmement, je ne veux pas trop insister sur la forme mais, malgré tout, nous avons le règlement intérieur de l'Assemblée générale qui régit les délibérations du Comité et qui est clair sur la procédure de vote. Une fois la

M. Garvalov (Bulgarie)

procédure de vote entamée - je me trompe peut-être, mais je vois le Président prêt à se servir de son marteau pour rappeler que nous avons adopté le projet de résolution sans vote - aucun représentant ne peut l'interrompre, à moins que ce soit pour une motion d'ordre ou pour soulever un problème concernant la conduite du vote. Autrement dit, un représentant peut demander un vote par appel nominal ou un vote enregistré et le Président, dans l'exercice de ses responsabilités, peut autoriser les membres à expliquer leur vote sur une proposition, avant ou après le vote.

Qu'il soit bien clair, une fois encore, que je n'insiste pas plus sur le cérémonial que je ne souhaite invoquer le règlement intérieur. Mais ce dernier est très clair et j'apprécieraï que mon collègue se contente de dire que sa proposition n'est que l'expression de sa position au lieu d'en faire une proposition officielle au Comité. De cette façon, nous pourrions poursuivre nos travaux et adopter le projet de résolution sans vote.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Compte tenu des observations qui viennent d'être faites, et bien que la proposition du représentant de l'Inde soit dûment consignée par les membres, je voudrais demander respectueusement à ce dernier de ne pas insister sur l'examen de l'amendement en tant que proposition officielle, afin que, comme l'ont proposé certains membres, nous puissions poursuivre nos travaux.

M. DAMODARAN (Inde) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Bulgarie a soulevé une question de procédure dont je n'avais pas pleinement conscience, car je ne me souviens pas avoir entendu le Président demander spécifiquement aux délégations si elles souhaitaient parler avant le vote. Cependant, si le Président a l'intention de passer outre à l'opinion de ma délégation sur une question de procédure, nous l'acceptons de bonne grâce.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je considère que le représentant de l'Inde accepte l'appel lancé par la présidence. Je lui en suis très reconnaissant.

Nous allons nous prononcer sur le projet de résolution révisé A/AC.109/L.1641/Rev.2, tel qu'amendé oralement. Les membres du Comité sont-ils prêts à adopter le projet de résolution sans vote?

Le projet de résolution, tel qu'amendé oralement, est adopté.

M. AMARI (Tunisie) : Ma délégation ne s'est pas opposée au consensus sur ce projet de résolution. Elle ne s'en est pas dissociée en raison de l'importance particulière que nous attachons aux institutions spécialisées et au rôle qu'elles ne cessent de jouer dans l'application de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV).

Ma délégation voudrait faire les observations suivantes sur ce point précis de l'ordre du jour, après l'adoption par consensus du projet de résolution révisé. Je ne laisserai pas passer cette occasion sans exprimer les regrets de ma délégation pour l'attitude adoptée par les auteurs du projet de résolution. En effet, à aucun moment durant les consultations et depuis la présentation de ce projet de résolution, ma délégation n'a été consultée. Je tiens à souligner ce fait.

Par ailleurs, la façon dont nous avons adopté de projet de résolution me semble bizarre. En effet, dans d'autres cas, pour d'autres points de l'ordre du jour - je songe par exemple, au point intitulé "Diffusion de l'information sur la décolonisation" - le Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance présente chaque année un rapport au Comité spécial des Vingt-Quatre. Le Comité

M. Amari (Tunisie)

adopte le rapport, mais aucun projet de résolution n'est présenté sur ce point. C'est pendant l'Assemblée générale qu'un projet de résolution est présenté au titre du point intitulé "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", et lors de l'examen de ce point, il y a toujours un deuxième projet de résolution sur la diffusion de l'information sur la décolonisation.

En ce qui concerne le point intitulé "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées ... ", nous adoptons chaque année un projet de rapport qui nous est présenté par le Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance, et, en parallèle, un nouveau projet de résolution qui, dans la plupart des cas, ne reflète pas ce qui a été mentionné dans le projet de rapport du Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance.

Je voudrais dire, en conclusion, après ce qu'a déclaré mon collègue de l'Inde en ce qui concerne la non-participation des institutions spécialisées à nos travaux, ne serait-ce qu'à la présente séance, que ma délégation regrette que le rôle important que jouent les institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux associés au système des Nations Unies n'ait pas été dûment reflété dans le projet de résolution. J'ai d'ailleurs pensé, à un certain moment, intituler ce projet de résolution "La non-application de la Déclaration par les institutions spécialisées", parce qu'on ne fait que critiquer quelques organismes qui ne se sont pas conformés aux décisions et résolutions de l'Assemblée générale.

Cela étant dit et vu le rôle important que jouent, à notre avis, les institutions spécialisées et la part active qu'elles prennent dans l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ma délégation ne s'est pas opposée au consensus.

M. WANG Xuexian (Chine) (interprétation du chinois) : Je voudrais seulement exprimer, aux fins du procès verbal, l'opinion de ma délégation sur les consultations qui se sont déroulées sur le projet de résolution que nous venons d'adopter. Ma délégation est l'une de celles qui ont participé aux consultations et elle est très heureuse du résultat final.

Cependant, je tiens à dire aux fins du procès-verbal que les futurs projets de résolution devraient être rédigés de façon à refléter la volonté commune du Comité. Pour parvenir à cet objectif, des consultations le plus larges possibles sont nécessaires, pour que les projets de résolution soient adoptés par consensus

M. Wang Xuexian (Chine)

et bénéficient de l'appui le plus large. Et cela est extrêmement important pour nos travaux.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Comité a ainsi terminé l'examen de ce point.

QUESTION DE LA NOUVELLE-CALEDONIE (A/AC.109/892 et Add.1 et 2, A/AC.109/896 et Add.1 et 2, A/AC.109/903, A/AC.109/921; A/AC.109/L.1643/Rev.2; A/42/417)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais informer les membres du Comité que j'ai reçu du représentant du Président de la délégation du Forum du Pacifique sud une requête tendant à ce que les membres du Forum qui sont Membres des Nations Unies soient autorisés à participer aux délibérations relatives à la Nouvelle-Calédonie. Conformément à la pratique établie, et en l'absence d'objection, j'invite les délégations de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa, des Iles Salomon et du Vanuatu à prendre place à la table du Comité.

Il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Woolcott (Australie), M. Armstrong (Nouvelle-Zélande), M. Lohia (Papouasie-Nouvelle-Guinée), Mme Mauala (Samoa), M. Sisilo (Iles Salomon) et M. Van Lierop (Vanuatu) prennent place à la table du Comité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Pour l'examen de ce point, le Comité est saisi des documents suivants : rapport du Président par interim (A/AC.109/922); document de travail préparé par le Secrétariat (A/AC.109/892 et additif); communications reçues des membres (A/AC.109/896 et additifs, et A/AC.109/903); et projet de résolution révisé (A/AC.109/L.1643/Rev.2).

Conformément aux décisions prises lors des 1312e, 1315e et 1323e séances, le Comité a accepté d'entendre 10 pétitionnaires sur ce point.

Sur l'invitation du Président, M. Yann Celene Uregei (Front de libération Kanak socialiste (FLNKS) prend place à la table des pétitionnaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à M. Uregei.

M. UREGEI [Front de libération Kanak socialiste (FLNKS)] : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que le FLNKS intervient sous votre présidence, permettez-moi tout d'abord, au nom du peuple kanak, de vous féliciter pour votre élection à l'unanimité à la tête du Comité spécial. Le FLNKS se réjouit de votre présidence, persuadé qu'elle sera bénéfique aux travaux du Comité dans sa noble tâche, qui est d'oeuvrer pour la libération des peuples qui sont encore sous la domination coloniale.

Voilà maintenant six mois, nous étions avec le Président Jean-Marie Tjibaou, cinq représentants du peuple kanak et du mouvement qui l'organise, le FLNKS, à intervenir à cette tribune pour témoigner des injustices qui fondent la vie économique, sociale, culturelle et politique en Nouvelle-Calédonie, au détriment du peuple kanak.

Je voudrais, au nom du peuple kanak, témoigner toute ma reconnaissance et ma gratitude au soutien que vous lui avez exprimé à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa quarante et unième session, à sa séance du 2 décembre 1986, suivi de celui du Comité des Vingt-Quatre, le 17 mars 1987. Ce soutien est une marque de solidarité, un réconfort extraordinaire pour notre peuple en lutte pendant ces périodes difficiles.

A sa séance du 17 mars 1987, le Comité spécial, tout en rappelant la résolution 41/41 A de l'Assemblée générale en date du 2 décembre 1986, qui affirme "le droit inaliénable du peuple de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux dispositions de la résolution 1514 (XV)"

- Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux - de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, et après avoir entendu la

M. Uregel

pétition présentée par le FLNKS, "demandait au Gouvernement français, la Puissance administrante intéressée, d'offrir sa coopération dans le cadre de l'examen que le Comité consacrera à cette question, notamment en communiquant des renseignements et en participant aux travaux, conformément aux dispositions de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies". Il priait "instamment le Gouvernement français, en consultation avec le peuple de la Nouvelle-Calédonie et en coopération avec le Comité spécial, de préparer le territoire à exercer librement et véritablement son droit à l'autodétermination, conformément aux principes et aux pratiques de l'ONU".

L'enthousiasme et la reconnaissance engendrés par le soutien du Comité au service de notre peuple et de notre mouvement sont grands, malgré les déclarations intempestives des représentants du Gouvernement français, qui s'empressaient de rejeter, voire de nier, toutes résolutions qui viendraient de l'ONU, organisation dont la France est pourtant membre et qu'elle n'hésite pas à solliciter lorsqu'il s'agit d'examiner des problèmes qui surgissent sur le plan international en dehors de ce qu'elle considère, à tort, comme sa "chasse gardée".

La position du Gouvernement français nous afflige, car, de notre point de vue, elle est motivée par des intérêts opposés à ceux des populations qui, aujourd'hui, en Nouvelle-Calédonie, vivent sous la pression et le chantage politique, économique et financier du mouvement de M. Jacques Lafleur. Elle est d'autant plus grave qu'elle est porteuse, comme d'ailleurs tout ce qu'elle entreprend en Nouvelle-Calédonie, des germes de l'incompréhension, de l'intolérance, de la désespérance, de la violence. Enfin, elle va à contre-courant de l'image que beaucoup de pays ont toujours soutenue et à laquelle ils ont toujours cru.

Les pays réunis au dix-huitième Forum du Pacifique sud à Apia (Samoa-Occidentale) les 29 et 30 mai 1987, tout en s'inquiétant du "sens politique" du référendum préparé par le Gouvernement français, font appel au Comité spécial de la décolonisation pour présenter à l'Assemblée générale des Nations Unies l'idée d'un référendum en Nouvelle-Calédonie, contrôlé par l'ONU, dans la règle des principes universels et bénéficient des expériences acquises en matière d'autodétermination et d'indépendance. Le soutien international et national est acquis à notre cause : notre peuple ne comprend donc pas l'attitude irresponsable du Gouvernement français.

M. Uregei

A la session du Comité spécial des Vingt-Quatre du 17 mars 1987, notre mouvement a présenté une pétition pour montrer comment notre peuple est marginalisé à tous les niveaux de la vie économique, sociale, culturelle et politique, depuis 134 ans de colonisation.

Poursuivant la logique colonialiste qui sous-tend ses positions sur l'avenir de notre pays, le Gouvernement français ne cesse de s'enfoncer dans une politique rétrograde, indigne de son histoire, de son peuple, anti-indépendantiste, contre les intérêts du peuple kanak et des autres ethnies.

M. Uregel

Sur le terrain, cette politique se traduit à plusieurs niveaux : le pseudo-référendum prévu en septembre par le Gouvernement français est l'objectif prioritaire. Coincé entre les promesses démagogiques faites aux tenants du pouvoir local et l'impératif d'aborder la campagne électorale pour les présidentielles de 1988 dans de bonnes conditions, il navigue à vue et ne cesse de commettre des erreurs à la limite de la légalité, qu'il s'efforce de brandir par ailleurs.

Cette consultation, comme vous le savez, a soulevé de vives inquiétudes de la part de nombreuses personnalités politiques, dont le Président de la République française lui-même, François Mitterrand, et beaucoup de membres du courant politique du Gouvernement de M. Jacques Chirac.

Toute la classe politique, nationale et internationale, s'est levée pour émettre des réserves sur l'opportunité d'un scrutin auquel le "peuple kanak", le peuple colonisé, ne participerait pas, parce que pas consulté à travers son organisation représentative, le FLNKS.

Qu'en est-il réellement? Le Gouvernement français fait preuve d'une précipitation peu conseillée, par de nombreuses observations dans le contexte du problème calédonien.

Jugez-en! La loi du 5 juin 1987, promulguée au Journal officiel du 10 juin 1987, diffusée le 15 juin 1987, est suivie du décret d'application du 15 juin 1987 et de l'arrêté du délégué du gouvernement du 15 juin "instituant les commissions administratives".

Or les commissions administratives commencent leurs travaux le 6 juin et les achèvent le 23 juin 1987 : on remarquera les délais très courts entre les textes pour un problème aussi grave. D'autre part, la préparation du scrutin est entachée d'irrégularité, que nous nous permettons déjà de signaler, car d'une importance vitale pour les résultats du scrutin. En effet, les listes électorales ont été arrêtées dans toutes les communes du territoire le 27 février 1987, sauf pour la commune de Nouméa.

Les listes concernant Nouméa n'ont pu être closes, le juge de première instance concerné s'étant absenté pour les vacances. Or 6 500 recours ont été déposés concernant les listes du Grand Nouméa, sans réponse. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir sur quelles listes les sept commissions administratives ont travaillé à Nouméa, puisque ces listes n'ont pas été arrêtées officiellement. Cette affaire a été étouffée par l'administration, mais nul doute qu'il s'agit là d'un cas flagrant d'irrégularité.

M. Uregei

Pour notre peuple, ce scrutin n'a aucune signification, puisqu'il n'a pas été consulté, quoiqu'en disent nos adversaires. La position pour le boycottage du référendum des autres organisations indépendantistes, OPAO et LKS, ne peut que nous conforter dans cette analyse.

On notera par ailleurs que tout l'arsenal local médiatique (journal, RFO, etc.) a été mis à contribution sans souci d'objectivité dans l'information, comme il se doit, tout au moins pour un service public tel que RFO. Au contraire, on a souvent entendu les journalistes de RFO renvoyer les téléspectateurs au quotidien local, les nouvelles sous tutelle du RPCR.

Sur le plan foncier, l'histoire de la colonisation, nous l'avons déjà dit le 17 mars 1987, se confond pour nous avec le refoulement des Kanak sur les mauvaises terres, dans les montagnes, en tout cas hors des terres nécessaires à la colonie de peuplement et à l'expansion du système colonial en Nouvelle-Calédonie.

Face à la revendication foncière de notre peuple, le gouvernement colonial français a tenté de répondre trois fois déjà par une politique de réforme foncière qui, il faut le dire, veille scrupuleusement à ne pas mécontenter les grands propriétaires colons européens du territoire, tout en donnant l'impression de répondre aux vœux des Kanak. De 1979 à 1986, le bilan montre que la surface détenue par les Kanak n'aura progressé que de 3 %, soit 57 177 hectares de plus, soit 10 % de la superficie de la grande terre et 20 % seulement de la superficie totale du pays.

La loi Pons du 16 juillet 1986, qui met fin à cette phase, marque le début de ce que nous appelons "la recolonisation des terres kanak". Le gouvernement colonial Chirac, par ce fait, déclare officiellement son refus de considérer la volonté d'émancipation de notre peuple. L'ADRAF, devenue la machine de guerre politique du gouvernement Chirac et du RPCR du député Jacques Lafleur, ne fait pas de priorités. Tout y est : un conseil d'administration acquis au RPCR; quatre indépendantistes sur 17 membres; pas de représentants coutumiers du Conseil d'administration, alors que c'est prévu par la loi; un directeur de l'agence, Denis Milliard, avocat et responsable politique du RPCR; deux budgets importants, environ quatre milliards en deux ans, votés et approuvés sans connaissance préalable des recettes, alors qu'on refuse la même procédure aux régions indépendantistes; empiètement sur les compétences régionales, ce qui caractérise bien la volonté du gouvernement Chirac de vider petit à petit les régions de leur contenu; l'ADRAF ignore toutes les procédures entreprises avec les Kanak par

M. Uregei

l'ex-office foncier, pourtant organisation d'Etat - en effet, tous les palabres faits dans le cadre de cette procédure ne sont pas considérés valables par l'ADRAF; les premières actions de l'ADRAF en matière d'attributions concernent prioritairement les membres du RPCR, mouvement de M. Jacques Lafleur.

L'ADRAF fait aussi des revendications formulées par les clans kanak.

L'objectif avoué de toute cette politique est de promouvoir la propriété privée chez les kanak. Telle est la mission historique que le pouvoir colonial français veut assumer, tout en niant les revendications de nombreux clans kanak et au nom du sacro-saint libéralisme économique, dont vous connaissez tous les vicissitudes et les jalonnements actuels dans le monde.

Sur le plan culturel, après 134 ans de présence française et avec la très grande générosité de la France, nous n'avons qu'un seul médecin, deux professeurs, un juge. Voilà le triste bilan de la mission colonisatrice de la France.

Pis encore, le gouvernement colonial nie l'existence du peuple kanak en le confondant dans le concept de pluri-ethnie avec les populations importées pour le besoin de la colonisation.

L'Office culturel kanak a été remplacé par l'Office des cultures océaniques; la spécificité culturelle de l'ethnie kanak est supprimée. Toutes les ethnies du territoire ont donc droit à un centre culturel - wallisiens, tahitiens et autres - mais apparemment pas le peuple kanak. Mieux encore, sur le plan de l'enseignement, la loi du 17 juillet 1986 donnait compétence aux régions pour l'élaboration d'un programme d'introduction des langues locales dans les programmes scolaires.

Les démarches faites dans ce sens par les régions ont été rejetées par l'administration coloniale qui a, entre autres, décidé de supprimer le Bureau de recherches sur les langues vernaculaires, seul bureau de recherches où travaillent des instituteurs et chercheurs kanak.

M. Uregei

La continuité du système colonial en Kanaky est garantie - mais ce n'est pas nouveau - par un arsenal juridique et répressif au service de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme français. La liste des affaires d'injustices est trop longue. Je ne mentionnerai que les plus significatives : affaire Pierre Declercq, 1981, toujours pas de procès; affaire Eloi Machoro et Marchel Nonaro, toujours pas de procès; affaire Tiendanite - 10 Kanak assassinés -, 1985, toujours pas de procès mais un non-lieu scandaleux pour les assassins, véritable déni de justice pour toute personne éprise de liberté.

Toutes les situations d'injustices décrites par le Ministre de l'intérieur et de l'information de notre Gouvernement le 17 mars 1987 à cette tribune subsistent et s'amplifient. A cela s'ajoute le problème des jeunes Kanak qui refusent légitimement de servir l'armée coloniale. Ils sont aujourd'hui un nombre important condamnés pour insoumission.

La répression qui sévit encore aujourd'hui sur notre peuple ressemble étrangement, dans le contexte du référendum, à une tentative du pouvoir colonial d'éliminer un nombre important de personnes des listes électorales. Il faut en effet trois mois de prison ferme pour perdre ses droits civiques. Exemple : 84 militants FLNKS rayés des listes électorales pour condamnations dans la commune de Thio en 1986.

La militarisation de notre pays a atteint un tel degré de concentration qu'on n'aurait rien à envier à des pays à gouvernement de dictatures militaires. En 1987, le nombre de soldats en Kanaky a considérablement augmenté - de 3 000 à 7 750 hommes armés. Le rapport est de un militaire pour sept Kanak, femmes et enfants compris, et de un militaire pour trois Kanak adultes.

La concentration des forces militaires est localisée dans les zones à forte densité de population kanak, si bien que l'observateur non averti en sera choqué au premier abord. Il est inutile de dire que cet effectif va s'accroître davantage à l'approche du pseudo-référendum Pons.

Le gouvernement colonial français justifie cette militarisation en invoquant la mission de stabilisation, de sécurisation et d'assistance sociale des populations Kanak. Cette définition de la mission officielle de l'armée ne saurait cacher pour nous une stratégie de la part du pouvoir colonial visant à contrecarrer et neutraliser l'avancement de revendications impulsées par le FNLKS. Sinon, comment comprendre le fait que les sections militaires utilisent, dans le cadre de leurs activités de paix, les balles réelles? Nous ne pensons pas que tout était

M. Uregei

redevenu paisible et calme en Nouvelle-Calédonie, comme le prétend le Ministre des Dom Tom, Bernard Pons.

Voilà, globalement évoquée, la réalité de notre lutte, le vécu de notre peuple et, surtout, la réponse que le gouvernement colonial français a réservée et persiste à donner à tous les appels que vous avez lancés et au don sacré de notre peuple à disposer de lui-même et de son propre destin.

Loin d'abdiquer, notre peuple n'a jamais failli dans son engagement pour la libération de Kanaky. Au contraire, il en est plus que jamais convaincu.

Face à la politique du pouvoir colonial français, le FLNKS - organisation représentative de notre peuple - tient à réaffirmer ici ce qu'il a maintes fois déjà exprimé, notamment au Comité spécial de l'ONU le 17 mars 1987, à savoir qu'il est toujours demandeur d'un véritable dialogue sur le concept d'acte d'autodétermination et d'indépendance ainsi que sur les modalités de la consultation et sur l'organisation de la vie sociale, culturelle, économique et politique au lendemain du référendum.

N'ayant jamais eu d'invitation dans ce cadre, notre mouvement a décidé logiquement le boycottage - et appellera au boycottage - du pseudo-référendum prévu en septembre, qui n'est rien d'autre pour nous qu'une mascarade électorale.

Le FLNKS continuera à participer aux institutions régionales pour conforter les acquis de la lutte de libération, mais ne participera plus à aucun autre scrutin que celui d'un véritable référendum d'autodétermination.

Le FLNKS appellera au boycottage des Jeux du Pacifique sud, que le pouvoir colonial essaie de mettre à profit pour justifier ses thèses politiques aux yeux de l'opinion internationale : comme quoi il n'y a d'indépendantistes qu'une poignée de rebelles, de terroristes.

Le FLNKS se mobilise et se mobilisera pour contrecarrer la stratégie du Gouvernement français et imposer de véritables discussions sur un référendum d'autodétermination dans le cadre de la Charte des Nations Unies.

Notre mouvement organisera dans ce cadre une Grande marche pour la Kanaky, fin août/début septembre, afin de montrer que le peuple kanak et le FLNKS existent bel et bien, contrairement aux allégations de MM. Bernard Pons et Jacques Lafleur.

A la fin de cette marche, le FLNKS déposera auprès du délégué du Gouvernement français, Commissaire de la République et représentant de l'Etat, notre projet de constitution et les propositions du FLNKS pour une discussion approfondie sur le concept d'acte d'autodétermination. Les victimes de l'histoire coloniale calédonienne seront également destinataires de nos propositions.

M. Uregei

Connaissant le soutien de la communauté internationale, nous vous demandons encore une fois d'intervenir auprès du Gouvernement français dans le cadre de la résolution 1514 (XV) des Nations Unies.

Le FLNKS est déterminé à conquérir l'indépendance du peuple kanak et il croit toujours à un processus pacifique qui garantisse un avenir de paix pour notre pays. L'évolution de la situation sur le terrain est inquiétante et nous affirmons que le pseudo-référendum prévu ne résoudra rien.

Le Gouvernement français sera seul responsable, par son entêtement, des troubles qui surgiraient chez nous.

Notre peuple essaie d'être sur tous les fronts avec ses faibles moyens et compte beaucoup sur votre soutien.

M. Uregei se retire.

Sur l'invitation du Président, Mme Gail Lerner (Commission internationale des Eglises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Eglises) prend place à la table du Comité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à Mme Lerner.

Mme LERNER (Commission internationale des Eglises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Eglises) (interprétation de l'anglais) : Merci, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole devant le Comité. Nous avons, ces dernières années, eu l'honneur d'exprimer au Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance plusieurs de nos préoccupations constantes en matière de décolonisation. Le Conseil oecuménique des Eglises, qui continue à apprécier l'importance des travaux du Comité, tient à réaffirmer son appui aux Nations Unies et à dire combien il se félicite de tout ce que fait l'Organisation pour aider les pays et les peuples coloniaux ainsi que les puissances coloniales à faire la transition vers l'indépendance.

Le Conseil oecuménique des Eglises est une association de 310 Eglises réparties dans plus de 100 pays. Il compte à travers le monde plus de 400 membres appartenant aux confessions protestante, anglicane et orthodoxe. Plus de la moitié de ces églises et une plus grande proportion encore des pays représentés étaient des colonies lorsque le Conseil oecuménique a été officiellement constitué en 1948.

Mme Lerner

Depuis lors, les problèmes de décolonisation ont occupé un rang élevé de priorité dans l'ordre du jour du Conseil oecuménique. Nous avons activement coopéré avec les mouvements de libération dont bon nombre étaient dirigés par des laïcs chrétiens et par des membres du clergé, avec les Nations Unies, et avec les gouvernements des puissances coloniales pour les encourager à promouvoir le processus d'indépendance. Nos travaux ont été à multiples facettes, selon les besoins de la situation.

Mme Lerner

A certains moments, nos travaux ont porté sur l'enseignement et la formation d'une opinion publique internationale favorable à la décolonisation. En tant qu'organisation non gouvernementale d'importance, nous avons tenu de nombreuses conférences internationales, mené plusieurs études et publié d'importants documents d'information de base tant sur les conséquences néfastes du colonialisme dans les anciennes colonies d'Afrique que sur la nature de la lutte de libération en Afrique australe. Nous avons réalisé ces tâches sur une période de deux décennies en ce qui concerne l'Afrique australe mais, depuis peu, nous concentrons également notre attention sur les territoires du Pacifique.

Lorsque l'Eglise évangélique de Nouvelle-Calédonie et des îles Loyauté ont adopté à l'unanimité une résolution en faveur de l'indépendance en 1979, elle a reçu des déclarations de solidarité de la Fédération protestante de France ainsi que des organisations oecuméniques internationales auxquelles elle est affiliée, y compris le World Council of Churches (WCC), la Pacific Conference of Churches et la Communauté évangélique d'action apostolique, qui regroupe les églises protestantes francophones du monde entier. Le WCC a réaffirmé son appui à la position de l'Eglise évangélique lors de sa sixième assemblée, tenue à Vancouver en 1983.

Dans une résolution sur le Pacifique, l'Assemblée a attiré l'attention sur "le problème non encore résolu de l'autodétermination et de l'indépendance du peuple mélanésien de Nouvelle-Calédonie", et a prié instamment les églises membres de "renforcer leur appui et leur solidarité à l'égard des Chrétiens et des églises du Pacifique dans leur lutte pour l'indépendance politique et économique et pour un Pacifique dénucléarisé, par des activités concrètes en matière d'éducation et de plaidoyer".

Nous sommes décidés à maintenir vivace cette préoccupation par la prière, la diffusion d'informations parmi les membres des églises et en communiquant de façon active avec les églises de Nouvelle-Calédonie.

En 1984, la Commission of the Churches on International Affairs du WCC, en liaison avec la Fédération protestante de France, le Département évangélique français d'action apostolique et la Communauté évangélique d'action apostolique ont participé à la visite effectuée par une équipe en Nouvelle-Calédonie. La visite rendue par cette équipe à l'Eglise évangélique visait non seulement à manifester la solidarité de la communauté oecuménique mais aussi à essayer de mieux se rendre compte de la situation sur place, de la façon dont les églises se situent par rapport à l'évolution qui se produit et de la façon dont elles accomplissent leur mission et dont elles envisagent l'avenir.

Mme Lerner

Les conclusions de cette visite ont été publiées par la Commission dans un document intitulé Background Information 1984/2, dans l'espoir qu'il permettrait de mieux faire comprendre la situation et de mobiliser un appui en faveur de la réalisation des aspirations du peuple kanak.

Le WCC a manifesté son appui à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie dans des déclarations, lors de visites et dans des publications. Par le biais de sa Commission on Inter-Church Aid, du Refugee and World Service et d'autres programmes, le WCC a contribué à la fourniture de bourses d'études aux étudiants pour leur permettre d'aller faire des études à l'étranger. Des fonds ont été également mis à la disposition de l'Eglise évangélique au profit de ses institutions, y compris ses institutions d'enseignement.

Le WCC tient à dire combien il apprécie la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 41/41 A d'inclure la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes et de l'inscrire à l'ordre du jour du Comité spécial, ce qui permettra de procéder à un examen régulier des progrès réalisés sur la voie de l'autodétermination et de l'indépendance. L'Assemblée générale a affirmé les droits inaliénables du peuple de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance.

Le 17 mars 1987 est une date historique. Pour la première fois, par la voix de son représentant, le FLNKS, le peuple kanak a pris la parole devant le Comité. Nous l'avons écouté attentivement parler des effets déshumanisants du colonialisme et de la militarisation de la Nouvelle-Calédonie. Son appel était clair : il faut que les Nations Unies participent pleinement à la décolonisation complète de la Nouvelle-Calédonie, compte tenu de la position des pays du Pacifique sud, qui appuient la revendication indépendantiste du peuple kanak.

Ce jour-là, le Comité, dans une sage démarche, a demandé au Gouvernement de la France, en consultation avec la population de Nouvelle-Calédonie et en coopération avec le Comité spécial, de préparer le territoire à un acte authentique et libre d'autodétermination, conformément aux principes et aux pratiques des Nations Unies.

L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie est inéluctable. La question qui se pose à la société néo-calédonienne est de savoir quand elle se produira et pour qui. Nous nous inquiétons des termes de référence et des conditions requises pour pouvoir participer au référendum que l'Autorité administrante a prévu d'organiser le 13 septembre, et nous craignons qu'ils ne soient pas conformes aux principes acceptés des Nations Unies.

Mme Lerner

Jusqu'en 1960, les Kanak formaient la majorité en Nouvelle-Calédonie. Du fait d'une politique d'encouragement à la colonisation par le peuplement et d'octroi de la citoyenneté à des immigrants, leur conférant ainsi le droit de vote très rapidement, les Kanak, qui représentent 42 p. 100 de la population, sont aujourd'hui en minorité sur leur propre terre.

Ces pratiques de l'Autorité administrante ont eu pour résultat de créer le phénomène dénoncé dans le Plan d'action pour l'application intégrale de la Déclaration adoptée en 1980, et plus précisément au paragraphe 8 de l'annexe à la résolution 35/118 de l'Assemblée générale dans les termes suivants :

"l'afflux systématique dans les territoires sous domination coloniale d'immigrants et de colons venus de l'extérieur, qui bouleverse la composition démographique de ces territoires et peut être un obstacle majeur à l'exercice véritable du droit à l'autodétermination et à l'indépendance par les habitants de ces territoires."

Du point de vue des droits de l'homme, certains aspects de la situation sont également préoccupants. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails dans le cours de cette déclaration mais j'aimerais mettre l'accent sur quelques problèmes concernant l'administration de la justice en Nouvelle-Calédonie.

La procédure judiciaire semble avoir été très lente dans certains cas de mort violente de dirigeants indépendantistes. Pierre Declercq, Secrétaire général de l'Union calédonienne, a été assassiné en septembre 1981. Cette affaire continue de faire l'objet d'une enquête. Personne n'a été traduit en justice. Eloi Machoro, qui était lui aussi Secrétaire général de l'Union calédonienne et Ministre de la sécurité intérieure du FNLKS au moment de sa mort, a été abattu en même temps que Marcel Nonaro le 12 janvier 1985 par des tireurs d'élite du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale. Une enquête sur leur décès a été ouverte 48 heures après le meurtre, mais, là encore, l'enquête se poursuit et, à ce jour, les responsables n'ont toujours pas été poursuivis en justice.

La procédure judiciaire semble aussi être discriminatoire à l'égard des Kanak. Par exemple, lors des troubles récents de novembre dernier à Thio, 13 Kanak ont été arrêtés pour avoir jeté des pierres, mais aucun Européen n'a été arrêté pour port d'armes, pour avoir tiré sur la foule ou pour avoir mis le feu à une boulangerie dont les propriétaires européens étaient favorables à l'indépendance kanak. Dans ce contexte, il convient de souligner qu'une peine d'emprisonnement de trois mois ou plus entraîne la perte du droit de vote. Les arrestations fréquentes

Mme Lerner

et les courtes peines d'emprisonnement infligées à des Kanak pour délits mineurs et le fait que les Européens ne sont pas traduits en justice devraient être pris en considération lors de tout référendum organisé en Nouvelle-Calédonie.

Nous craignons que le référendum tel qu'il est envisagé actuellement ne fournisse pas d'instrument valable susceptible de permettre à la population d'exprimer sa volonté. En dehors de la question de savoir qui serait habilité à voter, l'objet principal du référendum s'est écarté de façon significative de l'"indépendance en association avec la France" - en tant que phase de transition vers la pleine indépendance - pour ne plus consister qu'à demander simplement si la population désire ou non faire partie de la France. On n'offre pas de véritable choix à la population de la Nouvelle-Calédonie.

Nous appuyons la décision adoptée récemment par le dix-huitième Forum du Pacifique sud, qui a complètement rejeté le référendum comme "un exercice futile qui aurait pour effet de semer la discorde et conduirait à la catastrophe" (A/AC.109/892/Add.2) et qui a en outre demandé à la France de renoncer à ce référendum et au Comité de recommander à l'Assemblée générale, à sa quarante-deuxième session, d'organiser un référendum en Nouvelle-Calédonie sous les auspices des Nations Unies qui soit conforme aux principes et pratiques d'autodétermination et d'indépendance universellement acceptés.

C'est conscients de l'urgence du problème que nous lançons un appel au Comité pour qu'il prenne immédiatement des mesures afin d'éviter qu'une zone de combat, se crée dans la région. En cette période électorale, le territoire, déjà militarisé à outrance, sera le théâtre d'un accroissement de la présence sur place de militaires et de policiers. Il y en aura un pour cinq Kanak.

Nous voudrions prier instamment le Comité d'intervenir auprès de l'Autorité administrante en ce qui concerne particulièrement les conditions attachées au droit de vote lors de tout référendum, de façon à avoir une idée précise des aspirations des Kanak et des autres personnes qui résident depuis longtemps en Nouvelle-Calédonie et qui sont attachées à ce territoire.

Les pays et les peuples coloniaux, dans l'exercice de leur droit légitime à l'autodétermination peuvent, bien sûr, choisir librement de s'associer à l'ancienne puissance coloniale. Les Nations Unies ont néanmoins la responsabilité de veiller à ce que l'exercice d'autodétermination ne soit ni entravé ni empêché, pour garantir à la fois les droits légitimes des personnes directement concernées et pour protéger la paix et la sécurité de la population du territoire.

Mme Lerner

Le Conseil mondial des églises exprime sa profonde gratitude pour la façon louable dont les Nations Unies ont agi pour promouvoir et défendre le droit des peuples à l'autodétermination. Nous nous féliciterions que le Comité puisse s'assurer directement de la situation en Nouvelle-Calédonie et nous espérons que cela pourra être arrangé en coopération avec la Puissance administrante et le peuple de Nouvelle-Calédonie. Un dialogue continu avec la Puissance administrante est essentiel si l'on veut arriver à une solution pacifique à long terme, une solution pacifique où l'indépendance interviendra par la négociation.

Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir donné cette occasion de me faire entendre par votre Comité. Je puis vous assurer de notre appui et de notre coopération dans les efforts que vous faites pour éliminer enfin du monde l'âge déshumanisant de la domination coloniale.

Mme Lerner se retire.

Sur l'invitation du Président Mme Susan Quass (United Methodist Office for the United Nations) prend place à la table du Conseil.

Mme QUASS (United Methodist Office for the United Nations)
(interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens à vous remercier et à remercier les membres du Comité de nous permettre de présenter notre pétition au Comité sur des questions relatives à la décolonisation en Nouvelle-Calédonie. Nous avons participé activement aux travaux du Comité et de ses sous-comités par le passé. Nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée de contribuer au démantèlement complet de tous les empires coloniaux et des structures néo-coloniales dans le but d'appuyer l'entière et libre autodétermination de tous les peuples. Depuis 1944, l'Eglise méthodiste unie a appuyé les efforts de décolonisation des Nations Unies, considérant qu'ils représentaient l'un des meilleurs espoirs de justice mondiale et, partant, de paix universelle.

L'Eglise méthodiste unie compte 10 millions de membres dans 24 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord. Notre pétition se fonde aujourd'hui sur les grandes lignes de la politique adoptée par notre organe législatif, la Conférence générale, et reflète les relations de coopération et l'oecuménisme qui nous unissent aux églises des peuples du Pacifique.

Je m'appelle Susan Quass et, en tant que coordonnateur des ressources pour l'Asie et le Pacifique, je représente le Bureau méthodiste uni auprès des Nations Unies. Nous tenons à nous associer aux observations du National Council of Churches aux Etats-Unis et à celles du Conseil oecuménique des églises, que vous venez d'entendre.

Mme Quass

L'Eglise méthodiste unie se félicite que l'Assemblée générale ait adopté la résolution 41/41 A, par laquelle le territoire de Nouvelle-Calédonie a été réinscrit sur la liste des territoires non autonomes. La population autochtone de Nouvelle-Calédonie, représentée par le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), lutte depuis de nombreuses années pour défendre son droit à l'autodétermination, que l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu officiellement l'année dernière. Nous tenons tout particulièrement à féliciter les Etats membres du Forum du Pacifique sud des efforts inlassables qu'ils ont fournis pour faire inscrire cette question à l'ordre du jour officiel des Nations Unies. A présent, grâce au travail courageux de ce Comité, les Nations Unies peuvent traiter de la grave situation qui existe en Nouvelle-Calédonie au moment opportun.

L'Eglise méthodiste unie a deux requêtes à adresser au Comité aujourd'hui. D'abord, nous lui demandons instamment d'évaluer la situation dans le territoire pour déterminer les conditions dans lesquelles se trouve le peuple autochtone kanak, et le climat politique, économique et social pris dans le contexte de l'autodétermination. Deuxièmement, d'user de son pouvoir pour assurer que tout plébiscite organisé dans le territoire soit conforme aux normes les plus élevées exigées pour un acte d'autodétermination.

Nous prions instamment le Comité d'évaluer la situation en Nouvelle-Calédonie en ce qui concerne tous les aspects de l'autodétermination. Cela pourrait être accompli de manière satisfaisante par une mission de visite en Nouvelle-Calédonie, qui obtiendrait des renseignements directs sur la situation là-bas. Nous espérons qu'une telle mission pourra être organisée avec la coopération de la Puissance administrante et des peuples de Nouvelle-Calédonie. Nous pensons que l'objectif de cette mission pourrait être d'évaluer le fond autant que les formes de l'autodétermination, compte tenu en particulier des droits du peuple kanak, constitué par les habitants autochtones du territoire.

La mission devrait constituer une première démarche, avant que la Puissance administrante prenne des mesures pour organiser un plébiscite sur l'avenir du statut politique de la Nouvelle-Calédonie. Les gouvernements de la région du Pacifique sud et les membres du Comité auront un rôle spécial à jouer dans une telle mission. Le Secrétariat pourrait apporter son assistance en encourageant un dialogue dans la poursuite de cet objectif.

Cependant, si le Comité se trouvait empêché d'envoyer une telle mission, cela devrait être considéré comme un obstacle supplémentaire à l'application de la Déclaration au territoire de Nouvelle-Calédonie.

Mme Quass

Les conditions sérieuses qui revêtent une importance particulière en ce qui concerne l'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ont été décrites dans le document présenté au Comité par la Mission permanente de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Chacune de ces conditions présente des aspects historiques et actuels qu'il convient de bien comprendre pour juger de leur influence sur les Néo-Calédoniens. Nous pensons que l'Assemblée générale a pris conscience de la situation historique de la Nouvelle-Calédonie et du peuple kanak en approuvant la réinscription de ce point et le Comité devrait s'en servir comme point de départ.

Une mission de visite pourrait offrir au Comité une façon de décider si les conditions qui existent dans le territoire sont favorables à une vote libre et juste représentant la volonté du peuple colonisé. Le Comité doit évaluer, grâce à une mission de visite ou par tout autre moyen, les conditions propres à assurer la capacité d'un plébiscite à représenter librement la volonté du peuple. En Nouvelle-Calédonie, ces conditions comprennent la reconnaissance du droit unique et prépondérant du peuple autochtone kanak à l'autodétermination; l'accès à la presse et aux médias radiophoniques pour toutes les entités politiques et par le public; l'impact d'une présence militaire française sans précédent sur la liberté d'assemblée et la liberté d'expression et de l'application inégale de la justice par suite de la discrimination exercée par la police et les tribunaux à l'égard des Kanak autochtones; l'inégalité du pouvoir politique entre les quatre gouvernements régionaux en Nouvelle-Calédonie; l'accès limité à l'éducation supérieure pour les jeunes Kanak et les programmes limités d'enseignement dans la langue autochtone; la répartition inégale des terres; la distribution inégale de la richesse en Nouvelle-Calédonie avec les conséquences que cela entraîne en ce qui concerne l'accès aux ressources nécessaires à la bonne conduite de campagnes politiques; les rapports entre la Puissance administrante et les organisations régionales du Pacifique, et sa coopération avec le Comité.

Les graves conditions qui existent actuellement en Nouvelle-Calédonie et les importantes conséquences qu'elles ont pour la population kanak autochtone déterminent le cadre dans lequel se déroulera tout acte d'autodétermination. Le Comité doit évaluer ces graves conditions et transmettre ses propres conclusions à la Puissance administrante et au peuple de Nouvelle-Calédonie.

Mme Quass

L'Eglise méthodiste unie a une autre requête à adresser au Comité. Nous le prions instamment d'examiner les conditions précises définies par le Gouvernement français pour le référendum qui aura lieu en Nouvelle-Calédonie. Le Comité a entendu de nombreuses déclarations qui ont fourni des détails sur le plan français. Nous prions instamment le Comité de ne pas tolérer un référendum qui, dans les conditions actuelles, ne traduirait pas la libre expression de la volonté du peuple colonisé. Nous demandons que tout projet de plébiscite soit évalué selon les normes des Nations Unies et les conditions d'un plébiscite libre et juste telles qu'elles ont été exposées par le Forum du Pacifique sud dans le communiqué qu'il a adopté au début de l'année.

Mme Quass

Les Nations Unies ont toujours historiquement appuyé l'autodétermination en envoyant des missions de visite pour observer le déroulement des référendums, et le Comité doit envoyer ses observateurs pour surveiller tout référendum qui pourrait se dérouler en Nouvelle-Calédonie. Je répète, toute tentative visant à empêcher le Comité d'envoyer une telle mission de visite doit être considérée comme constituant un grave obstacle à l'application de la Déclaration au territoire de la Nouvelle-Calédonie.

Nous nous félicitons du travail accompli par le Comité spécial pour promouvoir le droit du peuple de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination. Nous prions encore instamment le Comité d'évaluer la situation de la population autochtone kanak et le climat qui règne actuellement en vue de l'autodétermination dans le territoire. Pour ce faire, nous demandons au Comité d'envoyer une mission de visite dans le territoire. Nous demandons également au Comité d'appuyer l'appel lancé par le Forum du Pacifique sud pour que tout référendum en Nouvelle-Calédonie soit organisé dans des conditions de liberté et d'équité, ce qui signifie, à notre avis, que les Nations Unies doivent en observer le déroulement.

Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, vous-mêmes et les autres membres du Comité, de l'occasion qui m'a été donnée d'appuyer vos travaux.

Mme Quass se retire.

Sur l'invitation du Président, M. Dwain Epps (National Council of the Churches of Christ in the United States of America International Affairs Commission) prend place à la table des pétitionnaires.

M. EPPS (National Council of the Churches of Christ in the United States of America International Affairs Commission) (interprétation de l'anglais) : Je prends la parole au nom du Conseil national des Eglises du Christ aux Etats-Unis, organisation coopérative principale des églises aux Etats-Unis qui rassemble 32 des principales communautés protestantes, orthodoxes et anglicanes aux Etats-Unis, dont les membres sont de quelque 45 millions.

Au fil des années, nous avons eu l'honneur de prendre la parole devant ce comité et dans d'autres organes des Nations Unies en faveur de la lutte menée par les peuples d'Asie, d'Afrique et du Pacifique pour obtenir le droit de gouverner leurs nations et de décider en toute indépendance, sans aucune ingérence étrangère, de leur propre mode de développement.

Ces dernières années, par le biais de la Coalition micronésienne, nous avons eu l'honneur de prendre la parole ici pour appuyer l'exercice du droit à

M. Epps

l'autodétermination des Territoires sous tutelle des Etats-Unis dans le Pacifique. En ces diverses occasions, nous avons souligné l'unicité des sociétés du Pacifique et réaffirmé notre appui aux efforts que déploient les nations du Pacifique, par le biais du Forum du Pacifique sud et du Bureau du Pacifique sud pour la coopération économique, pour réaliser la coopération économique régionale nécessaire à la mise au point d'une forme de développement social et économique qui protège les valeurs traditionnelles et garantisse l'indépendance et la prospérité de leurs peuples. La domination que continuent d'exercer les puissances coloniales sur les pays de la région, y compris la Nouvelle-Calédonie, et l'ingérence de puissances extérieures dans les affaires intérieures des pays indépendants du Pacifique représentent un obstacle majeur à la réalisation de ces objectifs. Ainsi, alors que les Etats-Unis ne sont pas partie prenante à la question de la Nouvelle-Calédonie, le fait que notre gouvernement est présent depuis longtemps dans le Pacifique et qu'il a cherché, ces dernières années, à exercer ses pouvoirs en matière politique, économique et militaire dans la région, est pour nous, organisation nationale, sujet d'inquiétude. Mais c'est surtout pour donner suite à notre dialogue avec les églises directement concernées que nous sommes venus parler ici.

Le Conseil national des églises est étroitement associé aux églises et aux conseils d'église, y compris la Conférence des églises du Pacifique. Depuis plus de dix ans, nous poursuivons le dialogue avec l'Eglise protestante de la Nouvelle-Calédonie et appuyons activement son appel en faveur de la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes. En même temps, nous avons eu des discussions avec la Fédération protestante de France et nous avons appuyé les efforts qu'elle déploie en France pour obtenir que soit assurée une transition pacifique vers l'indépendance pour la Nouvelle-Calédonie.

C'est pourquoi nous nous félicitons chaleureusement de la décision que l'Assemblée générale a prise l'an dernier de réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes dont le Comité a la responsabilité.

La décision du Comité prise en mars dernier - peu de temps après la décision prise par l'Assemblée générale - d'entendre des représentants du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) de la Nouvelle-Calédonie présenter les arguments du peuple en faveur de l'indépendance, répond bien aux buts de la Charte des Nations Unies, qui commence par les mots "Nous, peuples des Nations Unies".

M. Epps

Les arguments irréfutables du peuple en faveur du droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale ont déjà été avancés il y a des dizaines d'années. Mais du point de vue des églises, ce ne sont pas là des objectifs en soi. Les peuples aspirent à l'indépendance pour assurer librement le bien-être des membres de leurs propres sociétés et aussi pour apporter leur contribution à la communauté des nations. Le peuple mélanésien de la Nouvelle-Calédonie peut apporter beaucoup à un monde en quête de solutions aux problèmes endémiques qui, comme cela est apparu particulièrement lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, menacent la survie de toutes les nations, en fait de toute l'humanité.

Les représentants se souviendront de l'énorme impact de la Conférence de Stockholm sur l'environnement sur cette session extraordinaire. Pour la première fois, des données ont été recueillies systématiquement dans tous les coins du globe et collationnées. Elles nous présentent un tableau d'une dévastation très étendue. Pour la première fois, le monde a dû reconnaître la mesure dans laquelle nous détruisons la ressource la plus fondamentale de l'homme - la terre. Nous devons lutter pour que le monde se remette des effets des diverses formes de développement qui ont sévèrement épuisé ses ressources et qui menacent notre avenir commun. Nous avons tous, dans le monde, grandement besoin d'aide si nous voulons nous sortir de cette situation - une aide pour trouver d'autres moyens de vivre.

Les cultures traditionnelles de la région du Pacifique ont beaucoup à offrir. Leur notion de terre est l'une de celles dont nous pouvons tirer des enseignements : un sens profond et durable de la justice qui dérive de l'attachement du peuple à sa terre. Historiquement, c'est la terre qui a défini les liens sociaux et économiques de la communauté; c'est de la terre que le peuple tire sa subsistance matérielle et son essence spirituelle. C'est par la terre que la communauté est rattachée à son passé, à ses ancêtres, ses traditions : la terre est le foyer non seulement des ancêtres et de ceux qui y vivent aujourd'hui, mais aussi celui des futures générations. Et c'est par ses liens avec la terre, que la communauté assume sa responsabilité à l'égard des générations passées, présentes et futures.

Ce sont là des choses que les personnes religieuses peuvent comprendre. Dans de nombreuses religions du monde, il existe une même compréhension de la relation sacrée entre Dieu, le peuple et la terre. Dans la tradition judéo-chrétienne, par exemple, la terre n'est pas un bien exclusif; elle doit être conçue comme étant un foyer et un symbole de justice pour toutes les nations et tous les peuples.

M. Epps

L'expérience tirée de cette notion de terre, l'intégrité de la création, voilà l'une des contributions que le peuple de la Nouvelle-Calédonie pourrait apporter au monde s'il était libre de le faire.

Mais l'une des grandes tragédies de la domination coloniale en Nouvelle-Calédonie, c'est que l'on a tenté non seulement d'aliéner la terre du peuple kanak mais aussi d'en effacer la culture, qui s'opposerait à la destruction de la terre par une exploitation inconsidérée au profit de l'économie d'un peuple lointain. Les Kanak disent, avec raison, qu'ils ont été rendus "absents de leur propre terre".

Les Kanak ont perdu leur droit juridique à leur terre lorsque l'Etat français l'a revendiquée le 23 septembre 1853. Les propriétaires légitimes de cette terre ont été repoussés dans des "réserves". On a donné l'ordre de dissoudre les tribus qui formaient la structure sociale liée à la terre; de déposer leurs chefs, de les déposséder de leur territoire, y compris de toutes leurs récoltes, plantations et produits non récoltés, et on a confisqué ledit territoire dans l'intérêt de l'Etat.

M. Epps

Bien que la situation juridique ait changé à maintes reprises au fil des années, les deux notions fondamentales suivantes ont déterminé la politique coloniale : l'aliénation du peuple de ces terres et la désintégration du tissu social basé sur le rapport existant entre le peuple et sa terre. Il en résulte que la population autochtone a été chassée des terres les plus productives vers les vallées et les montagnes, qu'elle a été éloignée de ses foyers ancestraux et rendue "absente de sa propre terre". C'est un hommage rendu à la culture et au courage de ce peuple de voir qu'après un siècle d'une telle adversité, il n'a renoncé ni à sa culture ni à sa conviction ancienne de ce qu'est la justice. Cela est d'autant plus remarquable dans le contexte de la politique de colonisation et d'immigration adoptée par la puissance coloniale, dont les intentions deviennent de plus en plus claires avec chaque révision de la loi : faire de la population kanak une minorité sur sa propre terre et lui nier le droit de décider de son propre destin.

Il y a du vrai quand on dit que de nombreux non-Kanak vivant en Nouvelle-Calédonie sont, à leur manière, victimes de l'entreprise coloniale. Je veux parler des descendants de forçats et d'exilés politiques français déportés vers ces terres au XIXe siècle; des personnes qui se sont installées là-bas après que la colonisation française eut pris fin dans d'autres parties du monde; et des habitants des îles voisines du Pacifique, contraints à émigrer pour des raisons économiques. Il doit être tenu compte des intérêts légitimes de tous dans le processus de décolonisation. Mais que les colons rejettent le droit des Kanak à l'autodétermination sous prétexte que revendiquer ce droit est "raciste" revient à nier l'histoire et à blâmer les victimes pour le sort qui leur est fait, ni plus ni moins. La vérité, comme dans bien des cas, c'est que le racisme, synonyme de colonisation est la réalité prédominante.

Pour les Eglises, les notions de justice, de paix et d'intégrité de la création sont inséparables. Nous pensons que ces facteurs doivent être associés dans tout effort pour créer un nouvel ordre mondial viable.

Je voudrais parler brièvement de la paix dans le contexte des responsabilités qui incombent aux Nations Unies et au Comité spécial pour guider le processus de décolonisation en Nouvelle-Calédonie. La colonisation ne s'est jamais faite sans le recours à la force armée et la Nouvelle-Calédonie n'échappe pas à la règle. Il est dans la nature de l'homme de résister à l'assujettissement, à l'anéantissement de ses structures et de ses valeurs sociales, à l'expropriation de ses terres, à l'exploitation et à la domination. Dès le début, le peuple kanak s'est lui aussi

M. Epps

opposé à la domination coloniale. Ce qui est remarquable, c'est que les colonisés ont toujours su résister aux débordements de violence dans leur lutte pour la liberté. Nous parlons ici d'une culture dont l'histoire et la pratique sont fondées sur le dialogue et la négociation comme moyen de résoudre les différends. On peut y voir aussi une contribution qu'une Nouvelle-Calédonie libre et indépendante pourrait apporter à la communauté des nations.

Les Kanak ont toujours défendu la cause de leur indépendance par les voies légales mises en place par la puissance coloniale, mais leurs efforts pour engager le dialogue et trouver des solutions mutuellement acceptables se sont terminés dans l'humiliation. Les représentants du peuple kanak sont mieux placés que nous pour faire le récit de leurs déconvenues, mais les membres du Comité ont certainement entendu parler du livre Mururoa Mon Amour, un classique qui nous conte les rebuffades humiliantes essuyées par les délégations de Polynésiens français qui se sont succédé à Paris pour plaider leur cause. C'est la même chose aujourd'hui pour la Nouvelle-Calédonie.

Depuis cinq ans, on assiste à une rapide escalade de la violence en Nouvelle-Calédonie au fur et à mesure que la France y renforce sa présence armée. Les effectifs de l'armée et des forces de police françaises ont doublé ces trois dernières années. Il y a maintenant en Nouvelle-Calédonie un soldat pour dix hommes, femmes et enfants. On dit que parmi les colons, les pro-Français s'arment à un rythme alarmant. Les victimes de la violence sont presque exclusivement des Kanak. Pour le peuple kanak, le mot d'ordre est toujours la protestation non violente et les négociations pacifiques. Mais la tension monte, les colons deviennent plus agressifs et le climat de non-violence se détériore rapidement.

Il va sans dire que les conséquences d'une nouvelle escalade de la violence en Nouvelle-Calédonie seraient très graves, non seulement pour son peuple mais aussi pour l'ensemble de la région. Il faut, de toute urgence, s'efforcer d'arriver à un règlement négocié.

Enfin, je voudrais dire quelques mots du référendum que la France se propose d'organiser au mois de septembre. Je me limiterai à appuyer les conclusions auxquelles le Forum du Pacifique sud est arrivé lors de sa réunion d'Apia en mai de cette année. Selon le Forum, une telle "consultation" - comme on l'a appelée - serait vaine dans les circonstances actuelles. Nous ajouterons que ce serait aussi une erreur qui aurait pour conséquence de semer la discorde et de conduire à la catastrophe. Nous souscrivons à l'appel du Forum exhortant la France à revenir sur

M. Epps

sa décision d'organiser un tel référendum et l'appel au Comité spécial pour qu'il recommande à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale d'organiser en Nouvelle-Calédonie un autre référendum, sous les auspices des Nations Unies, conformément aux principes et aux usages universellement acceptés en matière d'autodétermination et d'indépendance. L'intention évidente de la puissance coloniale, en organisant ce référendum malavisé, est de mettre l'Assemblée générale devant le fait accompli. Nous sommes d'avis que le Comité spécial et la communauté internationale dans son ensemble doivent dénoncer cette façon de faire.

Je remercie le Comité spécial qui s'efforce de défendre les droits de ceux qui, autrement, ne pourraient pas se faire entendre dans cette organisation vouée au respect du droit international et de l'égalité entre tous les peuples. Je le remercie également de m'avoir accordé le privilège de présenter cette pétition.

M. Epps se retire.

Sur l'invitation du Président, Mme Vinie Burrows (Fédération démocratique internationale des femmes) prend place à la table du Comité.

Mme BURROWS (Fédération démocratique internationale des femmes) (interprétation de l'anglais) : Au nom de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), et qui figure sur la liste spéciale de l'Organisation internationale du Travail (OIT), je me félicite de l'occasion qui m'est donnée de parler de la question de la Nouvelle-Calédonie devant le Comité spécial.

La Fédération démocratique internationale des femmes regroupe 136 organisations nationales réparties dans 118 pays et compte des millions d'adhérentes. Les femmes de Nouvelle-Calédonie, et en particulier les femmes kanak, habitants d'origine de ce territoire, ne sont pas directement représentées ici. Mais en tant qu'organisation de femmes fondée en 1945 sur les principes de l'égalité, de la paix et de l'indépendance nationale, la Fédération démocratique internationale des femmes tient à faire la déclaration suivante.

Le sort des femmes est étroitement lié à la lutte pour la démocratie et la justice. Comme la Décennie des Nations Unies pour la femme, dont le slogan était : "Egalité, développement et paix", et les stratégies de Nairobi résolument tournées vers l'avenir l'ont indiqué, les problèmes des femmes doivent être considérés comme

Mme Burrows

le point de départ des conditions politiques et sociales de la société dans laquelle ces femmes vivent. Nous savons que les femmes kanak, leurs pères, leurs frères, leurs maris, leurs fils, leurs filles et leurs aînés vivent dans des conditions intolérables. En Nouvelle-Calédonie, comme dans les autres régions du monde sous domination coloniale, le problème c'est qu'il y a affrontement entre la justice et l'injustice.

Mme Burrows

Le colonialisme est le rejet de facto des principes de liberté, des droits de l'homme et d'autodétermination. Lorsque la France, l'actuelle Autorité administrante en Nouvelle-Calédonie, s'est emparée de la terre des habitants autochtones en 1853, elle a adopté une double politique de colonisation agressive et d'anéantissement systématique des Kanak, la population autochtone. Les pratiques coloniales qui ont été suivies durant 134 ans, exacerbées par les politiques agressives d'immigration des deux dernières décennies, ont fait passer le peuple kanak - qui constituait jusque-là la totalité de la population - à une proportion qui n'est plus que 40 % de cette population. C'est ce que nous appelons un génocide. Les déplacements forcés de la population de ses terres ancestrales sont la marque du régime d'apartheid de Pretoria, qui confine la population africaine aux terres incultivables. La France a adopté une politique similaire au cours de ces dernières années en réinstallant la population kanak dans des régions montagneuses ou arides impropres à la production de denrées alimentaires.

Tous les aspects de la vie en Nouvelle-Calédonie sont dominés par la France. L'Etat français est le plus important propriétaire terrien, qui possède jusqu'aux réserves sur lesquelles les Kanak sont tenus de vivre, les 30 milles d'eaux territoriales, la zone maritime de 200 miles et les petites îles.

L'Etat français est le plus important propriétaire minier. Dans le Sud-Ouest africain, la Namibie a vu ses richesses minières systématiquement pillées et saisies par des étrangers; dans le Pacifique, le peuple kanak s'est vu exproprié et dépossédé de ses richesses minières, pillées par la puissance coloniale, la France. Mais le peuple kanak n'a jamais tiré de bénéfices importants des richesses de son sous-sol.

L'Etat français est l'unique banquier. Contrôlant le commerce extérieur et les relations avec la Communauté économique européenne (CEE), il bloque l'entrée de la Nouvelle-Calédonie dans l'Association des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que sa participation aux Accords de Lomé, s'assurant ainsi le monopole du contrôle sur le commerce, tout en protégeant et en favorisant les intérêts coloniaux. Dans l'économie capitaliste coloniale de la Nouvelle-Calédonie, presque toute la production et les biens d'équipement, les biens de consommation et même les produits alimentaires doivent être importés.

Les colons européens, qui constituent 37 % de la population, possèdent la plupart des terres arables et contrôlent l'industrie minière. La majorité des Kanak - en gros 42 % de la population - pratiquent l'agriculture de subsistance, qui n'a qu'un rôle mineur dans l'économie.

Mme Burrows

La similitude entre l'apartheid en Afrique du Sud et la situation de fait résultant du contrôle français en Nouvelle-Calédonie apparaît de façon douloureuse si l'on examine le système judiciaire colonial. Les arrestations massives, la détention arbitraire, les rafles aveugles de la police, la présence, en nombre excessif, de la police et des militaires, la brutalité policière et le traitement discriminatoire infligé aux Kanak par rapport à celui réservé aux suspects européens sont chose courante et font partie des griefs de longue date du peuple kanak à l'adresse de l'Autorité administrante.

En 1987, après 134 ans d'éducation coloniale, tout ce dont la communauté kanak peut se glorifier, c'est d'avoir un médecin kanak, un juge kanak et deux professeurs kanak. Le manque d'experts sur les plans professionnel et technique parmi la population kanak traduit l'échec du système d'enseignement pratiqué par l'Etat, qui donne l'illusion que les chances sont les mêmes pour tous étant donné qu'au stade de l'enseignement primaire il n'y a aucune différence entre Européens et Kanak. Mais, à mesure que les étudiants gravissent les échelons de l'enseignement, le nombre d'étudiants kanak baisse de façon sensible. Les Kanak sont sous-représentés dans le domaine de l'enseignement universitaire, de l'enseignement général et de la formation agricole.

Le français, la langue du colonisateur, est la langue principale de l'enseignement dans les écoles. Il s'agit là de l'hypothèse tacite et raciste de la supériorité des Français et de l'infériorité des Kanak. Le fait que la seule langue parlée dans les écoles publiques est le français est une difficulté de plus pour l'étudiant kanak, un déni insulant de la culture mélanésienne et une façon cruelle et systématique de couper les enfants de leurs racines traditionnelles.

En outre, les écoles publiques sont extrêmement éloignées des villages, ce qui accentue encore le choc entre les différentes cultures, la perte de l'identité et un sentiment d'aliénation. L'aliénation subie par la population locale a été catastrophique pour elle. Les Kanak reçoivent un enseignement conforme aux aspirations et aux valeurs de la société coloniale, au lieu d'un enseignement qui réponde aux besoins de la population kanak.

L'histoire des 134 années de la présence de la puissance coloniale en Nouvelle-Calédonie est une saga de spoliation du territoire et de résistance kanak, de répression militaire et de rébellion kanak. La violence militaire et le harcèlement pratiqué par la police ont contribué à subjuguier le peuple colonisé de Nouvelle-Calédonie. Mais la vague de fond de l'histoire qui déferle sur le

Mme Burrows

Pacifique est en train d'atteindre son point culminant et entraîne dans son puissant sillage le désir de plus en plus ardent des habitants de la Nouvelle-Calédonie de se voir octroyer l'indépendance, l'autodétermination et la souveraineté nationale. Cette nouvelle force trouve son expression dans la pétition adressée au Comité par le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), représentant légitime du peuple kanak.

Les revendications justes et raisonnables contenues dans cette pétition ont été corroborées par le communiqué adopté en mai 1987 au dix-huitième Forum du Pacifique sud, qui a déclaré

"appuyer une transition prompte et pacifique vers une Nouvelle-Calédonie indépendante conformément aux droits innés et sociaux de la population autochtone et d'une façon qui garantisse les droits et les intérêts de tous les habitants de cette société multiraciale."

La huitième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés a elle aussi appuyé la position prise par le Forum. Les gouvernements du Commonwealth ont également réaffirmé, conformément à la Charte des Nations Unies, leur appui au droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples.

Par sa résolution 41/41 A du 2 décembre 1986, l'Assemblée générale a réinscrit la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes du Comité spécial, reconnaissant ainsi le droit inaliénable du peuple de Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960.

La Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) connaît les injustices dont le peuple kanak est victime ainsi que l'oppression qu'il continue de subir, de façon ouverte ou occulte. La FDIF est également consciente des dimensions internationales du problème du fait de l'accroissement de l'arsenal militaire de la France dans le Pacifique, qui est à présent plus important que celui de l'ensemble de toutes les forces armées des 13 pays membres du Forum des Iles du Pacifique. La poursuite des essais nucléaires dans la région, dont les rayonnements affectent et affecteront la santé et l'environnement des générations présentes et futures du Pacifique, et le déversement des déchets nucléaires par des puissances étrangères sont la preuve de l'importance critique de la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et de la menace à la paix et à la sécurité

Mme Burrows

internationales que font peser les politiques intransigeantes de l'Autorité administrante.

Le processus de libération est irrésistible et irréversible. Le peuple kanak a le droit inaliénable de jouir d'une totale liberté, d'exercer sa souveraineté, de préserver l'intégrité de son territoire national et de participer, de concert avec les autres nations souveraines du monde, au processus conduisant à un meilleur niveau de vie pour tous. Comme l'a dit un dirigeant kanak, "Le moment est venu, le fruit est mûr; il faut le cueillir avant qu'il ne pourrisse." Le peuple kanak est décidé à obtenir son indépendance.

Mme Burrows

C'est pourquoi la Fédération démocratique internationale des femmes demande respectueusement au Comité des Vingt-Quatre de recommander à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale d'organiser un référendum en Nouvelle-Calédonie sous les auspices des Nations Unies, conformément aux principes universellement acceptés et aux pratiques de l'autodétermination et de l'indépendance.

Mme Burrows se retire.

Sur l'invitation du Président, Mme Sidney Jones (Amnesty International) prend place à la table des pétitionnaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à Mme Jones.

Mme JONES (Amnesty International) (interprétation de l'anglais) : Amnesty International est très reconnaissante d'avoir cette occasion d'intervenir devant le Comité sur la question de Nouvelle-Calédonie. Comme nous l'avons dit précédemment, Amnesty International s'occupe d'obtenir la remise en liberté d'objecteurs de conscience qui ont été arrêtés pour avoir exprimé, de façon non violente, leurs croyances politiques ou religieuses; s'efforce d'obtenir des procès rapides et impartiaux pour tous les prisonniers politiques, et la cessation de la torture et toutes autres formes de traitement ou châtiment cruel, inhumain ou dégradant, y compris la peine capitale. La question de l'autodétermination ne relève pas de notre mandat, mais nous croyons cependant que nos préoccupations ont leur place dans les discussions du Comité sur la Nouvelle-Calédonie.

La principale préoccupation d'Amnesty International en Nouvelle-Calédonie concerne les retards dans la procédure judiciaire concernant les meurtres de dirigeants et d'activistes politiques, et les procès peut-être injustes des partisans de l'indépendance.

Amnesty International estime que tout meurtre illégal où le gouvernement est soupçonné d'avoir joué un rôle doit faire l'objet d'une enquête rapide et impartiale, et que toute personne responsable doit être traduite en justice. Amnesty International s'inquiète de certains incidents précis en Nouvelle-Calédonie où des dirigeants politiques indépendantistes ou des activistes ont été tués. Les enquêtes judiciaires ont été ouvertes pour tous ces incidents, mais le retard dans ces enquêtes nous préoccupe.

L'enquête sur le meurtre de Pierre Declercq inquiète particulièrement Amnesty International. Le 19 septembre 1981, Pierre Declercq, Secrétaire général de l'Union calédonienne, l'un des partis indépendantistes, a été tué à Nouméa. Il a

Mme Jones

été allégué que la première enquête de police était insuffisante, que l'on n'avait pas suivi toutes les pistes significatives, et qu'il y avait eu des retards inutiles dans l'enquête judiciaire ouverte après l'incident. Près de six ans après que quatre juges ont été successivement désignés pour mener l'instruction, l'enquête n'a abouti à aucune conclusion et ses détails n'ont par conséquent jamais été rendus publics.

En janvier 1985, Eloï Machoro, qui a succédé à Pierre Declercq comme Secrétaire général de l'Union calédonienne, et qui était l'un des dirigeants de la coalition des partis pro-indépendantistes, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), a été abattu, avec un autre activiste du FLNKS, Marcel Nonnaro, par des tireurs d'élite du Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN) qui avaient entouré une ferme où les deux hommes campaient avec quelque 37 autres partisans armés du FLNKS. Des représentants du FLNKS ont allégué que ces deux hommes avaient été délibérément abattus. Une enquête judiciaire a été ouverte à la demande du Procureur général qui faisait droit à une demande de la famille et des collègues d'Eloï Machoro et de Marcel Nonnaro. Deux ans et demi après, l'enquête n'a pas encore abouti et ses conclusions n'ont pas été rendues publiques.

En décembre 1984, 10 Kanak de la tribu Tiendanite ont été tués dans une embuscade alors qu'ils revenaient d'une réunion; deux frères du dirigeant du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou, figuraient parmi les morts. Les personnes accusées de cette embuscade ont librement admis qu'elles y avaient participé et elles ont été dûment emprisonnées. Une enquête judiciaire a été ouverte et les accusés ont déclaré au juge d'instruction qu'ils avaient agi en état de légitime défense. Le juge a déclaré en octobre 1986 qu'il n'y avait pas lieu de continuer les poursuites étant donné que les accusés avaient agi en état de légitime défense. Il a expliqué qu'à l'époque, les citoyens de Hienghene n'étant plus protégés efficacement par l'Etat, ils devaient se protéger eux-mêmes et défendre leurs biens. Conformément à la loi, tous les prisonniers ont alors été remis en liberté. Cependant, le Procureur général, qui est responsable devant le Ministre de la justice à Paris, a fait appel de cette décision.

En octobre 1986, Amnesty International a écrit au Ministre de la justice pour lui exprimer sa préoccupation de voir que l'on n'avait peut-être pas tenu compte de tous les éléments, notamment que le témoignage des sept survivants kanak n'avait pas été entendu par le juge, et que le fait qu'il n'y avait pas eu d'enquête approfondie et impartiale dans ces meurtres pourrait donner l'impression que le

Mme Jones

Gouvernement les appuyait. En décembre 1986, le Ministre de la justice a écrit à Amnesty International pour l'informer que la cour d'appel avait rejeté la décision du juge et renvoyé les accusés devant la Cour d'assises de Nouméa. Une date vient d'être annoncée pour le procès, octobre 1987, et Amnesty International suivra les débats.

Amnesty International s'inquiète de la possibilité que le droit à un procès équitable pourrait avoir été violé dans le cas de 33 partisans indépendantistes arrêtés à Thio le 15 novembre 1986, à la suite d'un affrontement entre indépendantistes et partisans loyalistes du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) au cours duquel des gens et des véhicules ont été lapidés, des propriétés ont été mises à feu et des armes à feu utilisées. Un jeune métis, James Fels-Tournier, a été tué et une autre blessé. Les 33 indépendantistes ont été arrêtés, accusés d'avoir lancé des pierres et 17 d'entre eux ont été condamnés, le 3 avril 1987, à des peines de prison allant de six mois à deux ans. Un prévenu, Georges Thomo, a également été accusé d'avoir abattu James Fels-Tournier. A la connaissance d'Amnesty International, aucune arrestation de partisans du RPCR n'aurait eu lieu à propos de cet incident.

En juillet 1987, Amnesty International a écrit au Ministre français de la justice pour manifester son inquiétude devant la façon dont la justice était rendue dans cette affaire. Nous nous préoccupons notamment, de voir que les dépositions de témoins qui auraient permis d'établir la séquence des événements dont on accusait les prévenus et qui auraient donc permis de régler la question de la provocation, ne pouvaient pas être entendus par le tribunal dans les mêmes conditions que le témoignage d'autres témoins. Le juge qui a questionné les témoins dans la première enquête avait placé les témoignages concernant la séquence des incidents dans le dossier de l'enquête en cours sur le meurtre de James Fels-Tournier. La séparation des témoignages au stade de l'instruction signifiait que le tribunal ne pouvait pas examiner sur un pied d'égalité tous les éléments pour ou contre les prévenus. Amnesty International a estimé que cette décision judiciaire était en contravention de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantit le droit des prévenus d'avoir des témoins à décharge entendus dans les mêmes conditions que les témoins à charge. Amnesty International a donc demandé au Ministre de revoir les peines, compte tenu de tous les témoignages pertinents.

Mme Jones

Amnesty International suit plusieurs autres affaires concernant des indépendantistes emprisonnés qui n'ont pas encore été traduits en jugement et où il y a lieu de s'inquiéter quand à l'impartialité de la procédure judiciaire. Nous croyons que la communauté internationale a la responsabilité de suivre la situation des droits de l'homme en Nouvelle-Calédonie pour veiller à ce que les droits du peuple de la Nouvelle-Calédonie soient pleinement respectés.

Mme Jones se retire.

Sur l'invitation du Président, Mme Angela Gilliam (International Women's Anthropology Conference, (IWAC)) prend place à la table des pétitionnaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à Mme Gilliam.

Mme GILLIAM [International Women's Anthropology Conférence (IWAC)] (interprétation de l'anglais) : C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole devant le Comité des Vingt-Quatre à l'appui de l'appel international en faveur de la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie. J'interviens aujourd'hui en ma qualité de représentante d'une organisation non gouvernementale, la Conférence internationale des femmes anthropologues, organisation que les paroles de l'une de ses fondatrices, feuée Eleanor Leacock, dont les qualités intellectuelles n'avaient d'égal que son dévouement à la cause de l'égalité entre tous les hommes et qui est morte, cette année, lors de recherches dans le Pacifique, caractériseront sans doute le mieux, puisqu'elle prévient le chercheur que

"les analyses culturelles qui mettent l'accent sur ce que les peuples 'sont' ou 'ne sont pas', en dehors du contexte historique dans lequel sont rassemblées les données sur leurs croyances et activités, tombent trop facilement dans les stéréotypes."

Il y a peu de régions au monde qui soient aussi stéréotypées dans le domaine scientifique que les sociétés mélanésiennes. Les principaux médias renforcent ces stéréotypes qui servent finalement les fins stratégiques visées par ceux qui nient aux peuples du Pacifique le droit de réaliser leur entière humanité dans l'indépendance politique. Dans le cas qui nous occupe, je songe au peuple autochtone de la Nouvelle-Calédonie. Qu'il me soit permis de m'expliquer.

Le 2 décembre 1986, les Nations Unies ont voté sur la question de savoir s'il fallait réinscrire la nation du Pacifique sud de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes des Nations Unies. Ce vote montrait que les nations du Forum du Pacifique sud se manifestaient de plus en plus sur la scène internationale dans un immense effort en vue d'obtenir la reconnaissance d'une initiative majeure liée au mouvement en faveur d'un Pacifique dénucléarisé et indépendant. Pour comprendre l'importance de cet effort, il faut le considérer dans le cadre du patrimoine historique anthropologique dans tout le Pacifique.

La meilleure partie de l'anthropologie est l'étude de l'humanité dans toute sa diversité, en accordant une attention toute respectueuse à toutes les cultures et à tous les processus sociaux; on enquête sur les caractéristiques que partage

Mme Gilliam

l'humanité, tout en décrivant ce qui est unique dans une société donnée. Or, l'exotification des Kanak néo-calédoniens est devenue un capital idéologique, que tout spécialiste honnête de l'océanie doit affronter concrètement. Cette promotion idéologique en tant que processus se trouve renforcée par le fait que le statut économique et la légitimité de carrière sont liés au degré de différence ou au caractère primitif des sujets qui font l'objet de recherche dans un domaine donné de spécialisation par rapport à des sociétés métropolitaines occidentales.

L'anthropologie souffre de l'opinion toujours en vigueur que les Mélanésiens sont des "ancêtres contemporains" des Européens - pour reprendre une expression fabriquée par l'anthropologue français, Paul Mercier. Selon ce paradigme, les Mélanésiens sont, aujourd'hui, ce qu'ont été les Européens dans un passé lointain. Stocking, anthropologue britannique, quant à lui, se réfère à ce concept comme à une forme de préservation romantique, qui engendre une situation dans laquelle les intrants intellectuels, les interprétations et les solutions émanant des peuples du Pacifique eux-mêmes au sujet de leurs sociétés ne sont ni reconnus ni encouragés. Dans un contexte colonial, comme dans celui de la Nouvelle-Calédonie, c'est une arme contre ceux qui voudraient se considérer comme des égaux. Même un journaliste démocratique comme Wilfred Burchett écrivait :

"Aujourd'hui, en Nouvelle-Calédonie, nous pouvons voir en marche des processus que les nations dites civilisées ont connus il y a des millénaires."

Donc, même le journalisme est touché par ce cadre de référence dicté par la théorie de l'"ancêtre contemporain".

En outre, le tableau culturel que l'on donne du Pacifique peut servir des fins géopolitiques. Le 12 août 1987, ici même, à New York, il y a eu un programme télévisé sur la Nouvelle-Calédonie, intitulé "Une terre à la recherche d'elle-même", dont le message était que les jeunes Mélanésiens sont à cheval sur deux cultures, comme s'ils avaient eu le choix qui est offert aux peuples indépendants. Mais, d'une façon très générale, les Européens étaient représentés comme les membres très modérés d'un secteur touristique moderne en plein essor tandis que les Mélanésiens étaient souvent montrés sous une forme "folklorique" - dansant ou utilisant des méthodes de plantation traditionnelles. Ainsi, un message plus subtil, indirect, présente les fonctions des Européens comme modernes et constructives et les méthodes indigènes comme ancrées dans le passé. Le programme apportait, cependant, l'information précieuse que les systèmes d'irrigation autochtones et les cultures sur terrasse traditionnels étaient tels

Mme Gilliam

que de nombreux Européens pensaient que la technologie devait leur avoir été apportée de l'extérieur - par les Javanais, par exemple -, parce que "de tels travaux sont [censés être] au-dessus de la capacité des Mélanésiens".

Dans une autre discussion sur le même sujet, le leader du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou, parle de l'anthropologie en Nouvelle-Calédonie et compare ce qui se passe dans son pays à ce que le Zimbabwe a connu avant l'indépendance. Il dit :

"L'anthropologie en Nouvelle-Calédonie place la division aiguë survenue dans cette société dans le contexte de la lutte menée pour l'indépendance par la population autochtone. Il y a des anthropologues qui corroborent scientifiquement les revendications des Kanak sur la terre. Il y a, par contre, ceux qui essaient d'effacer le passé Kanak dans les îles pour éliminer les racines mêmes de leur légitimité."

Bien que le programme télévisé ait inclus une interview de Tjibaou, on ne l'a pas pleinement présenté comme un dirigeant national très averti en Nouvelle-Calédonie. Comme je regardais ce qui semblait être une relation objective de la situation en Nouvelle-Calédonie, je me rendais compte que très peu de téléspectateurs étrangers pouvaient s'imaginer, d'après ce programme, ce qu'étaient ces Kanak néo-calédoniens qui m'avaient un jour demandé de faire une conférence en Nouvelle-Calédonie sur les points de comparaison et de contraste entre Martin Luther King et Malcolm X et leurs relations différentielles avec l'Etat tout comme aucun téléspectateur américain ne peut s'imaginer la situation proche de l'apartheid qui existe dans ce pays, où Nouméa est en fait, comme Johannesburg, une enclave fondamentalement européenne. Pour masquer cet apartheid, les chercheurs français parlent souvent d'"espace" européen et d'"espace" mélanésien en Nouvelle-Calédonie. Un géographe français, Jean-Pierre Doumenge, parle du :

"rôle de l'espace coutumier au coeur de l'espace néo-calédonien"

et de

"la division des cultures au coeur de l'espace horticulterel".

Ainsi, la justification intellectuelle de la création de zones géographiques distinctes se fonde sur des origines culturelles présumées différentes. C'est en se fondant sur ce genre de raisonnement, que les Français créent des réserves de style bantoustans pour les Mélanésiens en Nouvelle-Calédonie. Mais c'est Doumenge qui donne une nouvelle raison pour justifier la politique appliquée en Nouvelle-Calédonie :

Mme Gilliam

"La présence d'une base d'expérimentation atomique en Polynésie du Sud, mais surtout les richesses de la Nouvelle-Calédonie, motivent amplement [la politique française]."

Ainsi, la campagne menée l'an dernier pour réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes des Nations Unies et la question de l'indépendance de ce pays doivent être replacées dans le contexte plus large du mouvement en faveur d'un Pacifique indépendant et dénucléarisé. Les nations du Pacifique sont convaincues que la poursuite des essais nucléaires de la France dans les eaux du Pacifique est rendue possible par le statut colonial de la Nouvelle-Calédonie et de Tahiti. En outre, la Nouvelle-Calédonie est au troisième rang des producteurs de nickel dans le monde, et elle possède des gisements de cobalt et de manganèse, minerais stratégiques ou utilisés par la technologie de pointe. Susana Ounei, membre néo-calédonien du FLKNS et fondatrice du Groupe des femmes exploitées en lutte, a déclaré lors d'une audition à la réunion de Nairobi, tenue en 1985 à la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme, que la Nouvelle-Calédonie possédait aussi des gisements d'or, de cuivre, de chrome, de zinc et de fer et que le fond des mers adjacent était trois fois plus riche en minéraux que la terre.

Mme Gilliam

Tjibaou affirme que l'anthropologie a la responsabilité unique de faire connaître aux médias les paroles et l'expérience des peuples sous domination. Mais l'Ambassadeur des Iles Salomon aux Nations Unies, M. Francis Saemala, s'est plaint de voir les médias répandre les stéréotypes et représenter les Mélanésiens comme des gens arriérés. Certains Polynésiens constatent que les anthropologues les décrivent comme des "galopins sans souci". Si c'est là un problème pour les Polynésiens, alors, pour les Mélanésiens, l'anthropologie a souvent représenté une véritable crise. Nombreux sont les membres de la Conférence internationale des femmes anthropologues (CIFA) à le reconnaître et à être fières de s'associer à un renouveau : travailler avec les peuples du Pacifique pour redéfinir les catégories d'une recherche intellectuelle appropriée. La CIFA reconnaît que la notion d'"ancêtres contemporains" pose un problème pour les peuples du Pacifique qui ont accepté la théorie anthropologique en vertu de laquelle leur essor depuis l'âge de pierre est dû à leur rencontre avec les Européens et au fait qu'ils travaillent pour eux. La notion ancillaire de Moorehead selon laquelle l'impact inévitable de la rencontre entre les Européens et les peuples du Pacifique a représenté "un moment fatidique où une capsule sociale a été brisée ... lorsque des créatures primitives ... se sont trouvées pour la première fois confrontées à la civilisation..." sert de base à des études raciales et colonialistes. Nous voudrions plutôt souligner le fait que les peuples du Pacifique ne sont pas maîtres des informations qui sont répandues à leur sujet, lesquelles doivent être replacées dans le contexte plus large de la géopolitique de l'information. Comme l'a dit Anthony Smith :

"Etre le prisonnier d'une fausse interprétation et d'un malentendu peut devenir une forme d'incarcération débilitante."

La lutte pour savoir qui contrôle la description d'un peuple et les informations à son sujet n'est pas propre au Pacifique. C'est aussi le lot de ceux qui ont dû faire face aux pressions lorsqu'ils essaient de redéfinir le développement, de reconstituer l'expertise et de modifier la science pour répondre aux besoins de leurs peuples. La connaissance scientifique est donc un aspect fondamental de l'information. Malheureusement, telles qu'elles existent actuellement, la plupart des études sociales océanistes réalisées par des étrangers s'emploient à rendre invisibles les peuples de la région du Pacifique. La diffusion de renseignements laissant entendre que la population autochtone de la Nouvelle-Calédonie - les Kanak - n'est capable que de danser, de chanter et d'être

Mme Gilliam

employée à des travaux domestiques donne aux opposants de la notion d'indépendance pour la Nouvelle-Calédonie un prétexte pour ignorer les préoccupations géopolitiques des peuples du Pacifique. Parlant de l'Algérie, Lucas et Vatin avaient prouvé que parler de l'"ensauvagement" de ceux qui réclament la liberté et leur indépendance de la politique métropolitaine ne conduit qu'à l'ethnographie militaire.

Le moment est venu de faire le plaidoyer d'une anthropologie historiquement orientée, comme dirait Leacock. La Conférence internationale des femmes anthropologues est fière d'être aux côtés des Kanak de Nouvelle-Calédonie dans leur recherche de la dignité et du respect de soi par l'indépendance.

Mme Gilliam se retire.

Sur l'invitation du Président, M. Michel Robert (Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples) prend place à la table des pétitionnaires.

M. ROBERT (Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples) : Je remercie le Comité d'avoir accepté de nous entendre sur la question de la Nouvelle-Calédonie. Je serai bref, car les membres du Comité ont entre les mains toutes les données du problème à travers les documents qui ont été distribués depuis 1985 : A/AC.109/847, du 25 octobre 1985; A/AC.109/892, du 4 février 1987, et d'autres. Je me contenterai de préciser quelques points.

La plupart des territoires sous domination française ont accédé, avec d'autres, à l'indépendance entre le milieu des années 50 et le début des années 60. C'était l'époque, le Comité le sait, de la grande vague des décolonisations où, partout dans le monde, sous la pression des populations locales - parfois marquée par une lutte violente de libération -, sous la pression aussi des opinions publiques métropolitaines, et enfin sous la pression de la communauté internationale à travers les instances de l'ONU, les peuples jusqu'alors dominés ont accédé à la souveraineté internationale et à la dignité.

En ce qui concerne la France, quelques territoires "oubliés de la décolonisation", "confettis de l'empire", comme certains les appellent, sont restés sous domination française, et cela pour des raisons diverses qui tiennent à l'histoire. Certains avaient demandé, en 1946, la transformation de leur statut de colonie en celui de département - ce qui ne veut pas dire qu'ils le garderont. C'est le cas de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane française.

M. Robert

D'autres ont choisi, en 1958, dans le cadre des nouvelles institutions françaises, de rester territoire d'outre-mer. C'est le cas de la Nouvelle-Calédonie. Mais les responsables politiques de la Nouvelle-Calédonie de l'époque avaient posé une condition pour justifier ce choix : le maintien d'un véritable statut d'autonomie. Et les élus du territoire vont vite s'apercevoir qu'ils avaient fait un marché de dupes car les engagements qui avaient été donnés par Paris ne vont pas tarder à être remis en cause. Ce sera le début d'une longue suite d'atermoiements des gouvernements français successifs, incapables d'imposer une politique conséquente, à défaut d'être satisfaisante, pour la population kanak.

Des juristes ont d'ailleurs remarqué cette incohérence de la politique française à l'égard de ses dépendances outre-mer. L'exemple de la Nouvelle-Calédonie est significatif, tout comme celui des Comores avec la question de Mayotte.

En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, il y a bien eu quelques soubresauts de la France, qui n'est peut-être plus tout à fait celle des droits de l'homme, et dans le même temps quelques lueurs d'espoir pour le peuple kanak colonisé. Ce sera le plan Fabius-Pisani, qui prenait enfin en compte le désir des Kanak de vivre libres. Les pays du Forum du Pacifique avaient d'ailleurs relevé un certain nombre d'éléments positifs dans ce plan qui prévoyait, à terme, l'indépendance.

Le changement de gouvernement en France, en 1986, a remis en cause le processus de décolonisation en Nouvelle-Calédonie. Dans une lettre datée du 21 janvier 1987 adressée au Président de la République française,

M. François Mitterrand, le Président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, écrit ceci :

"Nous nous étions engagés avec tout le peuple kanak dans les institutions régionales, dans la perspective ouverte par le Gouvernement français d'une indépendance-association. Aujourd'hui, nous constatons, une fois de plus, que la France renie ses engagements et nous menace d'une consultation dénaturée."

M. Tjibaou fait allusion ici au référendum souhaité par tous mais dont les modalités prévues aujourd'hui sont inacceptables. Il est vrai que la conception française du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes apparaît comme incompatible avec le droit international coutumier élaboré dans le cadre de la décolonisation. Nous en avons pour preuve l'état d'esprit de la classe politique qui préside aujourd'hui aux destinées de la France et de ses départements et territoires d'outre-mer. Je lirai maintenant quelques extraits du rapport fait au nom de la Commission des lois de l'Assemblée nationale française sur le projet de loi

M. Robert

concernant le référendum prochain. La citation est un peu longue, mais je crois qu'elle est significative :

"... La revendication du FLNKS de voir le référendum organisé sous l'égide de l'ONU n'a pas de justification. Les traditions démocratiques de la France sont suffisantes pour assurer que les suffrages pourront s'exprimer tout à fait librement. Le projet de loi a d'ailleurs précisément pour objet d'instituer toutes les garanties nécessaires à la sécurité des électeurs et à la sincérité du scrutin."

M. Robert

Et le Rapporteur poursuit :

"On doit rappeler que la France s'est abstenue le 14 [et le 15] décembre 1960 lors du vote des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) relatives à la décolonisation et que notre pays a depuis lors toujours manifesté avec beaucoup de fermeté son hostilité à ces résolutions, refusant de participer aux travaux du 'Comité des Vingt-Quatre' ou 'Comité de décolonisation' et de reconnaître compétence à l'ONU pour décider du degré d'autonomie d'un territoire."

Le Rapporteur poursuit :

"L'Assemblée ne saurait ..., sans excéder ses pouvoirs, désigner les territoires auxquels un processus de décolonisation serait applicable, ni imposer aux pays concernés le processus de décolonisation qu'il leur incomberait d'appliquer."

Et je termine la citation du Rapporteur :

"La France, pays souverain, est seule habilitée à juger de l'opportunité de permettre à ses territoires d'outre-mer qui, aux termes de la Constitution, sont des collectivités territoriales de la République, d'exercer leur droit à l'autodétermination. Les décisions du Comité spécial de décolonisation, dont la composition est d'ailleurs loin de garantir l'impartialité et la compétence en matière de droits démocratiques, sont donc pour elle sans portée."

Comme vous avez pu le constater, la position française est claire et il faut savoir que du côté de Paris, on n'a pas l'intention de céder. Et les grandes manoeuvres de la diplomatie française depuis quelques semaines dans certains pays de la région, destinées à marchander peut-être un silence contre un autre silence - et je pense au Timor oriental - ne sont pas faites pour nous rassurer.

La France a cessé de transmettre en 1947 des renseignements conformément à l'Article 73 e de la Charte, au motif que le territoire avait évolué (document A/4096 du 8 avril 1959) et que la population jouissait de tous les droits (document A/915 du 14 juin 1949). Or, vous le savez, le peuple kanak est victime de mesures discriminatoires en matière foncière : 1 500 éleveurs ou agriculteurs d'origine européenne occupent 310 000 hectares de bonnes terres, alors que 35 000 éleveurs ou agriculteurs kanaks se partagent 190 000 hectares des réserves. Ces inégalités existent aussi dans d'autres secteurs : dans la fonction publique, où le nombre des Kanaks est inversement proportionnel à leur position hiérarchique;

M. Robert

c'est ainsi que l'on compte 0,5 % d'enseignants mélanésiens dans le secondaire et 17 % dans le primaire. Et nous ne sommes pas les seuls à le constater. Dans un communiqué de presse publié en mars 1987, et dont vous avez peut-être lu quelques extraits dans le Monde diplomatique de juillet dernier, un groupe de prêtres affirme qu'en Nouvelle-Calédonie :

"Un peuple entier, victime d'inégalités et de ségrégation est maintenu sous une domination coloniale en faveur d'une majorité électorale importée... La majorité électorale qui sert d'alibi au maintien du statu quo est principalement composée de groupes sociaux immigrés, qui n'ont en commun que les avantages offerts par le pouvoir colonial en contrepartie du soutien qu'ils lui apportent."

Aujourd'hui, le problème le plus préoccupant est celui posé par le référendum qui va permettre à des citoyens français métropolitains d'imposer le maintien d'un statut colonial. En effet, les derniers renseignements donnés par la France sur la Nouvelle-Calédonie comptabilisaient 30 489 Kanak pour une population totale de 59 889 habitants (document A/178 du 5 novembre 1946). En 1987, ces mêmes Kanak ne représentent plus que 43 % de la population. Les arrivées successives d'Européens ont rendu les Kanak minoritaires dans leur propre pays. Votre comité et l'Assemblée générale ont condamné, au document A/35/413 du 27 août 1980, cet

"afflux systématique dans les territoires sous domination coloniale d'immigrants et de colons venus de l'extérieur, qui bouleverse la composition démographique de ces territoires et peut être un obstacle majeur à l'exercice véritable du droit à l'autodétermination et à l'indépendance par les habitants de ces territoires."

Le Gouvernement français vient de durcir sa position en indiquant, par la voix de son ministre des Départements et territoires d'outre-mer, que "les abstentions enregistrées lors du référendum n'auraient aucune signification politique". Il a d'autre part interdit une marche pacifique "pour la kanaky". La situation risque de se dégrader. Certains, en Nouvelle-Calédonie, envisagent même des formules de partition du territoire. L'exemple de Mayotte n'a pas suffi.

Nous gardons néanmoins espoir, avec Jean-Marie Tjibaou, qui écrivait dans l'Avenir calédonien, en avril 1987 :

"J'ai confiance dans le peuple de France, celui de la Déclaration des droits de l'homme, de la résistance aux fascistes, de la décolonisation des années 60. Mais ce peuple sait-il que le peuple kanak - mon peuple - a été et demeure colonisé?"

M. Robert se retire.

Sur l'invitation du Président, Mme Jeanne M. Woods (Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques prend place à la table du Comité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à Mme Woods.

Mme WOODS (Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais exprimer la gratitude de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques pour lui avoir permis de prendre la parole au Comité à propos de la question de la Nouvelle-Calédonie. L'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques est une organisation internationale non gouvernementale dont les comités membres sont répartis dans plus de 80 pays d'Afrique et d'Asie. Comme le Comité le sait peut-être, l'organisation est née de la lutte contre le colonialisme. Parmi ses fondateurs l'on compte Patrice Lumumba et Amilcar Cabral, qui ont tous deux donné leur vie pour cette cause sacrée. Les mouvements de libération qui ont constitué nos premiers membres sont devenus des partis politiques d'Etats indépendants. C'est pourquoi cette question nous intéresse tout particulièrement, et nous nous félicitons de la décision prise par l'Assemblée générale lorsqu'elle adopte, le 2 décembre 1986, la résolution 41/41 A, par laquelle la Nouvelle-Calédonie a été réinscrite sur la liste des territoires non autonomes du Comité spécial.

Bien sûr, notre premier point de référence est la Charte des Nations Unies elle-même qui prévoit, parmi les objectifs de l'Organisation, de

"Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes..."

Quinze ans plus tard, le 14 décembre 1960, la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a codifié les principes existants du droit international coutumier, principes qui ont essentiellement vu le jour grâce à la lutte déterminée des peuples contre l'oppression coloniale.

Une situation coloniale classique prévaut en Nouvelle-Calédonie. Après 134 ans de domination française, l'économie du pays est caractérisée par une dépendance quasi totale de l'exportation d'un seul produit, le nickel, qui représente 80 % de l'ensemble des exportations, par la nécessité d'importer des biens d'équipement, des biens de consommation et même des produits alimentaires

Mme Woods

ainsi que par l'existence de subsistance de la population indigène, dont 50 % est en chômage. La population kanak a été déplacée de force de ses terres et parquée dans des réserves rappelant les bantoustans d'Afrique du Sud. Elle ne possède pas la nationalité française; elle n'a que la citoyenneté et elle est sujette à une présence militaire toujours plus importante, qui fait qu'il y a un officier pour sept Kanak.

A l'alinéa 4) du paragraphe 3 du dispositif de sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, l'Assemblée générale a invité les Etats Membres à prendre des dispositions visant à

"prévenir l'afflux systématique d'immigrants étrangers vers les territoires coloniaux, qui porte atteinte à l'intégrité et à l'unité sociale, politique et culturelle des populations se trouvant sous domination coloniale."

Cependant la France a pris des mesures allant directement à l'encontre de ce mandat, mesures qui ont eu pour résultat de faire du peuple kanak une minorité sur son propre territoire. Les politiques d'immigration de la puissance coloniale, notamment depuis 1953, font que ce référendum n'est qu'un simulacre.

Mme Woods

L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie est inévitable du point de vue historique. Les tactiques de la France ne peuvent pas l'empêcher; elles ne peuvent que retarder cette évolution. Mais une grande effusion de sang est à craindre si les normes universellement reconnues et les véritables aspirations du peuple kanak sont ignorées.

Pourquoi la France est-elle opposée à une Kanaky indépendante? C'est que non seulement le territoire est riche d'un point de vue minéral, mais il est situé dans une région d'importance stratégique pour le programme d'armements nucléaires de la France. Le Front de libération nationale kanak socialiste s'est engagé à poursuivre une politique de paix dans le Pacifique sud, qui inclurait l'interdiction de tous essais nucléaires et de toute base qui contiendrait des armes nucléaires. D'autre part, la politique coloniale du Gouvernement français, avec ses plans d'expansion militaire et nucléaire dans la région du Pacifique sud, est une menace directe à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans la région, et pourrait avoir de graves répercussions sur la paix et la sécurité internationales.

L'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques (AAPSO) se félicite de la position que le Forum du Pacifique sud a adoptée lors de sa réunion au sommet en mai de cette année et l'appuie. Nous nous associons aux pays du Forum et aux Etats membres du Mouvement des non-alignés pour demander une transition sans entraves vers l'indépendance. Nous lançons un appel à la France pour qu'elle abandonne le référendum qu'elle prévoit, qui serait absolument incompatible avec l'exercice authentique du droit à l'autodétermination, et qui a été complètement rejeté par les représentants légitimes du peuple kanak.

Nous lançons en outre un appel au Comité spécial des Vingt-Quatre pour qu'il recommande à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, d'organiser un référendum en Nouvelle-Calédonie sous les auspices des Nations Unies, conformément aux principes et pratiques universellement acceptés en matière d'autodétermination et d'indépendance.

Mme Woods se retire.

Sur l'invitation du Président, M. Arthur Lewis prend place à la table du Comité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à M. Lewis.

M. LEWIS (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Président pour l'occasion qui m'est donnée de présenter une pétition au Comité, sur l'octroi de l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie.

Je suis docteur en médecine et j'ai vécu et travaillé dans le Pacifique sud. Je connais bien la culture, les coutumes, les conditions de vie et la situation économique et politique des peuples du Pacifique sud. Je suis membre d'une organisation, les Amis de Vanuatu, dont la fonction est de recueillir des informations au sujet du Pacifique sud à l'usage de l'Amérique du Nord.

La Nouvelle-Calédonie est un pays du Pacifique sud, peuplé de Mélanésiens. La Nouvelle-Calédonie a été colonisée au XIXe siècle et, depuis lors, les Mélanésiens souffrent toujours de conditions de vie cruelles.

Le peuple mélanésien de Nouvelle-Calédonie lutte depuis longtemps pour son indépendance. Nous appuyons le peuple mélanésien et le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) dans leur lutte pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

En Nouvelle-Calédonie, les Mélanésiens ont organisé pour la semaine prochaine une démonstration en faveur de l'indépendance. Les autorités coloniales ont interdit cette manifestation. Nous demandons à la communauté internationale d'appuyer le mouvement kanak, le peuple mélanésien et le FLNKS dans leur lutte pour l'indépendance.

M. Lewis se retire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons ainsi terminé les auditions sur cette question. Au nom du Comité et en mon nom propre, je voudrais remercier les pétitionnaires pour leurs déclarations et les informations qu'ils ont apportées au Comité.

Je donne la parole à la représentante du Samoa.

Mme MAUALA (Samoa) (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui au nom des sept pays du Forum du Pacifique sud qui sont Membres des Nations Unies : l'Australie, Fidji, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, les Iles Salomon et Vanuatu.

Comme c'est la première fois que ma délégation prend la parole au Comité spécial cette année, je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à la présidence de cet important comité. Nous sommes certains que sous votre direction, le Comité spécial continuera de défendre les intérêts des territoires et peuples coloniaux, conformément aux principes énoncés dans la Charte.

Mme Mauala (Samoa)

Lorsque l'Assemblée générale, à sa quarante et unième session, a adopté la résolution 41/41 A, elle a traduit le jugement catégorique de la communauté internationale selon lequel la Nouvelle-Calédonie est un territoire non autonome administré par la France. Ce faisant, l'Assemblée générale a déterminé non seulement que la Déclaration sur la décolonisation de 1960 - la résolution 1514 (XV) - et les résolutions suivantes pertinentes de l'Assemblée générale s'appliquent à la Nouvelle-Calédonie, mais que les directives et les principes énoncés dans ces documents et la Charte doivent être suivis et appliqués en Nouvelle-Calédonie. La résolution 41/41 A confiait également au Comité spécial sur la décolonisation la lourde responsabilité de veiller à ce que les principes et pratiques de décolonisation des Nations Unies soient respectés et que les intérêts des populations du territoire soient dûment sauvegardés.

Faisant partie du Pacifique sud, la Nouvelle-Calédonie préoccupe tout particulièrement les autres pays de la région. Nos dirigeants ont donc suivi de près les événements sur ce territoire et se sont efforcés d'utiliser leurs bons offices pour assurer que le processus de décolonisation soit appliqué de façon ordonnée, pacifique et acceptable. Ils l'ont fait collectivement, par le truchement du Forum du Pacifique sud, qui comprend maintenant 15 pays de la région.

Les chefs de gouvernement du Forum du Pacifique sud se réunissent chaque année pour discuter de questions d'intérêt mutuel aux niveaux régional et international. Au cours de leur réunion à Apia, capitale des Samoa occidentales, à la fin du mois de mai, la Nouvelle-Calédonie figurait de façon proéminente dans leurs discussions. Les chefs de gouvernement ont étudié et discuté longuement les problèmes de la Nouvelle-Calédonie et la façon d'arriver à une solution acceptable. Ils ont manifesté leur préoccupation profonde et continue devant la situation qui règne en Nouvelle-Calédonie.

Les gouvernements de la région pensent fermement qu'un référendum supervisé par les Nations Unies et conforme aux pratiques et principes universellement acceptés en matière d'autodétermination aboutira à une solution pacifique des problèmes de Nouvelle-Calédonie. Ils estiment que seul un acte d'autodétermination de cet ordre offrirait un choix libre, sincère et authentique, toutes les options étant disponibles, sans menace de conséquences punitives, contrairement au référendum que propose actuellement le Gouvernement de la France. En outre, tout acte d'autodétermination doit être précédé d'un programme global d'éducation politique dans lequel toutes les options sont pleinement expliquées.

Mme Mauala (Samoa)

Les dirigeants du Forum ont réitéré leur plein appui à une transition rapide et pacifique vers une Nouvelle-Calédonie indépendante, qui respecte les droits innés et acquis de la population autochtone, de façon à garantir les droits et les intérêts de tous les habitants de la société multiraciale du territoire. Ils ont une fois encore exprimé leurs graves inquiétudes au sujet de la politique suivie par la France en Nouvelle-Calédonie, qui aurait pour effet, à leur avis, de semer la discorde et conduirait à la catastrophe. Le fait que le Gouvernement français insiste pour tenir un référendum dans lequel la majorité de la population autochtone a dit qu'elle ne participerait pas est considéré comme un exercice futile et a été complètement rejeté par nos chefs de gouvernement. A leur avis, devraient être électeurs uniquement ceux qui résident depuis longtemps en Nouvelle-Calédonie et qui peuvent démontrer leur attachement à ce pays. Les chefs de gouvernement ont souligné que l'opération dépourvue de sens qui est proposée pour le 13 septembre ne pourrait en aucun cas servir de base à une politique d'avenir en Nouvelle-Calédonie et ils ont lancé un appel à la France pour qu'elle renonce à ce référendum.

Mme Mauala (Samoa)

Les dirigeants du Forum ont réaffirmé leur engagement d'encourager le dialogue entre toutes les parties. En fait, ils étaient prêts à envoyer une délégation à Paris pour discuter la question avec le Gouvernement français, si la France souhaitait verbalement un dialogue propre à conduire à la solution pacifique des problèmes en Nouvelle-Calédonie. Mais à notre grande consternation, malgré les efforts des leaders du Forum, la France n'a pas jugé bon d'entamer un dialogue concret. Le Gouvernement français, face à l'opposition manifestée par les leaders du Forum et par la vaste majorité de la population autochtone de la Nouvelle-Calédonie, poursuit ses plans prévus pour le 13 septembre.

En outre, bien que la Nouvelle-Calédonie ait été réinscrite sur la liste des territoires non autonomes conformément à la résolution 41/41 A de l'Assemblée générale, la France n'a pas répondu aux appels de l'Assemblée générale et du Comité spécial l'invitant à coopérer avec celui-ci et à communiquer des renseignements sur le territoire, tel que stipulé à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte - obligation que la France a acceptée lorsqu'elle a signé la Charte. Cette attitude négative de la France devra faire l'objet du jugement de la communauté internationale, d'autant plus que la France est l'un des membres fondateurs de cette assemblée mondiale des nations et membre permanent du Conseil de sécurité.

Les membres du Forum se félicitent de l'appui ferme qu'a recueilli, lors de la quarante et unième session de l'Assemblée générale, la résolution 41/41 A, par laquelle l'Assemblée décidait de réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes. Aux termes de cette résolution, la responsabilité de l'examen de la situation dans le territoire repose en première instance sur le Comité des Vingt-Quatre, auquel incombe, dans une optique encore plus large, la tâche historique d'assurer l'applicabilité et la mise en oeuvre continues de l'un des grands principes qui sont à la base de la transformation du monde moderne : l'autodétermination et l'indépendance sous les auspices des Nations Unies.

A cet égard, nous nous félicitons de l'intérêt manifesté pour la décision prise par le Comité à sa séance du 17 mars 1987. Lors de cette séance, après les déclarations détaillées des représentants de la population autochtone de la Nouvelle-Calédonie, le Comité a manifesté clairement sa volonté que soit mis en route le processus d'évolution pacifique vers l'autodétermination en Nouvelle-Calédonie.

Dans ce contexte, les membres du Forum qui sont membres des Nations Unies estiment que le Comité doit absolument réitérer sa requête auprès de la France pour

Mme Mauala (Samoa)

qu'elle communique des renseignements conformément à l'alinéa e de l'Article 73, et qu'elle s'acquitte ainsi de l'obligation qu'elle a contractée au titre de la Charte. Nous lançons également un appel à la France pour qu'elle reprenne le dialogue avec tous les secteurs de la population de la Nouvelle-Calédonie en vue de faciliter rapidement un acte d'autodétermination libre et authentique, auquel participeraient tous les secteurs de la population, conformément aux principes et pratiques des Nations Unies. Nous répétons que cet acte d'autodétermination doit être organisé sous les auspices des Nations Unies. Un tel acte dissiperait les préoccupations qu'ont si souvent manifestées les dirigeants des pays de la région et permettrait la transition juste et pacifique souhaitée si ardemment par les gouvernements de la région et la population de la Nouvelle-Calédonie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

M. LOHIA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) (interprétation de l'anglais) : Au nom du Gouvernement et du peuple de la Nouvelle-Guinée, je voudrais vous transmettre, Monsieur le Président, nos plus sincères félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de ce très important comité. Nous vous remercions vous-même, Monsieur le Président, vous-même et les membres du Comité, de nous donner l'occasion de manifester notre solidarité avec le peuple de la Nouvelle-Calédonie dans la lutte juste et sincère qu'il mène pour une liberté et une indépendance totales.

C'est vraiment un plaisir pour ma délégation de vous voir, Monsieur le Président, présider ce comité, non seulement en raison de votre compétence mais aussi en raison de la contribution et de l'attachement de votre pays au processus de décolonisation dans le monde entier. Ma délégation est convaincue que vous vous acquitterez brillamment des importantes responsabilités qui vous sont confiées.

Je voudrais, tout d'abord, associer pleinement mon gouvernement à la déclaration que vient de faire la représentante du Samoa au nom du Forum du Pacifique sud.

Ma délégation est certaine que les membres du Comité spécial sont au courant de la situation en Nouvelle-Calédonie. Les représentants du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) ont éloquentement exposé devant le Comité la situation qui règne en Nouvelle-Calédonie, lors de la séance de mars dernier. C'est pourquoi ma délégation n'est pas venue devant le Comité pour s'étendre sur la situation coloniale de la Nouvelle-Calédonie.

M. Lohia (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Le droit des peuples colonisés à l'indépendance non seulement a été reconnu officiellement mais a été également exercé dans la plus grande partie du monde. Néanmoins, le chien à l'agonie du régime colonial continue de s'agiter, retenant obstinément entre ses crocs la Nouvelle-Calédonie et paraissant, de temps à autre, vouloir frapper violemment de la queue ses voisins.

Il ne fait pas de doute que la Nouvelle-Calédonie est une colonie de la France. Suggérer le contraire, c'est de l'obstination. La population autochtone de la Nouvelle-Calédonie, les Kanak, sait bien qu'elle vit sous un régime colonial. Les habitants d'autres îles du Pacifique partagent cette opinion, de même que les Nations Unies. Et pourtant le Gouvernement français, en violation flagrante de l'opinion internationale, continue de nier aux Kanak leurs droits légitimes.

La situation de la Nouvelle-Calédonie relève du colonialisme. L'Assemblée générale a réaffirmé le statut colonial de la Nouvelle-Calédonie par sa résolution 41/41 A, adoptée lors de sa dernière session. Dans cette résolution, l'Assemblée réaffirme la responsabilité constante de la France de décoloniser la Nouvelle-Calédonie, conformément aux principes et pratiques des Nations Unies.

Les pays du Forum du Pacifique sud sont plus que jamais déterminés à voir la Nouvelle-Calédonie parvenir à l'indépendance. Les pays du Forum et le FLNKS ne demandent rien que ne prescrive le mandat des Nations Unies. Ce que nous demandons relève donc de la compétence de ce Comité, qui est chargé de l'application de la Déclaration de 1960 sur la décolonisation et de l'application des résolutions connexes. A cet égard, le Comité spécial a un rôle essentiel à jouer pour garantir la transition pacifique de la Nouvelle-Calédonie vers l'autodétermination et l'indépendance. On ne saurait surestimer le rôle important du Comité à cet égard et à l'égard de toute autre situation coloniale.

Une profonde incertitude pèse sur la situation qui règne actuellement en Nouvelle-Calédonie, une incertitude née des desseins français visant à faire de la Nouvelle-Calédonie une partie de la France. Le Comité est conscient du refus persistant du Gouvernement français de coopérer avec les Nations Unies, qui renie ainsi les responsabilités qu'il s'est vu confier au titre de la Charte des Nations Unies en sa qualité d'Autorité administrante. Un tel mépris pour une si importante responsabilité est pour le moins paradoxal venant d'un pays qui est membre permanent du Conseil de sécurité et qui vante ses institutions démocratiques.

M. Lohia (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

La Nouvelle-Calédonie est un territoire colonial; il ne peut donc y avoir de défense pour le colonialisme. Il n'y a aucune raison d'accorder à la France le bénéfice du doute s'agissant de ses activités en Nouvelle-Calédonie. Les intérêts et la politique de la France en Nouvelle-Calédonie sont de toute évidence contraires aux principes et pratiques de la décolonisation.

M. Lohia (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Mon gouvernement se fait l'écho des pays membres du Forum du Pacifique sud pour condamner le prétendu référendum que le Gouvernement français organisera en Nouvelle-Calédonie le 13 septembre prochain. La population autochtone a énergiquement rejeté la consultation envisagée et elle boycottera ce semblant de référendum.

Qu'il me soit permis de réitérer la position du Forum du Pacifique sud à propos du référendum du 13 septembre. Le Forum :

"a noté que la France organisait hâtivement un référendum dans des conditions imposées par elle et qu'une fraction importante de la population autochtone avait proclamé, par l'intermédiaire de l'organisation qui la représentait, le FLNKS, qu'elle n'y participerait pas. Le Forum a rejeté totalement ce référendum. Etant donné les circonstances, une telle consultation serait un exercice futile qui aurait pour effet de semer la discorde et conduirait à la catastrophe. Le Forum a lancé un appel à la France pour qu'elle renonce à ce référendum." (A/AC.109/892/Add.2, p. 4)

Le référendum prévu est incompatible avec les dispositions de la Déclaration sur la décolonisation [résolution 1514 (XV)], de la résolution 1541 (XV) et des autres résolutions pertinentes. Voilà pourquoi mon gouvernement exhorte le Comité à dénoncer le référendum et à affirmer la nécessité, pour les Nations Unies, de jouer leur rôle dans le processus d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie.

Mon gouvernement est effaré par l'indifférence du Gouvernement français à l'égard de certains problèmes cruciaux concernant la Nouvelle-Calédonie, celui de du droit de vote notamment. Franchement, pourquoi organiser un référendum ou un scrutin sur l'autodétermination si la question du droit de vote n'est pas dument réglée. Mon gouvernement juge que seuls les Kanak et les résidents installés de longue date en Nouvelle-Calédonie doivent pouvoir participer au scrutin sur l'autodétermination. La Puissance administrante doit engager le dialogue avec le peuple de la Nouvelle-Calédonie pour régler ce problème-ci et d'autres.

Les Kanak sont les descendants des habitants originels de la Nouvelle-Calédonie. Ils sont de Kanaky, comme ils appellent la Nouvelle-Calédonie, et la Kanaky leur appartient. Suggérer que des résidents de fraîche date ou temporaires venus de France métropolitaine soient autorisés à décider de l'avenir politique du pays est de toute évidence injuste. Le Gouvernement français n'en maintient pas moins sa position qu'il assortit d'une intimidation armée.

Le Forum suit de près l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie et voyant que la France fait fausse route, qu'elle s'est engagée sur une voie

M. Lohia (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

dangereuse, il insiste pour que le Comité spécial prenne dès maintenant les mesures qui s'imposent. Ma délégation entend l'écho de l'Algérie et de l'Indochine se répercuter clairement en Nouvelle-Calédonie.

Mon gouvernement se déclare une nouvelle fois préoccupé de voir la France renforcer sa présence militaire en Nouvelle-Calédonie. En effet, il y a maintenant en Nouvelle-Calédonie un soldat français pour six ou sept Kanak hommes, femmes et enfants réunis. Si - comme la France essaie de le faire croire à certains - le mouvement d'indépendance n'est pas si considérable en Nouvelle-Calédonie, on est en droit de se demander pourquoi elle a jugé nécessaire d'y déployer plus de 6 000 soldats. L'armée est également accusée d'intimider et de provoquer sans raison les Kanak pour tenter de discréditer le FLNKS, représentant légitime et authentique du peuple de la Nouvelle-Calédonie.

La France doit admettre que la Nouvelle-Calédonie est un territoire colonial et, partant, que son autodétermination et son indépendance sont inévitables. Il incombe à la Puissance administrante la responsabilité d'atteindre paciquement cet objectif.

Par votre intermédiaire, Monsieur le Président, nous exhortons la France à s'acquitter des obligations que lui confère la Charte en sa qualité de Puissance administrante et à octroyer immédiatement, en coopération avec les Nations Unies, l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie.

Le Comité des Vingt-Quatre sert de lien, ô combien précieux, entre les peuples colonisés et les Nations Unies. Point n'est besoin de rappeler que les membres du Comité se sont vu confier la grave responsabilité de parachever le processus de décolonisation. Nul doute que les membres du Comité sont quelquefois soumis à des pressions qui menacent leur impartialité. Nous espérons sincèrement que les principes triompheront de ces tendances qu'il convient de condamner.

Nous rendons hommage au Comité pour le travail accompli jusqu'ici. Il peut compter sur la coopération de ma délégation pour l'aider à s'acquitter de son mandat.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de la Nouvelle-Zélande.

M. ARMSTRONG (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier le Comité de l'occasion qui nous est donnée de parler de cette importante question et de dire combien nous nous félicitons que ce soit sous votre présidence éclairée.

M. Armstrong (Nouvelle-Zélande)

Il y a neuf mois, lorsque l'Assemblée générale a réinscrit la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes, la Nouvelle-Zélande avait espéré que cela conduirait à une réévaluation des prémisses sur lesquelles la récente administration du territoire de la Nouvelle-Calédonie était fondée. Nous craignons que le dernier changement de politique de la Puissance administrante compromette l'harmonie dans le territoire et y sème la division. Nous avons espéré que, voyant les yeux de la communauté internationale tournés vers elle, la France se déciderait à promouvoir la réconciliation entre les communautés du territoire et à réunir le consensus nécessaire à la stabilité du pays à long terme. Nous pensons de la sorte, non seulement parce que la Nouvelle-Zélande adhère aux principes arrêtés dans la Déclaration sur la décolonisation qui sont applicables à la Nouvelle-Calédonie, mais aussi parce qu'une Nouvelle-Calédonie stable, sûre et prospère doit être l'une des pierres angulaires de la stabilité et de la sécurité de toute la région du Pacifique sud où la Nouvelle-Calédonie et la Nouvelle-Zélande sont de proches voisins.

Voilà pourquoi la Nouvelle-Zélande est déçue que l'on fasse si peu de cas de ses préoccupations et de ses intérêts. Nous constatons à regret ce qui nous paraît être une politique ne tenant pas suffisamment compte des préoccupations et des solutions à long terme et qui laisse entrevoir pour l'avenir un plus grand affrontement et une plus grande division dans le territoire. Nous nous sommes efforcés, par le biais du Forum du Pacifique sud aussi bien que dans le cadre de nos contacts réguliers avec la France - pays ami de longue date de la Nouvelle-Zélande - de faire connaître et partager ces préoccupations. Nous entendons qu'il n'y ait pas le moindre doute quant aux sentiments qui guident la Nouvelle-Zélande. Nous n'avons aucune animosité envers la France, mais nous sommes profondément préoccupés pour notre région et nous nous demandons quel rôle la France sera en mesure de jouer dans le Pacifique sud à l'avenir. Nous ne nous opposons pas à la présence de la France dans le Pacifique sud. Mais la France, à l'instar des autres pays métropolitains qui ont récemment développé ou redeveloppé des relations étroites avec les pays de la région, doit tenir pleinement compte des vues et des sentiments des peuples de la région. Quant au droit à l'autodétermination et à l'indépendance, il est l'un des principes auxquels le Pacifique sud soit le plus attaché.

Et voilà que, dans la région, nous serons bientôt confrontés à un référendum en Nouvelle-Calédonie, référendum qui, à en juger par le débat qui a eu lieu au

M. Armstrong (Nouvelle-Zélande)

Parlement français au début de l'année quand a été votée la loi de référendum, soulève toutes sortes de questions au sein de l'opinion publique française qui se demande ce qu'il pourrait bien résoudre dans les circonstances actuelles. Le Président de la République lui-même a précisé le 18 février que, tout en reconnaissant que la politique relève de la responsabilité du gouvernement, il considérerait de son devoir d'exprimer son désaccord.

Un référendum qui n'offre pas tout l'éventail des choix comme le recommande la pratique et les directives des Nations Unies est un référendum boiteux. Il ne peut en aucun cas être considéré comme un libre choix lorsque la Puissance administrante s'emploie à promouvoir un choix particulier et quand les forces gouvernementales sont utilisées à cette fin. Un processus de préparation où les choix autres que l'option préférée par la Puissance administrante ne sont pas présentés ou pas suffisamment expliqués est une autre lacune. De même, une période de préparation pendant laquelle seul un dialogue limité a eu lieu dans le territoire et où une forte présence militaire se fait sentir n'est certainement pas un climat propice pour qu'un pays réfléchisse librement et en toute impartialité à son avenir à long terme. Autrement dit, une consultation politique qui oblige une importante partie de la communauté à rejeter ledit processus est nécessairement imparfaite.

M. Armstrong (Nouvelle-Zélande)

La France connaît très bien ces lacunes. Elle peut continuer d'essayer de rechercher seule ses propres solutions aux complexités de la situation en Nouvelle-Calédonie ou, comme l'espère la Nouvelle-Zélande, elle peut décider d'encourager la discussion et le dialogue de façon à tirer profit du concours et de la compréhension que la communauté internationale peut lui offrir.

La Nouvelle-Zélande apportera son plein appui, le moment voulu, à tout acte d'autodétermination qui soit conforme aux principes et pratiques établis sous l'égide des Nations Unies tout au long de ces 25 dernières années. Nous ne sommes pas ici pour donner des directives au peuple de Nouvelle-Calédonie ou au Gouvernement français sur la façon d'administrer le territoire. Nous sommes ici pour manifester notre désir et notre profond souci de voir s'instaurer un processus authentique d'autodétermination fondé sur l'accord et la coopération en Nouvelle-Calédonie.

Le projet de résolution dont le Comité est saisi ne vise pas autre chose. C'est pourquoi mon gouvernement espère sincèrement que le projet de résolution, comme la décision adoptée antérieurement par le Comité le 17 mars, bénéficiera de l'appui unanime des membres du Comité.

La question qui préoccupe actuellement la Nouvelle-Zélande et ses partenaires du Forum du Pacifique sud ne concerne pas le résultat du vote dénaturé qui doit avoir lieu dans quelques semaines, bien que les divisions et les tensions qu'il menace de provoquer continuent de nous inquiéter profondément. Ce qui nous préoccupe, c'est l'avenir. C'est la raison pour laquelle la Nouvelle-Zélande s'associe aux autres membres du Forum qui, intervenant dans le débat, ont demandé au Comité d'adopter une résolution axée sur l'avenir, une résolution dont l'objectif ne soit pas l'affrontement ni la condamnation mais qui s'efforce plutôt d'assurer un engagement de mettre en oeuvre de façon appropriée et pacifique la Déclaration relative à la décolonisation en Nouvelle-Calédonie, en coopération, nous l'espérons fermement, avec le Gouvernement de la France.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant des Iles Salomon.

M. SISILO (Iles Salomon) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais remercier le Comité de me permettre de prendre la parole pour exposer la position de mon gouvernement sur cette question très importante. Ce faisant, Monsieur le Président, je vous donne une fois de plus l'assurance de la confiance et de la très haute considération qu'inspirent à mon gouvernement les fonctions du Comité.

M. Sisilo (Iles Salomon)

J'aimerais également transmettre au Comité les salutations du Gouvernement et du peuple des Iles Salomon; nous formons les voeux les meilleurs à l'adresse du Comité et lui souhaitons plein succès dans ses délibérations.

Les Iles Salomon désirent également saisir cette occasion pour renouveler et réaffirmer leur appui constant à l'excellent travail accompli par les Nations Unies d'une manière générale et, en particulier, le travail réalisé par le Comité s'agissant de l'importante tâche de décolonisation. L'expérience a prouvé qu'en dépit d'une opposition formidable, le Comité spécial a réussi à faire beaucoup pour aider des millions de gens à travers le monde dans leur lutte pour la liberté et l'autodétermination et contre le dogme du colonialisme.

C'est en reconnaissant pleinement les fonctions du Comité et tout à fait conscientes de ses réalisations que les Iles Salomon désirent exposer une fois de plus leur position sur la question de la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie et demander humblement l'aide et la participation du Comité au processus de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie, pour assurer que ce processus se déroule sans heurt et conformément aux principes et pratiques établis des Nations Unies.

Les Iles Salomon réaffirment leur attachement et leur soutien inébranlable à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, indépendance qui, les pays de la région du Pacifique sud le savent, est le voeu de la population autochtone de ce territoire, les Kanak. Les Iles Salomon réaffirment que les Kanak ont le droit inaliénable à un acte d'autodétermination et d'indépendance. Nous regrettons que la France ne veuille pas laisser ce territoire du Pacifique qu'elle détient quitter la République. En même temps, les Kanak sont plus décidés que jamais à obtenir l'indépendance de leur patrie. C'est dans ce climat que nous sommes convaincus que le Comité a un rôle crucial à jouer. Nous croyons fermement qu'avec la participation du Comité, nombre de vies et de biens seront sauvés.

Les Iles Salomon sont très préoccupées par la politique actuelle du Gouvernement français en Nouvelle-Calédonie, notamment par le référendum qu'il se propose d'organiser et dont il accélère les préparatifs en dépit de la décision du FLNKS de ne pas y participer. Nous croyons pour notre part que le référendum ne mènera à rien, si ce n'est à la catastrophe. C'est pourquoi nous nous associons aux autres pays du Forum présents aux Nations Unies pour demander à la France de renoncer à ce référendum et de travailler étroitement avec le Comité afin de trouver une formule mieux adaptée au processus de décolonisation en Nouvelle-Calédonie. A cet égard, ma délégation souscrit sans réserve à la déclaration faite par la représentante du Samoa au nom du Forum du Pacifique sud.

M. Sisilo (Iles Salomon)

Les Iles Salomon continuent d'encourager le dialogue sur la question de la Nouvelle-Calédonie entre toutes les parties intéressées, notamment la participation active des Nations Unies. A cet égard, la tenue d'un référendum organisé sous l'égide des Nations Unies serait de la plus haute importance, car c'est la seule voie correcte et sensée à suivre. Nous affirmons vigoureusement que le Gouvernement français a l'obligation, en tant qu'Autorité administrante, de communiquer au Secrétaire général des renseignements sur la Nouvelle-Calédonie, comme le prévoit l'Article 73 e de la Charte et les décisions pertinentes de l'Assemblée générale.

Je réaffirme que les Iles Salomon sont fermement convaincues que, moyennant la participation active du Comité, la Nouvelle-Calédonie et son peuple - en particulier la population kanak - s'exprimera bientôt dans un acte d'autodétermination et d'indépendance légitimes. Tel est le souhait des Kanak de Nouvelle-Calédonie, souhait qu'appuient entièrement les Iles Salomon.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de l'Australie.

M. WOOLCOTT (Australie) (interprétation de l'anglais) : En sa qualité d'ancien membre du Comité - jusqu'en 1984, année où le dernier territoire australien, les îles des Cocos, a été décolonisé en étroite coopération avec le Comité -, la délégation australienne se réjouit particulièrement d'avoir l'occasion de faire une déclaration sur l'importante question de la Nouvelle-Calédonie dont le Comité est saisi. Nous sommes reconnaissants d'avoir été invités à le faire et désirons vous dire tout le plaisir que nous avons, Monsieur le Président, à vous voir occuper le fauteuil présidentiel.

L'adoption par l'Assemblée générale, le 2 décembre dernier, de la résolution 41/41 A, a attiré l'attention de la communauté internationale sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie. L'Australie s'est vivement félicitée de l'adoption de la résolution ainsi que de l'intérêt et de la sollicitude suscités par cette résolution. A notre avis, cet intérêt était tout à fait opportun, d'autant qu'il faisait écho aux préoccupations exprimées depuis plusieurs années au sujet des événements en Nouvelle-Calédonie par les pays de la région du Pacifique sud par la voix de notre association régionale, le Forum du Pacifique sud.

M. Woolcott (Australie)

Le débat qui a eu lieu à la dernière session de l'Assemblée générale traitait de principes fondamentaux. Par une majorité confortable, l'Assemblée a décidé que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux s'appliquait à la Nouvelle-Calédonie. Cette décision était juste et appropriée, car, à l'aune de tout critère raisonnable, la Nouvelle-Calédonie est un territoire non autonome tel que défini par l'Assemblée générale.

Neuf mois plus tard, le Comité a maintenant la possibilité d'examiner de plus près la situation dans le territoire et de se faire une idée des événements et de leurs rapports avec les principes énoncés dans les résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV). C'est une tâche importante dont le Comité s'est dûment acquitté en ce qui concerne de nombreux autres territoires non autonomes. Il devrait faire preuve de la même diligence et de la même préoccupation maintenant pour les principes fondamentaux de décolonisation dans le cas de la Nouvelle-Calédonie.

Que s'est-il passé ces neuf derniers mois, depuis l'adoption de la résolution 41/41 A par l'Assemblée générale, à sa dernière session? Le document de travail sur la Nouvelle-Calédonie (A/AC.109/892) et ses additifs, préparés par le Secrétariat, fournissent des renseignements de base utiles au Comité et je le recommande à l'attention des membres. D'autres éléments précieux ont également été offerts par les pétitionnaires. Je voudrais insister sur certains aspects particulièrement importants.

Comme dans toute situation coloniale, les dispositions de la Puissance administrante et ses relations avec le Comité sont d'une importance fondamentale. Comme on le sait, le Président par interim du Comité et vous-même, Monsieur le Président, avez eu des contacts personnels avec la délégation française à ce sujet et des lettres lui ont été envoyées pour lui faire part officiellement des sentiments de l'Assemblée générale et rechercher la coopération de la France avec le Comité afin qu'il puisse dûment s'acquitter du mandat dont l'a chargé l'Assemblée. Ces neuf mois se sont écoulés sans réaction du Gouvernement français, ce qui est tout à fait regrettable.

Il semblerait que la France ne souhaite pas coopérer avec le Comité. Les plans qu'elle prévoit pour le territoire devraient être mis au point conformément aux procédures établies et utilisées par le Comité depuis plus de 20 ans, y compris, ajouterais-je, dans le cas du territoire français des Afars et des Issas, qui est maintenant une république indépendante, membre des Nations Unies. Il n'y a toujours pas de coopération, cependant, même après l'appel lancé par le Comité,

M. Woolcott (Australie)

dans sa déclaration du 17 mars dernier, pour que la Puissance administrante coopère avec lui.

Le Gouvernement australien estime que la politique française en Nouvelle-Calédonie pâtit de l'absence d'un dialogue véritable avec tous les secteurs de la population - notamment avec une partie importante de la population autochtone et de leurs organisations représentatives - et du fait qu'elle méconnaît les pratiques et principes reconnus par les Nations Unies en matière d'autodétermination. Il en résulte malheureusement que les mesures prises par la Puissance administrante française en Nouvelle-Calédonie sont largement interprétées comme l'expression d'une conception unilatérale et prescrite pour l'avenir du territoire, concrétisée par le référendum qui doit avoir lieu le 13 septembre, dernier élément d'une série de mesures prises par la France pour traiter des problèmes du territoire.

Comme l'a déjà souligné mon ami et collègue - récemment de retour - le Représentant permanent de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les pays du Forum du Pacifique sud ont dit que le référendum en question aurait pour effet de semer la discorde et conduirait à la catastrophe. Mon gouvernement partage cette inquiétude au sujet du référendum. Pour éviter la discorde, les plans du Gouvernement français doivent prendre dûment en compte les aspirations et garantir les droits et les intérêts de tous les habitants de Nouvelle-Calédonie, particulièrement ceux de la population autochtone du territoire, dont la grande majorité ne participera probablement pas au référendum. La recette rapidement concoctée par ce référendum ne résoudra rien. Les problèmes fondamentaux persisteront, mais dans un cadre toujours plus polarisé et plus divisé, ne favorisant pas la stabilité à long terme. Dans une telle situation, les possibilités de violence pourraient s'accroître considérablement, et cela ne fait que renforcer l'inquiétude des voisins de la Nouvelle-Calédonie - les membres du Forum du Pacifique sud.

Il est nécessaire que nous nous étendions un peu plus longuement sur le référendum qui est proposé. Je voudrais demander à certains membres du Comité de le faire honnêtement et avec sincérité. Il ne s'agit pas d'un acte d'autodétermination organisé sous l'égide des Nations Unies. Les options offertes aux électeurs ne sont pas conformes à celles qui sont prévues dans la résolution 1541 (XV). Aucune invitation n'a été envoyée aux Nations Unies pour qu'elles observent le référendum ou en fassent rapport. Il n'y a pas eu de campagne systématique d'éducation politique, où les différents choix ont été pleinement

M. Woolcott (Australie)

expliqués à la population. En outre, la Puissance administrante s'est activement fait l'avocat d'un résultat précis. De ce fait, une proportion importante de la population de Nouvelle-Calédonie choisira de ne pas participer au référendum. On ne peut donc pas parler d'un acte normal d'autodétermination tenu sous les auspices des Nations Unies ni même de quelque chose d'approchant. Par conséquent, il ne règlera pas les problèmes du territoire et, de par sa nature, il risque même d'exacerber la situation déjà tendue qui règne en Nouvelle-Calédonie.

Voilà donc les raisons parmi d'autres qui ont conduit les membres du Forum du Pacifique sud à demander à la France de renoncer à son projet de référendum. Il convient de souligner que le Forum a déclaré à maintes reprises qu'il était prêt à nouer un dialogue avec le Gouvernement français. Lors de leur dernière réunion, à Auckland, en mars 1987, les ministres du Forum ont dit publiquement qu'ils étaient prêts à engager un dialogue avec la France et cette proposition a été officiellement transmise au Gouvernement français. Les chefs de gouvernement du Forum ont réitéré, en mai, cette volonté de dialogue avec la France. Comme pour la question de la coopération française avec le Comité spécial, aucune réponse officielle n'a été reçue. De l'avis de mon gouvernement, ce fut là une occasion perdue pour les pays du Forum et la France, leur voisin dans le Pacifique, d'envisager dans une perspective nouvelle et féconde les problèmes de Nouvelle-Calédonie. Dans le Pacifique, c'eût été le dialogue, la voie à suivre, plutôt qu'une politique dont les conséquences logiques n'auront rien de pacifique.

J'ai replacé à dessein le territoire de la Nouvelle-Calédonie dans son contexte en tant qu'entité du Pacifique parce que c'est là un élément géographique inévitable. Mais je tiens à souligner que la politique de l'Australie n'est pas de rejeter la France hors du Pacifique, comme on l'a parfois allégué et affirmé à tort. La présence de la France dans notre région remonte très loin et elle a apporté des avantages considérables à la région dans son ensemble, notamment dans les domaines économique et social. L'Australie comprend fort bien que la France, en tant que pays et civilisation au rayonnement mondial, souhaite maintenir ses bons offices et protéger ses intérêts dans le Pacifique. Pour l'Australie, c'est une aspiration naturelle. Ce que nous mettons en cause, ce sont les moyens, pas l'objectif. A notre avis, la politique française actuelle dessert les intérêts à long terme de la France et, si elle se poursuit, risque de rendre moins viable la participation continue de la France dans la région du Pacifique. Le résultat

M. Woolcott (Australie)

serait une région plus pauvre et moins diversifiée. La solution est entre les mains de la France. C'est la première année que le Comité spécial examine la situation en Nouvelle-Calédonie. Sa tâche est rendue plus compliquée du fait que la Puissance administrante n'a pas transmis d'informations sur le territoire au titre du Chapitre XI de la Charte.

M. Woolcott (Australie)

Ma délégation estime, cependant, que les autres documents dont est saisi le Comité compensent le manque d'informations; et il serait approprié, en fait nécessaire, que le Comité formule des conclusions et recommandations que l'Assemblée générale puisse examiner à sa quarante-deuxième session. Ma délégation voudrait proposer que le Comité spécial, lors de la rédaction de ces recommandations, tienne particulièrement compte des dispositions de la résolution 41/41 A, dont découle son mandat sur la Nouvelle-Calédonie.

Un certain nombre de principes importants viennent à l'esprit. On ne saurait, par exemple, sous-estimer la responsabilité de l'Autorité administrante s'agissant de l'autodétermination du territoire et de son développement économique et social. Il faut citer également l'obligation de l'Autorité administrante de communiquer des renseignements sur le territoire en vertu du Chapitre XI de la Charte.

Pour parvenir à la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie, il faut s'orienter vers un acte d'autodétermination libre et véritable sous les auspices des Nations Unies. Ma délégation espère qu'un tel événement sera bientôt possible en accord avec les principes et pratiques acceptés de l'autodétermination et de l'indépendance. Tant qu'un tel acte n'aura pas eu lieu, il est évident que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux continuera de s'appliquer au territoire de la Nouvelle-Calédonie.

En tant que nation du Pacifique, nous avons été impliqués inévitablement et, je crois profondément et fructueusement, dans les changements fondamentaux survenus dans notre région ces 25 dernières années, au cours desquelles la plupart de nos voisins ont accédé à l'indépendance ou à l'autonomie. Deux territoires australiens - Nauru et la Papouasie-Nouvelle-Guinée - ont fait partie de ce processus, dans lequel le Comité spécial a joué un rôle clef. La question de la Nouvelle-Calédonie offre la possibilité au Comité de continuer à s'acquitter de ses obligations à l'égard de la région du Pacifique et de faire en sorte que la population de la Nouvelle-Calédonie jouisse de la même protection et des mêmes droits que le Comité avait garantis aux autres territoires du Pacifique lors du processus qui les avait conduits à l'autodétermination. L'Australie est convaincue que le Comité assumera cette responsabilité historique et ma délégation oeuvrera avec vous, Monsieur le Président, et avec les membres du Comité à cette fin.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant du Vanuatu.

M. VAN LIEROP (Vanuatu) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, nous voudrions dire une fois de plus que nous sommes heureux de vous transmettre nos félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de cet important comité et nous vous félicitons de la manière dont vous vous acquittez de vos responsabilités. Nous renouvelons également notre engagement de coopérer avec vous, avec les autres membres du Comité et les membres du Secrétariat, aux efforts inlassables que font les Nations Unies dans l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et mettre un terme à toutes les formes de domination coloniale.

Pour ceux qui ne suivent pas de très près les travaux des Nations Unies, il peut sembler étrange que le colonialisme soit encore une préoccupation importante de cette instance mondiale. Pourtant, 42 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale et la création des Nations Unies et 27 ans après l'adoption de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, il est encore des puissances administrantes qui agissent comme si les textes sur la décolonisation ne leur étaient pas applicables. Il existe encore des territoires dont les peuples, aujourd'hui, ont presque aussi peu à dire quant à leur avenir que leurs parents il y a 30 ans, ou leurs grands-parents il y a 50 ans.

N'étaient les travaux du Comité, du Secrétariat et l'opinion publique internationale - comme le montrent ceux qui présentent des pétitions au Comité et comme le reflètent les votes de l'Assemblée générale -, les enfants et les petits-enfants de ceux qui sont encore colonisés aujourd'hui pourraient ne pas avoir, dans leur vie, plus à dire quant à leur avenir que ceux qui vivent encore aujourd'hui sous le colonialisme.

Nous ne disons rien de nouveau, lorsque nous proclamons que le colonialisme était et reste une aberration dans le processus révolutionnaire du développement de l'homme. Les grandes disparités de richesse qui existent entre individus et entre nations sont dans une large mesure dues au colonialisme. Nombre des contradictions et conflits ethniques, religieux et intercommunautaires, dont souffre l'humanité aujourd'hui, ont été exacerbés, sinon créés, par les politiques coloniales passées et présentes. La maladie, l'analphabétisme et le désespoir que le monde connaît aujourd'hui proviennent, dans une large mesure, du colonialisme.

Les êtres humains ne sont pas, de toute évidence, une espèce parfaite. Il est certain que tous les maux dont souffre le monde aujourd'hui ne peuvent être

M. Van Lierop (Vanuatu)

attribués au colonialisme. En toute probabilité, les guerres, la pauvreté, le racisme, l'intolérance religieuse, la discrimination sexuelle et autres imperfections humaines auraient existé même si le colonialisme n'avait jamais existé. Néanmoins, le colonialisme est l'une des sources principales de tous les maux dont souffre notre planète.

Certains souhaitent que le monde soit frappé d'amnésie historique lorsqu'il est question de colonialisme. Ils préfèrent, aujourd'hui, souligner ce qu'ils appellent les "avantages" du colonialisme et les gloires passées des anciens empires coloniaux. Quelques avantages ont effectivement résulté du colonialisme. Mais la plupart de ces avantages sont allés aux métropoles et très peu, sinon aucun, aux peuples colonisés. Ce qui devrait être évident, même pour l'observateur le plus myope, c'est que les peuples et les nations en auraient tiré des avantages beaucoup plus considérables, si les relations économiques et politiques avaient été fondées sur une amitié sincère et un respect mutuel, plutôt que sur la conquête par la force des armes et la domination coloniale.

Aujourd'hui, en l'an 1987, certains ne souhaitent pas qu'on leur rappelle comment ils ont acquis leur richesse et comment ils en sont venus à administrer certaines territoires. Plutôt que de redresser les injustices passées ou même présentes, ils feignent l'innocence et prétendent que ceux qu'ils ont dépossédés ont soit cessé d'exister soit abandonné à tout jamais leurs droits innés.

Ainsi, ceux qui ne veulent rien de plus que la justice sont étiquetés militants; ceux qui veulent l'égalité sont étiquetés extrémistes; ceux qui défient l'autorité coloniale sont étiquetés terroristes. De la Namibie à la Nouvelle-Calédonie, l'histoire se répète.

Malgré les étiquettes qu'utilisent certains administrateurs coloniaux et leurs apologistes, dans la plupart des cas, leurs adversaires sont tout simplement des êtres humains préoccupés et soucieux. La plupart d'entre eux sont des parents, qui comme partout ailleurs luttent pour leurs enfants. Certains sont des étudiants, certains des professeurs, certains des leaders religieux. Tous aiment leur peuple et sont nationalistes ou, pour employer un terme plus familier à ceux qui préfèrent les étiquettes, tous sont patriotes au sens le plus sincère. L'injustice la plus grave qui leur soit faite, c'est peut-être de présenter sous un mauvais jour ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent.

Certes, chaque situation coloniale a ses propres caractéristiques. Nous ne voulons pas suggérer que deux territoires quelconques soient semblables dans tous

M. Van Lierop (Vanuatu)

les détails. L'Afrique du Sud est unique et se tient à l'écart comme un paria international. Aucune autre nation ne lui est proche dans son ignorance et son injustice institutionnalisées.

La Nouvelle-Calédonie, par contre, est administrée par une nation éclairée possédant une ferme tradition démocratique. Vanuatu respecte profondément la France et la chérit en tant qu'amie. Néanmoins, la Charte interdit le colonialisme, même le plus bienveillant - et le colonialisme qui sévit en Nouvelle-Calédonie est loin d'être bienveillant.

Quelle que soit la valeur que nous accordons à notre amitié avec la France et à sa contribution à l'humanité en général et dans notre région en particulier, le fait demeure que, comme la plupart des Membres des Nations Unies, nous sommes attachés à une politique et un programme de décolonisation. En outre, nous ne pouvons permettre que notre amitié pour la France nous rende sourds aux griefs du peuple colonisé de la Nouvelle-Calédonie et aveugles aux efforts qu'il déploie pour recouvrer son indépendance.

Ceux qui connaissent la géographie du Pacifique sud savent pourquoi le Vanuatu se préoccupe de la situation coloniale qui peut à tout moment exploser en Nouvelle-Calédonie. Ceux qui connaissent l'histoire du passé colonial du Vanuatu et de sa lutte pour recouvrer son indépendance peuvent comprendre l'appui du Vanuatu au peuple kanak et à son représentant légitime, le FLNKS. Ceux qui connaissent l'appui du Vanuatu aux autres mouvements favorables à l'indépendance dans le Pacifique et dans d'autres régions peuvent apprécier à sa juste valeur l'appui systématique du Vanuatu à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

M. Van Lierop (Vanuatu)

Ceux qui connaissent la région du Pacifique sud prennent très au sérieux le vaste consensus qui s'est dégagé, dans la région, en faveur de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Tous les pays de la région, sans exception, ont demandé qu'il soit mis fin au colonialisme en Nouvelle-Calédonie. L'unité régionale sur cette question fait écho à celle qui existe dans d'autres régions sur des problèmes analogues.

Nous avons tous dit et nous répétons que les pays de la région n'ont rien contre la France. Ce à quoi nous et les membres du Comité spécial nous opposons, c'est le colonialisme. Ce à quoi nous et le Comité nous opposons, c'est la domination d'un pays par un autre. Ce à quoi nous et le Comité nous opposons, c'est le déni du droit des peuples à être eux-mêmes. Ce à quoi nous et le Comité nous opposons, c'est tout subterfuge visant à perpétuer le colonialisme sous un autre nom. Ce à quoi nous et le Comité nous opposons, c'est le manque de coopération de ceux qui, malheureusement, décident d'être absents lorsqu'on traite des territoires qu'ils administrent. Dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, la volonté de la Puissance administrante de ne pas être présente ne fait que renforcer le réquisitoire contre sa politique coloniale discréditée.

Les pays de notre région ne souhaitent pas, pour la Nouvelle-Calédonie, de solutions radicales ou des dénonciations stridentes. Comme toujours, ce que nous voulons, c'est que le peuple colonisé de ce territoire puisse revendiquer pacifiquement les droits qui sont les siens. Ce n'est pas seulement logique; c'est aussi conforme aux pratiques et à la procédure acceptées des Nations Unies. On se demande bien comment on pourrait expliquer que la communauté internationale ait une politique pour la Namibie et les autres territoires coloniaux et une autre politique pour la Nouvelle-Calédonie.

Les Néo-Calédoniens n'ont pas été consultés lorsqu'au XIXe siècle une puissance lointaine a décidé de les ajouter, en même temps que leur pays, à sa collection - impressionnante à l'époque - de possessions exotiques outre-mer. Les Néo-Calédoniens n'ont même pas été consultés quand leur régime démographique a été modifié et qu'on a délibérément fait d'eux une minorité numérique dans leur propre pays. Ils n'ont pas été consultés quand leurs terres ancestrales et leurs richesses leur ont été enlevées, quand leur culture et leur histoire ont été dénaturées.

La résolution 41/41 A de l'Assemblée générale et la décision prise le 17 mars 1987 par le Comité spécial lui ont donné pour la première fois l'occasion

M. Van Lierop (Vanuatu)

de présenter leur cas devant l'opinion publique mondiale. Vanuatu et les autres pays de la région en sont reconnaissants.

Néanmoins, si les représentants du peuple kanak peuvent désormais être entendus, nous ne sommes pas certains qu'ils seront écoutés. La Puissance administrante a une occasion rêvée de coopérer avec le FLNKS pour garantir une évolution pacifique de la situation en Nouvelle-Calédonie et pour mettre en place une société dont chaque être humain aurait lieu d'être fier. La voie conduisant à cette société ne sera pas facile; elle sera sans doute semée d'embûches.

Nous restons néanmoins convaincus que, la main dans la main, et avec l'aide des Nations Unies, la Nouvelle-Calédonie et la France peuvent faire le chemin ensemble et établir des relations mutuellement avantageuses pour les peuples des deux pays. Nous exhortons plus que jamais la Puissance administrante à tendre la main au peuple colonisé de Nouvelle-Calédonie et à saisir celle qui lui est tendue. L'amitié et la réconciliation ont toujours été préférables à l'indifférence et à l'intransigeance.

Le texte que le Comité spécial sera prié d'approuver n'est qu'une petite étape dans cette direction. Les pays de la région qui recherchent une solution juste et pacifique souhaitent simplement que l'on s'en remette aux pratiques et aux procédures éprouvées des Nations Unies dans le processus de décolonisation en Nouvelle-Calédonie.

Monsieur le Président, j'ai commencé ma déclaration en vous présentant mes félicitations et, par votre intermédiaire, en assurant de mon appui les autres membres du Comité et du Secrétariat. C'était une manière d'exprimer notre conviction que les efforts et les travaux du Comité spécial comptaient parmi les grandes contributions à l'humanité. Voilà pourquoi nous jugeons tout aussi opportun de remercier tous ces peuples jadis colonisés dont l'indépendance a précédé celle de Vanuatu. Nous remercions également les particuliers et les organisations qui ont pris part aux différentes luttes de décolonisation.

A bien des égards, ceux qui ont conquis leur indépendance avant Vanuatu ont été une inspiration pour le peuple de Vanuatu. Aujourd'hui, ils continuent à être une inspiration pour le peuple colonisé de la Nouvelle-Calédonie et pour chacun des peuples dont le territoire figure sur la liste des territoires non autonomes.

Avec votre permission, Monsieur le Président, j'emprunterai quelques mots, riches de sens pour nous, à deux mouvements anti-coloniaux plus anciens qui gouvernent aujourd'hui deux Etats africains souverains. Ces mots, ce sont : "A luta continua" et "A vitoria é certa".

M. Van Lierop (Vanuatu)

Pour le peuple de la Nouvelle-Calédonie, pour le peuple de Namibie et pour tous les peuples de chaque territoire non autonome, la lutte continue et la victoire est assurée.

Ces luttes sont celles de chaque être humain digne de ce nom. Ces victoires, qu'importe combien de temps elles se feront attendre, seront nos victoires à tous. Ce seront les victoires de l'humanité et le patrimoine que nous léguerons aux générations futures.

M. THOMPSON (Fidji) (interprétation de l'anglais) : En écoutant les pétitionnaires qui ont pris la parole cet après-midi, à commencer par les représentants du peuple kanak, on ne peut qu'être impressionné et ému par la sincérité avec laquelle ils ont exprimé leur inquiétude à propos de la situation en Nouvelle-Calédonie. Les pétitions exposent clairement au Comité la réalité de cette situation vue sous différents angles. Ma délégation souhaite dire publiquement aux pétitionnaires combien elle apprécie leur participation à ce débat. Nous recommandons que le Comité spécial accorde toute l'attention voulue à leurs déclarations.

Quand la vague de décolonisation a déferlé sur le Pacifique dans les décennies qui ont suivi la Déclaration historique de 1960, ceux d'entre nous qui avaient rejoint les rangs des Etats souverains et indépendants ont commencé à concentrer leur attention sur les territoires qui avaient encore un statut colonial. Nous souhaitons que la transition pacifique et ordonnée qui a caractérisé la décolonisation de notre région se répète pour les territoires restants. Nous espérons que cette renaissance aurait une influence sur la politique coloniale de la France, à l'égard de la Nouvelle-Calédonie en particulier.

Au début des années 80, on aurait pu penser un moment que l'on progressait. Le Forum du Pacifique sud avait réussi, agissant en consultation avec le peuple du territoire, à nouer le dialogue avec le Gouvernement français d'alors. Nous étions persuadés que les problèmes de la Nouvelle-Calédonie étaient étudiés et qu'ils seraient réglés par le biais d'un dialogue ouvert et authentique entre le Gouvernement français et le peuple du territoire. Toutefois, comme les événements l'ont montré, notre optimisme a été de courte durée.

Malheureusement, l'évolution certaine vers l'autodétermination annoncée par le Gouvernement du Président Mitterrand en 1982 devait brutalement être stoppée au début de 1986. Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement Chirac en février de la même année, les mesures progressives prises pour encourager le peuple de la

M. Thompson (Fidji)

Nouvelle-Calédonie ont été rapportées. Le nouveau Gouvernement français a fait marche arrière. Il est revenu sur les promesses faites à la population autochtone et sur ce qui avait été convenu avec le Forum du Pacifique sud. L'affrontement et les décisions autocratiques ont remplacé la coopération et la volonté d'arriver à un compromis. Quant à l'intransigeance, elle est toujours de mise aujourd'hui.

C'est ce revirement qui a conduit les dirigeants du Forum du Pacifique sud à porter la question de la Nouvelle-Calédonie devant l'instance mondiale afin que le territoire soit réinscrit, aux Nations Unies, sur la liste des territoires non autonomes. Comme on a pu le voir le 2 décembre 1986 lors du vote sur la résolution 41/41 de l'Assemblée générale, ces efforts ont remporté l'adhésion d'une bonne partie des nations Membres.

La décision, prise à la quarante et unième session de l'Assemblée générale, de réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes, appartient désormais à l'histoire. Malheureusement, la France refuse toujours d'accepter cette réalité, de faire face aux responsabilités qui lui incombent, en qualité de Puissance administrante coloniale, envers le peuple de la Nouvelle-Calédonie et de se conformer à l'obligation qui lui est faite de respecter les décisions des Nations Unies.

Nous sommes profondément préoccupés que la France s'entête dans son rejet de la pratique et des principes universellement acceptés qui ont donné vie au processus de décolonisation. Avec le référendum du 13 septembre que la grande majorité de la population autochtone boycottera, la France semble résolue à l'affrontement. Et la situation déjà très explosive risque encore d'en être aggravée.

Les conditions dans lesquelles le référendum proposé doit se dérouler montrent bien que le Gouvernement français actuel fait peu de cas de la pratique et des principes établis des Nations Unies. Le référendum est partial et dénaturé. La population autochtone, en grande majorité, refuse d'y participer. Le référendum exacerbera la sensible polarisation qui existe déjà entre les différents segments de la société néo-calédonienne au lieu de l'atténuer.

M. Thompson (Fidji)

Nous demandons à la France de mettre un terme à ces mesures vaines et provocatrices et de renoncer au référendum. Elle devrait plutôt renouer le dialogue avec toutes les communautés pour créer les conditions nécessaires à un acte authentique et approprié d'autodétermination.

J'aimerais revenir au projet de résolution dont nous sommes saisis et qui est contenu dans le document A/AC.109/L.1643/Rev.2. Ce projet a été mis au point avec beaucoup de soin et il vise à obtenir pour le peuple de la Nouvelle-Calédonie ce que les Nations Unies ont obtenu par le passé pour les peuples colonisés à travers le monde. En fait, aujourd'hui encore, alors qu'il ne reste plus qu'une poignée de colonies, les Nations Unies poursuivent le même objectif : veiller à ce que le droit sacré à l'autodétermination ne soit pas dénié aux peuples colonisés.

Le projet de résolution fait référence aux résolutions adoptées par les Nations Unies qui établissent les principes qui ont transformé les anciennes colonies en Etats souverains indépendants. L'application de ces principes a changé la carte du monde et multiplié par trois le nombre des Membres de l'Organisation. Nous sommes certains que le projet de résolution bénéficiera du ferme appui des pays qui ont déjà encouragé ces principes et de tous ceux qui ont accédé à l'indépendance grâce aux principes et pratiques mêmes que nous recherchons pour le peuple de la Nouvelle-Calédonie.

Durant ces derniers jours, nous avons eu d'intensives consultations avec les délégations pour essayer de répondre à leurs préoccupations et à leurs réserves. Nous espérons sincèrement que la bonne foi qui a caractérisé les consultations sur ce projet de résolution se confirmera par l'adoption du projet de résolution sans mise aux voix. L'on nous a assurés de cet appui, et nous désirons qu'il soit pris acte de notre profonde gratitude pour l'expression de bonne volonté et la coopération que cela implique.

Pour en finir avec notre examen du texte du projet de résolution dont nous sommes saisis, j'aimerais à ce stade proposer l'amendement suivant. Il s'agirait d'un nouveau cinquième alinéa au préambule qui se lirait comme suit :

"Notant en outre les dispositions relatives à la Nouvelle-Calédonie contenues dans la déclaration politique adoptée par la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Harare du 1er au 6 septembre 1986,".

Avec cet amendement, je recommande le projet de résolution A/AC.109/L.1643/Rev.2 au Comité en exprimant l'espoir qu'il pourra être adopté par consensus.

M. RIANOM (Indonésie) (interprétation de l'anglais) : Les événements qui ont lieu actuellement dans le Pacifique sud, région dont l'Indonésie et d'autres pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) forment la bordure occidentale du bassin, préoccupent à juste titre ma délégation en raison de l'importance vitale qu'ils présentent pour elle. C'est une région où, en raison des différentes forces en présence et d'événements divers, les tensions et les ferments de tensions politiques sont en augmentation. C'est également une région qui compte une grande partie des derniers territoires non autonomes du monde, et ces situations coloniales, si elles restent sans solution, ne peuvent qu'accroître les risques de conflit et de déstabilisation.

Ce qui se passe ou ne se passe pas en Nouvelle-Calédonie en est l'illustration frappante et, dans sa déclaration d'aujourd'hui, ma délégation souhaiterait réitérer sa ferme position de principe sur cette question.

Premièrement, la Nouvelle-Calédonie est un territoire non autonome tant aux termes de la définition donnée par la Charte qu'au regard des précédents et des pratiques des Nations Unies, et l'Assemblée générale, par sa résolution 41/41 A, en l'a confirmé une nouvelle fois. L'Indonésie ne peut accepter la fiction légale et politique selon laquelle le territoire fait d'une façon ou d'une autre partie intégrante de la France métropolitaine.

Deuxièmement, nous réaffirmons notre plein appui à la transition rapide et pacifique vers une Nouvelle-Calédonie indépendante, conformément aux aspirations et aux droits fondamentaux de la population autochtone, d'une manière qui garantisse les droits et les intérêts de tous les habitants de la société multiraciale et multi-ethnique de la Nouvelle-Calédonie.

Troisièmement, en tant que nation qui, dans sa propre lutte pour l'indépendance nationale et dans celle qu'elle a menée par la suite pour rétablir et préserver son intégrité territoriale, a bénéficié pleinement de la participation active des Nations Unies, l'Indonésie estime que notre organisation a un rôle vital à jouer dans le processus de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie.

Nous avons pris note avec inquiétude de ce que le Gouvernement français s'obstine dans sa politique, notamment en ce qui concerne la tenue d'un référendum dans des termes et dans des conditions qui ont déjà été fermement rejetés par une grande majorité de la population autochtone. En fait, les Kanak, par la voix de leur représentant légitime, le FLNKS, ont déclaré qu'ils ne participeraient pas à ce référendum car il compromettrait sérieusement l'exercice sans entraves de leur droit à l'autodétermination.

M. Rianom (Indonésie)

Un processus de décolonisation qui ignore ou étouffe les droits innés de la population autochtone ne peut déboucher sur une solution juste et pacifique de la situation troublée qui existe actuellement en Nouvelle-Calédonie.

C'est pourquoi l'Indonésie appuie entièrement les objectifs et le texte du projet de résolution sur la Nouvelle-Calédonie que le Comité examine en ce moment, et nous invitons le Gouvernement français à reprendre le dialogue avec tous les secteurs de la population de la Nouvelle-Calédonie, et notamment avec le FLNKS, en vue de parvenir, en coopération avec les Nations Unies, à un acte d'autodétermination qui garantisse la participation libre et entière de tous les groupes de la société, tout en sauvegardant les droits fondamentaux et l'identité culturelle de la population autochtone.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à la représentante du Samoa.

Mme MAUALA (Samoa) (interprétation de l'anglais) : Pour que le Comité s'acquitte du rôle qui lui a été confié et que lui reconnaissent les membres du Forum du Pacifique sud, il doit travailler sur une base de confiance, de coopération et de compromis. Nous attendons des membres du Comité qu'ils s'unissent et se fassent l'expression de l'opinion internationale sur les questions de décolonisation.

Dans un esprit de compromis, nous étions disposés à laisser de côté certains éléments du projet de résolution importants pour le Pacifique sud. Nous étions prêts à examiner toutes les propositions faites par les membres du Comité. Nous avons répondu à toutes les préoccupations qui nous ont été exprimées. C'est pourquoi nous étions encouragés par l'assurance que ce comité adopterait une fois encore, comme il l'avait fait en mars, sa décision sur la Nouvelle-Calédonie par consensus.

A notre avis, si la pratique habituellement suivie par le Comité était compromise par un renoncement du consensus, cela représenterait un sérieux pas en arrière.

S'il est demandé de mettre le projet de résolution aux voix, une telle demande sera faite alors que les délégations concernées ne nous ont adressé aucun commentaire sur le fond du projet de résolution et n'ont présenté aucune proposition aux fins d'examen de notre part.

Mme Mauala (Samoa)

Nous demandons instamment au Comité de refléter le véritable esprit de coopération et de compréhension qui a caractérisé l'examen de la question de la Nouvelle-Calédonie. Nous prions instamment le Comité de se prononcer par consensus.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de l'Australie.

M. WOOLCOTT (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse de prendre de nouveau la parole, mais ma délégation partage l'espoir que le projet de résolution pourra être adopté par consensus. A l'instar de la représentante du Samoa, elle s'inquiète de ce qu'un vote pourrait être demandé alors qu'il me semblait avoir compris que l'adoption par consensus avait déjà été acceptée au terme de consultations officieuses. Il s'agit d'un projet de résolution modéré, qui mérite d'être adopté par consensus, particulièrement en ce comité, et ma délégation demande aux représentants qu'il en soit ainsi. Comme je l'ai déjà dit, si un vote est demandé - et nous espérons encore que ce ne sera pas le cas - nous considérerons alors tout vote contre ce projet de résolution comme allant à l'encontre de la cause de la décolonisation, qui est la raison d'être de ce Comité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

M. LOHIA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation s'associe aux sentiments exprimés par mes collègues de Samoa et de l'Australie. Nous regrettons qu'une délégation n'ait pas fait part de son objection au moment où nous nous occupons - chose difficile - d'entendre tout le monde, malgré les problèmes linguistiques. Cependant, étant donné que nous avons tous foi, dans le monde entier, dans le concept de "grande famille", nous avons fait tous les efforts possibles. Le Comité est censé être impartial car il assume des responsabilités précises que nous respectons grandement. Je lance un appel au Comité pour qu'il réfléchisse bien à ce que représente cette grande famille, dont nous sommes tous tributaires en Afrique et dans le Pacifique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Comité va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution révisé.

Les représentants ont entendu l'appel lancé par les membres du Forum du Pacifique sud. Compte tenu des consultations approfondies qui ont eu lieu à ce sujet, puis-je considérer que le Comité est prêt à adopter le projet de résolution révisé sans vote, étant bien entendu que les membres auront la possibilité d'expliquer leurs positions?

M. ANET (Côte d'Ivoire) : Je crois que tout à l'heure un représentant a expliqué qu'un problème de compréhension ou d'interprétation nous a empêchés de nous comprendre. Nous parlons diverses langues, cela va sans dire. Cependant, lorsqu'un problème se pose, le fond demeure toujours le même : on parle de consensus. Mais pour qu'on puisse parler du consensus, il faut qu'un problème ait

M. Anet (Côte d'Ivoire)

été posé et que tout le monde ait donné son point de vue, un point de vue similaire, ou du moins que l'on ait renoncé à sa position pour prendre la position d'un autre, pour s'entendre sur un point déterminé. Or dans la mesure où nos consultations ne nous ont pas permis de comprendre qu'il y a des délégations qui renoncent à leur manière de voir le problème tel qu'il se pose quant au fond, je crois que l'appel qui est lancé par nos frères du Forum du Pacifique sud, certes, doit être entendu, mais que ceux-ci doivent également comprendre que la procédure existe et que jusqu'ici, ce que nous avons pu constater c'est que lorsque le Secrétariat est saisi d'une proposition de la part d'une délégation, c'est cette proposition que vous transmettez, Monsieur le Président. Une délégation vous a demandé - et cela tout le monde le sait dans la salle - qu'il y ait un vote sur le point dont nous sommes saisis. Et ce n'est pas parce que, dans cette salle, des délégations diront ce qu'elles pensent, s'exprimeront par leur vote - pour, contre, ou abstention - que, demain, l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie pourra être condamnée par un pays quelconque.

L'aspiration de tous les pays du monde, c'est d'accéder à l'indépendance dans la dignité. Dès lors, il est souhaitable que lorsqu'un problème se pose, ceux qui déjà ont pu penser qu'ils ont au moins accédé à cette indépendance dans la dignité puissent exprimer leur point de vue librement. S'il y a des représentants, ici, au sein du Comité, qui souhaitent exprimer leur point de vue par un vote pour, nous souhaiterions le savoir; s'il y en a qui sont contre, nous souhaiterions le savoir aussi; de même s'il y a des abstentions - et il y a même des absents. C'est pourquoi si, comme un représentant l'a dit ici, une délégation a proposé qu'il y ait un vote, je suis d'avis qu'il y en ait un.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puisqu'un vote a été demandé, je vais d'abord donner la parole aux délégués souhaitant expliquer leur vote avant le vote.

M. BJURNER (Suède) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, je voudrais dire que ma délégation espérait également que ce projet de résolution serait adopté sans vote. Puisqu'un vote a été demandé, je vais expliquer brièvement les raisons pour lesquelles ma délégation votera pour le projet de résolution sur la Nouvelle-Calédonie dont nous sommes saisis.

Les principes de la décolonisation sont énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier au Chapitre XI. La Suède a constamment et activement appuyé le processus de décolonisation et a approuvé par conséquent les résolutions

M. Bjurner (Suède)

fondamentales sur la décolonisation, 1514 (XV) et 1541 (XV). Nous pensons en outre que les Nations Unies ont la responsabilité particulière de faire appliquer la Déclaration sur la décolonisation.

Le projet de résolution soutient le droit inaliénable de tous les peuples des territoires non autonomes à l'autodétermination et à l'indépendance, tel que prévu dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; il appuie également les principes pertinents de la Charte des Nations Unies au sujet de ce droit; et, en outre, il ne préjuge ni le statut d'avenir de la Nouvelle-Calédonie - qui doit être décidé librement par la population elle-même - ni la procédure précise de l'acte d'autodétermination, si ce n'est qu'elle doit se conformer aux principes et pratiques universellement reconnus.

Mon gouvernement espère sincèrement que le projet de résolution ne compromettra pas une coopération fructueuse et constructive entre la Puissance administrante et les Nations Unies, qui ont un rôle légitime et indispensable à jouer dans le processus.

M. DAMODARAN (Inde) (interprétation de l'anglais) : On se souviendra qu'à la dernière session de l'Assemblée générale, mon pays avait appuyé la résolution qui montre l'intérêt que la communauté internationale attache à l'accession rapide de la Nouvelle-Calédonie à l'autonomie et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur la décolonisation, qui forme la base des travaux du Comité. L'attachement de ma délégation à la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie demeure aussi total et ferme aujourd'hui. Nous estimons également que les Nations Unies doivent jouer leur rôle indispensable dans ce processus.

Lors du Sommet des pays non alignés, tenu à Harare en septembre 1986, les chefs d'Etat ou de gouvernement

"se sont prononcés en faveur de l'autodétermination et de l'accession rapide de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance, conformément aux droits et aspirations du peuple autochtone et de manière à garantir les droits et les intérêts de tous les habitants." (A/41/697, p. 42)

A notre avis, ces termes résument parfaitement les principes de multi-ethnicité et de pluralisme ainsi que le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, que la communauté internationale, et cet organe en particulier, souhaitent voir réaliser en Nouvelle-Calédonie. C'est un idéal que nous chérissons en Inde et qui est à la source de notre action pour garantir des droits égaux pour tous dans notre société multiculturelle, multilinguistique et multireligieuse.

Qu'il me soit permis de rappeler également les paroles éloquentes et sages prononcées par le Représentant permanent de Fidji au cours du débat sur la Nouvelle-Calédonie à l'Assemblée générale, lors de sa dernière session. Il a dit :

"Je voudrais un instant retracer le rôle de mon pays. Fidji a une communauté multi-ethnique. Nous sommes attachés à la notion multiraciale, non seulement comme objectif pour Fidji mais comme idéal pour toute la région. Nous pensons que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ne peut être assuré que si les compromis - les difficiles compromis - nécessaires pour que fonctionne une communauté multiraciale se poursuivent sur ce territoire. Nous savons d'expérience que cela est possible." (A/41/PV.90)

C'est cette vision que nous ne voulons pas voir compromise en Nouvelle-Calédonie ni nulle part ailleurs dans la région dont Fidji est partie

M. Damodaran (Inde)

intégrante. Certains événements récents mettent en lumière les énormes difficultés rencontrées et la nécessité d'un esprit d'accommodement pour qu'une telle vision subsiste et se concrétise.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie postcoloniale appartient à tout son peuple. C'est à lui qu'il reviendra d'édifier une nouvelle société et une nouvelle nation. Le Comité revendiquera ce droit. Il se montrera inébranlable et fidèle à son mandat et à ses responsabilités. Nous serons fiers d'être partie à cette entreprise; nous sommes donc fiers d'appuyer ce projet de résolution.

M. NIARE (Mali) : Ma délégation voudrait tout d'abord faire observer que son vote ne reflète pas un désintérêt à l'égard de la question importante dont le Comité est saisi. Elle est consciente de ses responsabilités en tant que membre du Comité, et elle est très soucieuse du respect du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, principe inhérent à notre organisation. C'est pourquoi elle estime que la procédure qui est sur le point d'être mise en oeuvre par la Puissance administrante pourrait être de nature à donner au peuple de la Nouvelle-Calédonie l'occasion d'exercer l'autodétermination. Elle a bon espoir que, quelle que soit l'issue de cette consultation, les peuples français et néo-calédonien oeuvreront ensemble, la main dans la main, pour un avenir meilleur.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de Fidji pour une motion d'ordre.

M. THOMPSON (Fidji) (interprétation de l'anglais) : J'avais cru comprendre que le représentant de la Côte d'Ivoire avait dit qu'il appuierait toute délégation demandant un vote sur ce projet de résolution, mais qu'une telle demande n'avait pas été faite. Pourrions-nous obtenir une précision à cet égard?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Un membre du Comité a bien demandé un vote.

Etant donné qu'aucune autre délégation ne souhaite prendre la parole avant le vote, le Comité va prendre maintenant une décision sur le projet de résolution révisé contenu dans le document A/AC.109/L.1643/Rev.2, tel que révisé à nouveau oralement.

Par 18 voix contre une, avec 5 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de l'Iraq qui souhaite expliquer son vote.

M. HILMI (Iraq) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole depuis le début de cette session, je tiens à vous féliciter de votre accession à la présidence et à rendre hommage à l'habileté avec laquelle, dès le début, vous avez dirigé les travaux du Comité. Grâce à vous, nous avons été en mesure de surmonter maints problèmes et de résoudre de nombreuses questions.

La position de mon pays à l'égard de l'autodétermination et de l'indépendance est sans équivoque. L'Iraq a toujours appuyé les peuples et les pays qui luttent pour l'indépendance et la souveraineté. L'Iraq, qui est membre du Comité, entend préciser qu'il a des réserves quant aux questions de forme, ce qui n'est absolument pas en contradiction avec le fait que nous croyons en l'autodétermination. Nous pensons qu'il faut attendre les résultats du référendum proposé, dont un responsable du Gouvernement français a dit qu'il aurait lieu en septembre prochain. La France a précisé qu'elle ne s'opposait pas aux aspirations du peuple de la Nouvelle-Calédonie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Comité a achevé l'examen de cette question.

CLOTURE DE LA SESSION DE 1987

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Comité ayant achevé son examen de tous les points inscrits à son ordre du jour cette année, j'espère que les membres me permettront de faire quelques observations sur les travaux du Comité.

Dès le début de nos travaux en février, j'ai déclaré que la situation critique en Afrique australe devrait rester au centre des préoccupations du Comité. En effet, dans l'exercice du mandat qui est le leur - pour ce qui est en particulier de la Namibie, des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, opérant dans les territoires coloniaux, des activités et des dispositions militaires dans les territoires coloniaux et du travail connexe du Conseil de sécurité - les membres du Comité ont une fois encore concentré leur attention sur la situation qui règne dans cette partie du continent.

Dans le cadre des efforts concertés de la communauté mondiale pour trouver une solution internationalement acceptable au problème de la Namibie, telle que définie en détail dans la décision de consensus adoptée il y a quelques jours par le Comité, le Comité spécial croit fermement que la seule solution politique pour la Namibie doit être fondée sur la cessation de l'occupation illégale du territoire

Le Président

par l'Afrique du Sud, le retrait de ses forces armées et le libre exercice, par tous les Namibiens, de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Le Comité a réaffirmé que le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie contenu dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité constitue la seule base internationalement acceptée d'un règlement pacifique de la question namibienne et il a exigé son application immédiate sans préalable ni modification.

Le Comité spécial a rejeté les tentatives répétées de l'Afrique du Sud et des Etats-Unis d'Amérique pour opérer un "couplage" entre l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et des questions extrinsèques telles que, notamment, la présence de forces cubaines en Angola. Le Comité a déclaré que les tentatives de couplage et le soutien qui leur est apporté de l'extérieur sont des manoeuvres visant à retarder l'accession de la Namibie à l'indépendance. Il a ainsi rejeté les politiques d'"engagement constructif" et de "couplage", dont il a demandé qu'elles soient abandonnées.

Le Comité spécial a par ailleurs recommandé que le Conseil de sécurité - ses membres permanents occidentaux en particulier -, devant la grave menace que les activités de l'Afrique du Sud font peser sur la paix et la sécurité internationales, réponde de manière positive à la demande écrasante de la communauté internationale par l'imposition de sanctions globales et obligatoires contre ce régime.

Quant au rôle joué par les institutions spécialisées et autres organisations du système des Nations Unies, nous avons constaté que tandis qu'un certain nombre d'entre elles ont offert des programmes concrets d'assistance aux peuples de Namibie et d'Afrique du Sud, en coopération étroite avec leurs mouvements de libération nationale, on est loin de répondre aux besoins les plus pressants des populations intéressées. On ne saurait trop insister sur l'obligation qu'ont les institutions et organisations du système des Nations Unies et tous les Membres de l'Organisation de leur apporter toute l'aide possible. Le Comité, pour sa part, continuera à faire de son mieux pour accroître les efforts faits par l'Organisation dans ce domaine, notamment en coopérant étroitement avec les organisations du système, l'Organisation de l'unité africaine et les mouvements de libération nationale intéressés.

En ce qui concerne les intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration, le Comité a également été en mesure, au début de la semaine, de convenir par consensus d'une série de recommandations

Le Président

importantes. Une fois encore, j'aimerais souligner qu'aucun intérêt étranger, économique et autre ne devrait pouvoir faire obstacle à l'application rapide de la Déclaration aux territoires intéressés.

La question des activités et des dispositions militaires dans les territoires coloniaux sont pour nous une autre source permanente de préoccupation. Dans la décision de consensus adoptée cette semaine sur la question, le Comité déplore que les puissances coloniales en cause n'aient pris aucune mesure pour donner suite aux demandes répétées de l'Assemblée générale et du Comité spécial d'évacuer immédiatement et inconditionnellement leurs bases et installations et de s'abstenir d'en établir de nouvelles.

Comme on a pu le voir durant nos séances précédentes, le Comité a, tout au long de l'année, attaché une plus grande attention encore à la décolonisation des 18 territoires restants, dans les Caraïbes, le Pacifique et les autres régions. Je me félicite de constater que les délibérations - que ce soit en séances plénières ou au niveau des réunions du Sous-Comité - ont été caractérisées par l'engagement sans équivoque, de la part des membres, de faire en sorte que les droits inaliénables des habitants de ces territoires soient sauvegardés et encouragés, indépendamment du nombre des habitants et de la superficie desdits territoires ou encore du peu de ressources dont disposent certains d'entre eux. Il va sans dire que les peuples des territoires intéressés doivent avoir la possibilité d'exercer librement tous leurs droits et privilèges, tels que définis dans les dispositions pertinentes de la Charte et de la Déclaration.

Les puissances administrantes en cause ont l'obligation de reconnaître ces droits et de permettre aux peuples de ces territoires de décider librement et sans aucune ingérence de leur avenir. A cette fin, je voudrais souligner la responsabilité incombant aux puissances administrantes d'intensifier les programmes d'éducation politique des peuples des territoires dont ils ont l'administration, afin de leur faire prendre conscience des objectifs véritables de la Charte et de la Déclaration pour ce qui est de leur statut futur.

Le Président

La situation changeante dans certains de ces territoires exige la vigilance constante des membres du Comité, et je compte que le Comité s'emploiera activement et de façon continue à rechercher les meilleurs moyens d'atteindre rapidement les objectifs prévus à cet égard dans la Déclaration. Parallèlement, nous devons continuer d'encourager et de faciliter comme il convient le processus de consultations et de négociations lancé par le Secrétaire général au titre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale relatives à certains de ces territoires. Le Comité appuie entièrement les efforts que ne cesse de déployer le Secrétaire général pour trouver des solutions acceptables pour toutes les parties intéressées, conformément à la Charte et à la Déclaration.

Comme l'expérience l'a montré, la tâche du Comité pour les petits territoires se trouve considérablement facilitée quand il bénéficie de la pleine coopération des autorités administrantes intéressées et quand les populations des territoires se voient accorder une réelle possibilité d'exprimer librement leurs véritables aspirations. Dans le cadre des obligations assumées par ces Membres au titre du Chapitre XI de la Charte, la coopération des autorités administrantes avec le Comité est un élément essentiel dans l'élaboration des recommandations appropriées concernant les territoires placés sous leur administration. Les renseignements qui nous sont communiqués par leurs représentants et les points de vue échangés avec ces derniers lors de l'examen de ces questions ont servi de base efficace à nos délibérations.

C'est pourquoi le Comité est gravement préoccupé par la position inchangée du Royaume-Uni, responsable de l'administration de plus de la moitié des territoires restants et qui, cette année encore, a décidé de ne pas participer aux travaux du Comité. Je souhaite sincèrement que l'appel lancé au Gouvernement britannique par le Comité spécial dans une décision adoptée la semaine dernière reçoive une réponse positive.

Une autre phase constructive et irremplaçable de la coopération fournie par les autorités administrantes au Comité consiste en l'envoi de missions de visite des Nations Unies dans les territoires. Notre action dans ce domaine est telle que je n'ai nul besoin d'insister sur la valeur et l'importance que le Comité attache à l'envoi de ces missions de visite, étant donné que nous sommes tous d'accord pour reconnaître que rien ne peut remplacer les renseignements de première main que ces visites permettent d'obtenir sur la situation dans ces territoires et sur les véritables aspirations de leurs populations quant à leur statut futur.

Le Président

En associant étroitement les Nations Unies à toutes les phases du processus de décolonisation dans ces territoires, la transition sans heurt et sans entraves vers l'indépendance serait assurée, comme on a pu le voir dans le cas de plusieurs territoires anciennement dépendants. Les Nations Unies seraient alors également mieux à même de faciliter les dispositions nécessaires pour que les nouvelles nations puissent obtenir une aide internationale optimale, en étroite coopération avec les autorités administrantes intéressées. J'espère que nous pourrions compter sur la coopération de l'ensemble de ces dernières dans ce domaine.

Je souhaite dire à quel point je suis heureux qu'en dépit de son programme de travail extrêmement chargé le Comité ait pu examiner à fond tous les points inscrits à son ordre du jour. Le fait d'avoir pu décider d'un commun accord des mesures à prendre sur pratiquement tous ces points montre clairement que tous les membres du Comité étaient fermement décidés à trouver des solutions aux problèmes nombreux et extrêmement difficiles auxquels la communauté internationale doit faire face.

Je désire remercier tous les membres de leur coopération, de leur compréhension et de leur assistance, toutes choses qui nous ont permis d'arriver à ces décisions unanimes qui nous rapprocheront sans aucun doute de nos objectifs communs. Je tiens à remercier tout particulièrement notre vice-président, l'Ambassadeur Oramas Oliva, et notre rapporteur, M. Ahmad Farouk Arnouss, pour la contribution constructive qu'ils ont apportée au processus conduisant à l'adoption, par le Comité, de nombreuses décisions de consensus sur plusieurs questions importantes.

Nous touchons à la fin de la session. Il ne me reste plus qu'à exprimer mes remerciements les plus sincères à tous les membres du Comité spécial, dont la coopération et la compréhension ont tant contribué à faciliter la tâche du Président tout au long de l'année, et notamment durant ces 15 derniers jours. Les relations amicales et l'harmonie constantes entre les membres, le sérieux dont chacun a fait preuve dans tous les aspects de nos travaux ainsi que l'esprit d'accommodement qui a régné en permanence ont certainement grandement contribué aux progrès que nous avons été en mesure de réaliser.

Je dois beaucoup à mes amis et collègues du Bureau - nos trois vice-présidents, l'Ambassadeur Oscar Oramas Oliva, de Cuba, l'Ambassadeur Sten Strömholm, de la Suède, et M. Bronislaw Kulawiec, de la Tchécoslovaquie, et notre rapporteur, M. Ahmad Farouk Arnouss, de la République arabe syrienne. Je dois notamment beaucoup à M. Ammar Amari, de la Tunisie,

Le Président

Président du Sous-Comité des petits territoires, qui a mené de longues et difficiles consultations pour parvenir à des décisions de consensus sur tous les points renvoyés au Sous-Comité ainsi que sur les points examinés en plénière. Je désire également rendre un chaleureux hommage à M. Bronislaw Kulawiec, Président du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance, pour sa contribution. J'ai envers eux tous une dette personnelle de gratitude pour leur dévouement inlassable à la cause de la décolonisation.

J'aimerais également à ce stade rendre un hommage particulier à la délégation de la Suède pour la coopération et la contribution dont elle a fait bénéficier les travaux du Comité durant ces quatre dernières années. Conformément à la décision prise au sein des Etats membres du Groupe nordique, la Suède, si je ne me trompe, quittera le Comité à la fin de l'année. Je suis certain de traduire le sentiment unanime des membres du Comité en disant à quel point nous apprécions le rôle important joué par le Gouvernement suédois en matière de décolonisation en général et dans les travaux du Comité en particulier. Je suis tout aussi certain que le Comité peut continuer de compter sur la coopération et la collaboration étroites de la délégation de la Suède, auxquelles nous sommes si habitués à présent au sein de ce comité, dans le cadre des efforts des Nations Unies en matière de décolonisation.

J'aimerais également, à ce stade, remercier tout spécialement M. Anders Bjurner pour sa précieuse contribution à nos travaux. Nous nous sommes toujours appuyés sur son jugement ferme, sa sagesse et son énergie pour faciliter nos efforts dans la recherche d'une position commune sur nombre des problèmes complexes à l'examen. Je crois comprendre qu'un nouveau poste lui a été confié au service de son gouvernement et j'aimerais lui présenter, en notre nom à tous, nos meilleurs voeux dans cette tâche importante.

Je saisis aussi cette occasion pour remercier le Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, de ses efforts inlassables à l'appui du droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples qui luttent encore pour leur liberté et leur dignité. Sa déclaration liminaire et le soin attentif qu'il n'a cessé d'accorder tout au long de l'année à l'évolution de la situation dans ce domaine ainsi qu'aux travaux du Comité ont été une source d'inspiration pour chacun de nous. Je désire aussi rendre hommage à M. Abdulrahim Abby Farah, Secrétaire général adjoint, pour l'aide que lui-même et ses collègues du secrétariat du Comité m'ont fournie et ont fournie au Comité tout au long de l'année.

Je voudrais enfin, au nom du Comité, remercier les interprètes, traducteurs, sténographes-rédacteurs de séance, fonctionnaires des conférences et des services

Le Président

de presse ainsi que tous les fonctionnaires du Secrétariat, sans la compétence et le dévouement desquels nous n'aurions pu accomplir notre tâche.

Avant de terminer, j'aimerais saisir cette occasion, en ma qualité de Président du Comité et à titre personnel, pour dire quelques mots d'adieu à notre ami et collègue, M. Bronislav Kulawiec, de la Tchécoslovaquie, appelé, je crois, à assumer prochainement d'autres responsabilités. Durant son séjour parmi nous, il s'est acquis notre gratitude par son dévouement sans réserve aux travaux et aux objectifs du Comité. Je suis certain que M. Kulawiec, dans l'accomplissement de ses nouvelles tâches au service de son gouvernement, continuera de faire montre des mêmes qualités remarquables qu'il a si bien manifestées dans nos travaux. Au nom des membres du Comité spécial et en mon nom personnel, je lui souhaite plein succès dans ses nouvelles responsabilités.

Le Président

Je suis certain que vous pensez comme moi qu'il est maintenant opportun de rendre un hommage particulier à notre cher collègue et ami, M. Thomas Tanaka. Comme le savent les représentants, M. Tanaka, en tant que Secrétaire du Comité spécial des Vingt-Quatre a traversé pendant près de deux décennies les années turbulentes de l'ère de la décolonisation avec un profond dévouement, diligence et sensibilité. Son attachement à la cause de la libération et son approche modeste mais digne du travail et des relations humaines lui ont valu notre reconnaissance et notre estime. Lorsque l'on établira le bilan des réalisations du Comité spécial, je suis certain que M. Tanaka aura toutes raisons d'être fier de son association avec le Comité depuis sa création et de l'importante contribution qu'il aura ainsi apportée au noble et historique processus de la décolonisation.

Je lui suis personnellement reconnaissant de sa coopération sans réserve et de son appui total, qui ont assurément allégé le lourd fardeau que j'ai à porter. Je suis certain qu'à son habitude, il continuera de nous faire profiter de sa riche expérience dans notre action pour achever notre tâche de décolonisation. Au nom du Comité et en mon nom propre, je souhaite le remercier une fois encore pour la précieuse contribution qu'il a apportée et lui souhaiter plein succès dans ses activités futures.

Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma sincère reconnaissance à Mme Odile Rives-Niessel, Secrétaire de notre Comité, pour son professionnalisme et la manière énergique dont elle s'est attaquée à la tâche importante dont nous sommes saisis.

Pour terminer, je voudrais dire à tous les représentants et à tous les membres du Secrétariat que cette année a été extrêmement riche pour moi sur le plan personnel et que j'apprécie à leur juste valeur la coopération, les conseils et l'amitié qui m'ont été prodigués au cours de l'année où j'ai eu le plaisir de vous servir et de servir ce comité en qualité de président.

M. ARNOUSS (République arabe syrienne) (interprétation de l'arabe) :
Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais vous remercier de ce que le Comité a réalisé sous votre direction et vos conseils avisés au cours de cette session. Le Comité a terminé l'examen de tous les points de son ordre du jour et, de l'avis des membres du Comité, a obtenu des résultats généralement satisfaisants, comme cela ressort de la déclaration que vous venez de faire.

M. Arnouss (Rép. arabe syrienne)

Je vous remercie des aimables paroles que vous m'avez adressées et de la confiance que vous m'avez témoignée lorsque j'ai entrepris certaines consultations pour parvenir à un consensus sur différents documents de travail et textes de projets qui ont ensuite été approuvés par consensus au sein du Comité, grâce aux efforts et à la coopération de tous les membres du Comité, qu'ils aient ou non présenté des propositions - et à qui j'exprime mes plus sincères remerciements - et qui ont ainsi facilité ma tâche lors de mes négociations avec ceux qui avaient présenté des propositions.

Il est clairement ressorti qu'il était indispensable que nos travaux soient couronnés de succès pour faciliter la tâche du Comité dans le suivi de l'application de la Déclaration et pour faire des progrès qui permettront aux peuples qui languissent toujours sous la domination coloniale d'accéder à la liberté.

Je voudrais remercier tout particulièrement l'Ambassadeur Oramas Oliva, de Cuba, pour la façon efficace dont il a dirigé les travaux du Bureau et remercier également le Président pour les trois documents de travail qu'il a présentés.

Ma reconnaissance va également à M. Kulawiec, le Vice-Président, qui nous quitte pour retourner dans la capitale de son pays. Nous perdons tous un ardent défenseur de la cause de la libération des peuples. J'ai eu l'honneur de travailler avec lui lorsqu'il assurait la présidence du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance. Je connais donc bien son dynamisme, dont ont témoigné ses interventions durant la réunion.

Je remercie M. Bjurner, le représentant de la Suède, dont le pays voit son mandat s'achever prochainement au sein de notre Comité. J'ai été ravi d'apprendre à le connaître et de coopérer avec lui pendant ces trois dernières années, au cours desquelles il a défendu les principes auxquels il croit pour encourager la décolonisation et a créé un climat constructif d'entente et d'accord parmi les membres.

Je souhaite à M. Bjurner, à M. Kulawiec et à tous les autres membres du Bureau et du Comité tout succès et progrès.

Je remercie également les membres du Secrétariat qui ont travaillé dans les coulisses pour faciliter notre tâche en préparant des documents, sous la direction de M. Thomas Tanaka, représentant du Secrétaire général-adjoint, qui est connu comme le gardien et l'ardent défenseur de la Déclaration et comme un homme fermement attaché à ses principes. Je remercie également Mme Rives-Niessel et tous

M. Arnouss (Rép. arabe syrienne)

ceux qui ont fourni leurs services pour la conférence, ceux qui sont présents ici et ceux qui travaillent dans leurs bureaux en notre nom. Je leur suis reconnaissant de tous les efforts qu'ils ont déjà fournis et de ceux qu'ils fourniront prochainement pour m'aider à préparer le rapport qui sera soumis à l'Assemblée générale.

M. BJURNER (Suède) (interprétation de l'anglais) : Je n'avais pas vraiment l'intention de prendre la parole; en fait, il y a même eu un moment, au cours de nos débats où j'ai été sur le point de demander que l'on suspende la séance. Mais après les paroles aimables que vous m'avez adressées personnellement, Monsieur le Président, j'ai pensé que je devais le faire, car il aurait été discourtois de ne pas vous remercier, vous-même, le Rapporteur, les autres membres du Bureau et, certainement, tous mes amis et collègues du Comité et les membres du Secrétariat.

Cela a été pour moi un grand honneur que d'être le représentant de mon gouvernement à cet auguste Comité. Cela a été une expérience professionnelle enrichissante qui m'a également donné le grand plaisir de faire partie de la "famille" du Comité spécial.

Je vous remercie sincèrement et chaleureusement, Monsieur le Président, ainsi que le Rapporteur, les membres du Bureau et les autres membres, et particulièrement les amis du Comité et le personnel du Secrétariat. Vous me manquerez tous; mais vous serez tous présents dans mes pensées à mon retour à Stockholm.

M. KULAWIEC (Tchécoslovaquie) (interprétation du russe) : J'avais prévu de faire une longue déclaration, mais je l'avais préparée alors que je pensais que nous terminerions plus tôt. Dans leurs déclarations, mes amis et vous-mêmes, Monsieur le Président, avez très bien évalué les travaux que nous avons accomplis. Je voudrais m'associer à ces déclarations et remercier les orateurs précédents des paroles aimables qu'ils m'ont adressées. Mon travail, ici, m'a donné les plus grandes satisfactions.

Certes, je suis heureux de retourner dans mon pays, mais je ne suis pas heureux de dire au revoir aux membres du Comité, qui représentent la communauté internationale dans le domaine de la décolonisation.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Comité spécial a ainsi achevé ses travaux pour 1987.

La séance est levée à 20 h 30.